

Portrait statistique

ÉGALITÉ

FEMMES / HOMMES



Où en sommes-nous

à Montréal?

Portrait statistique Montréal 2010

Tableau statistique Montréal. Portraits socioéconomiques abordant différents aspects de la vie au Québec. Thèmes abordés la démographie, l'éducation, l'économie et l'emploi, la conciliation des obligations professionnelles et personnelles, le revenu, l'intégrité physique et psychologique et, enfin, la participation des femmes au pouvoir.

Date de Publication: 2010-02-25

Auteur : Conseil du statut de la femme

MONTREAL

Table des matières

Introduction	5
--------------------	---

CHAPITRE 1 Démographie

1.1 Évolution de la population	6
1.1.1 Répartition de la population dans la région	6
1.1.2 Caractéristiques de la population	7
1.2 Population immigrée	8
1.3 Structure des familles	8
1.3.1 Familles avec enfants à la maison	8
1.3.2 Personnes vivant seules	9

CHAPITRE 2 Éducation

2.1 Évolution de la scolarité	10
2.1.1 Scolarisation des femmes	10
2.1.2 Fréquentation scolaire	11
2.2 Scolarité et situation d'emploi	12

CHAPITRE 3 Économie et emploi

3.1 Environnement économique régional	13
3.1.1 Situation de l'emploi dans la région	13
3.1.2 Structure industrielle de la région	14
3.2 Participation des femmes au marché du travail	15
3.2.1 Évolution de l'emploi des femmes	15
3.2.2 Professions exercées par les femmes et par les hommes	16
3.2.3 Taux de syndicalisation	18
3.2.4 Santé et sécurité du travail	18
3.3 Entrepreneuriat et travail autonome	19

CHAPITRE 4 Conciliation des obligations professionnelles et personnelles

4.1 Famille et emploi	20
4.2 Congé suivant l'arrivée d'un enfant	20
4.3 Services de garde	21
4.4 Temps consacré à la famille et aux travaux ménagers	22

CHAPITRE 5 Revenu

5.1	Revenu moyen d'emploi	23
5.1.1	Différences de rémunération entre les femmes et les hommes	23
5.1.2	Revenu moyen d'emploi selon l'âge et le sexe	24
5.1.3	Revenu moyen d'emploi selon le diplôme et le statut d'immigrant	25
5.2	Revenu total	26
5.2.1	Revenu selon la source	26
5.2.2	Distribution du revenu	26
5.3	Pauvreté chez les femmes	27
5.3.1	Personnes vivant sous le seuil de faible revenu	27
5.3.2	Proportion du revenu du ménage consacrée au coût du logement	28

CHAPITRE 6 Intégrité physique et psychologique

6.1	Santé physique et mentale	29
6.1.1	Habitudes de vie	29
6.1.2	Recours aux tests de dépistage	29
6.1.3	Santé physique	30
6.1.4	Santé psychologique	30
6.1.5	Santé reproductive	30
6.2	Violence	31
6.2.1	Victimes de violence conjugale	31
6.2.2	Victimes d'infractions contre la personne	31

CHAPITRE 7 Participation des femmes au pouvoir

7.1	Présence des femmes à l'Assemblée nationale	32
7.2	Présence des femmes à la Chambre des communes	32
7.3	Présence des femmes dans la sphère municipale	33
7.3.1	Présence des femmes à la mairie	33
7.3.2	Présence des femmes à la conférence régionale des élus	33
7.4	Présence des femmes au sein des commissions scolaires	33
	Conclusion	34
	Bibliographie	35
	Glossaire	37

ANNEXE

Tableaux	41
----------------	----

Crédits

Rédaction

Annie Desaulniers
Collaboration : Marie-Hélène Labelle

Coordination du contenu

Annie Desaulniers
Marie-Josée Marcoux
Collaboration : Gisèle Bernard, Francine Maltais, Colette Marcotte

Coordination de l'édition

Ugo Demetriade
Collaboration : Guylaine Grenier, Sabrina Robichaud

Recherche

Sylvie Bouchard

Conception des graphiques et des tableaux

Annie Desaulniers
Marie-Josée Marcoux
Collaboration : Reine Bohbot, Josette St-Laurent

Réalisation graphique

Agraf
Isabelle Roy
Marianne Legendre
Pige communication

Révision linguistique

Judith Langevin
Collaboration à la révision et soutien technique : Francine Bérubé

Direction

Marie-Andrée Allard
Hélène Harvey
Nathalie Savard

Partenaire financier

Secrétariat à la condition féminine du ministère de la Culture,
des Communications et de la Condition féminine

Éditeur

Conseil du statut de la femme
Direction des communications
800, place D'Youville, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 6E2
Téléphone : 418 643-4326 ou 1 800 463-2851
Télécopieur : 418 643-8926
www.csf.gouv.qc.ca
publication@csf.gouv.qc.ca

Dépôt légal – 2010
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2010
ISBN : 978-2-550-59580-9 (1^{re} édition imprimée modifiée)
ISBN : 978-2-550-59579-3 (1^{re} édition PDF modifiée)

© Gouvernement du Québec

Toute demande de reproduction totale ou partielle doit être faite
au Service de la gestion des droits d'auteur du gouvernement
du Québec à l'adresse suivante : droit.auteur@cspq.gouv.qc.ca



Ce document est imprimé sur du papier recyclé contenant
50 % de fibres postconsommation.

INTRODUCTION

Depuis 1986, le Conseil du statut de la femme publie régulièrement des portraits socioéconomiques abordant différents aspects de la vie des femmes de chacune des régions du Québec. Ce regard sur l'égalité entre les femmes et les hommes de la région de Montréal s'inscrit donc en continuité avec cette démarche.

Le présent document dresse un portrait statistique de la situation des femmes et des hommes de la région de Montréal ainsi que de ses 16 municipalités. Plus précisément, sept thèmes sont abordés : la démographie, l'éducation, l'économie et l'emploi, la conciliation des obligations professionnelles et personnelles, le revenu, l'intégrité physique et psychologique et, enfin, la participation des femmes au pouvoir.

Les données utilisées pour la réalisation de ce portrait proviennent principalement du Recensement de la population de 2006, mais également de l'Enquête sur la population active, de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère de la Famille et des Aînés et de la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

Les statistiques présentées dans cette publication ont été choisies pour mettre en lumière les différents aspects de la vie des femmes dans les régions et comparer les régions entre elles. Comme les données les plus détaillées proviennent du Recensement, nous avons retenu l'année 2006 comme référence même si certaines des autres sources utilisées sont mises à jour plus souvent.

CHAPITRE 1

DÉMOGRAPHIE

Près du quart de la population québécoise réside dans la région de Montréal. Celle-ci perd toutefois du terrain au profit des régions situées au nord et au sud telles que les Laurentides, Lanaudière, la Montérégie et Laval, lesquelles attirent les jeunes familles. Il s'agit par ailleurs d'une région à forte prédominance féminine et où l'on observe une proportion élevée de femmes vivant seules. C'est également à Montréal que l'on retrouve à la fois le plus grand nombre et la plus forte proportion de mères monoparentales au Québec.

1.1 ÉVOLUTION DE LA POPULATION

En 2006, la région de Montréal comptait 1 854 440 personnes dont 961 955 femmes et 892 485 hommes et regroupait presque le quart (24,6 %) de la population totale du Québec. Montréal arrive au premier rang pour la taille de sa population, devant la Montérégie, qui, avec 1 357 720 personnes, regroupait pour sa part 18 % de la population du Québec. Montréal et la Montérégie sont par ailleurs les deux seules régions du Québec dont la population dépasse le million d'habitants.

Après avoir connu une période de stagnation de sa population de 1991 à 1996, la région de Montréal s'inscrit parmi les régions du Québec qui ont connu une croissance démographique moyenne au cours de la dernière décennie. Elle compte en effet 78 595 personnes de plus qu'en 1996, soit une hausse de 4,4 %. En comparaison, le Québec a connu une hausse de 5,7 % de 1996 à 2006. La région a donc un rythme de croissance plus lent que celui de l'ensemble du Québec. Au cours de la même période, la population de Laval s'est accrue de 11,6 % et celle de l'agglomération de Longueuil, de 3,4 %.

Figure 1.1

Population en 1996 et en 2006 selon le sexe, ensemble du Québec et région de Montréal

		FEMMES	HOMMES	TOTAL	%
					% du Québec
LE QUÉBEC	1996	3 645 425	3 493 370	7 138 795	100,0
	2006	3 858 435	3 687 695	7 546 135	100,0
					% de la région
MONTRÉAL	1996	928 555	847 290	1 775 845	24,9
	2006	961 955	892 485	1 854 440	24,6

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

1.1.1 Répartition de la population dans la région

L'île de Montréal forme une agglomération qui regroupe 16 municipalités : Baie-D'Urfé (3 984 personnes), Beaconsfield (19 517 personnes), Côte-Saint-Luc (31 395 personnes), Dollard-des-Ormeaux (48 930 personnes), Dorval (18 445 personnes), Hampstead (6 996 personnes), Kirkland (20 495 personnes), Mont-Royal (18 933 personnes), Montréal (1 620 695 personnes), Montréal-Est (3 822 personnes), Montréal-Ouest (5 184 personnes), Pointe-Claire (30 160 personnes), Sainte-Anne-de-Bellevue (5 306 personnes), Senneville (967 personnes) et Westmount (20 490 personnes). Elle comprend également les anciennes

municipalités d'Anjou, L'Île-Bizard, LaSalle, Lachine, Montréal, Montréal-Nord, Outremont, Pierrefonds, Roxboro, Saint-Laurent, Saint-Léonard, Sainte-Geneviève et Verdun, lesquelles ont été fusionnées à la ville de Montréal. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2006, la ville de Montréal compte 19 arrondissements : Ahuntsic-Cartierville (125 160 personnes), Anjou (40 891 personnes), Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (164 246 personnes), Lachine (42 444 personnes), LaSalle (74 763 personnes), Le Plateau-Mont-Royal (101 054 personnes), Le Sud-Ouest (69 604 personnes), L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève (17 500 personnes),

Mercier–Hochelaga–Maisonneuve (129 110 personnes), Montréal-Nord (83 600 personnes), Outremont (23 239 personnes), Pierrefonds–Roxboro (65 156 personnes), Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (107 556 personnes), Rosemont–La Petite-Patrie (131 318 personnes), Saint-Laurent (84 833 personnes), Saint-Léonard (71 730 personnes), Verdun (67 781 personnes), Ville-Marie (78 876 personnes) et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (145 000 personnes).

Avec 1 620 695 personnes, c’est la ville de Montréal qui regroupe la grande majorité (87,4 %) de la population de l’agglomération. Plusieurs des municipalités non fusionnées à la ville de Montréal se situent sur la pointe ouest de l’île et regroupent environ 8 % de la population.

Mentionnons par ailleurs la création de la Communauté métropolitaine de Montréal le 1^{er} janvier 2001¹. Celle-ci comprend 10 MRC² et 4 villes avec compétences de MRC³. Elle regroupe 3,6 millions de personnes, soit près de la moitié de la population totale du Québec (48 %). Elles sont concentrées principalement dans l’agglomération de Montréal, l’agglomération de Longueuil et Laval, qui regroupent 71,4 % de la population totale de la Communauté métropolitaine de Montréal. Parmi les 14 MRC et agglomérations, ce sont toutefois celles situées dans la couronne nord de Montréal qui ont connu les plus fortes croissances démographiques au cours de la dernière décennie, alors que Montréal arrive au 11^e rang, Laval au 8^e rang et l’agglomération de Longueuil, au 13^e rang.

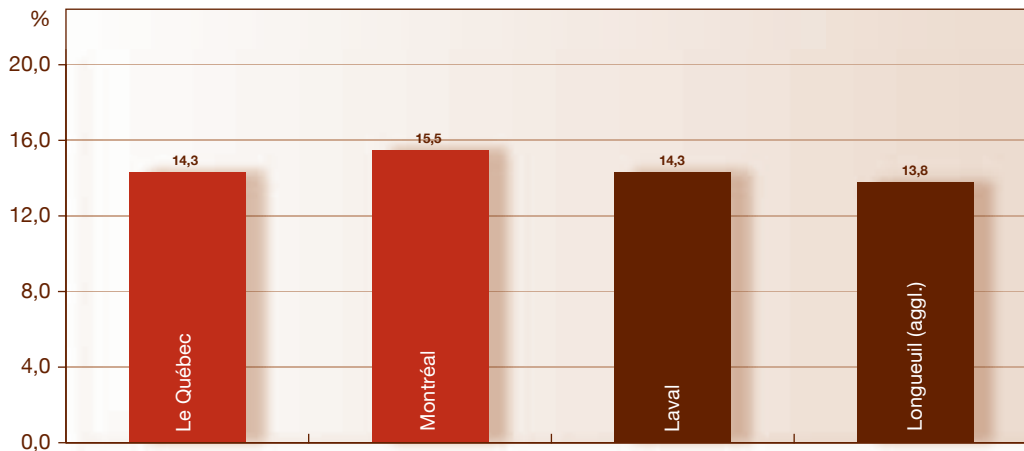
1.1.2 Caractéristiques de la population

La population de la région de Montréal est vieillissante. On compte en effet un plus grand nombre de personnes de 65 ans et plus que de jeunes de moins de 15 ans. Ainsi, les personnes de 14 ans et moins représentent 15,4 % de la population contre 15,5 % pour celles de 65 ans et plus. En comparaison avec l’ensemble du Québec, ces proportions sont plutôt de 16,6 % pour les personnes de 14 ans et moins et de 14,3 % pour celles de 65 ans et

plus. La population de Montréal est également plus âgée que celle de Laval et de l’agglomération de Longueuil. À Laval, les personnes de 14 ans et moins représentent 17,8 % de la population contre 14,3 % pour celles de 65 ans et plus. Dans l’agglomération de Longueuil, les 14 ans et moins représente 16,2 % de la population, et les 65 ans et plus, 13,8 %.

Figure 1.2

Proportion de la population âgée de 65 ans et plus, ensemble du Québec et agglomérations de la communauté métropolitaine de Montréal, 2006



Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

1. Fondée le 1^{er} janvier 2001, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) regroupe 82 municipalités de la région métropolitaine. Elle vise à favoriser la cohérence dans la planification et la gestion du développement. Elle est dirigée par un conseil composé de 28 personnes provenant des municipalités membres. Le maire de Montréal est d’office le président du conseil ; il préside aussi les travaux du comité exécutif, qui comprend huit membres. La CMM exerce ses compétences dans huit domaines, lesquels sont : l’aménagement du territoire ; le développement économique ; le développement artistique et culturel ; le logement social ; les infrastructures et services à caractère métropolitain ; les transports en commun et le réseau artériel métropolitain ; la planification et gestion des matières résiduelles ; l’assainissement de l’atmosphère et assainissement de l’eau. (Site Internet du ministère des Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire, www.mamrot.gouv.qc.ca).

2. Il s’agit de Roussillon, Vaudreuil-Soulanges, La Vallée-du-Richelieu, Lajemmerais, Beauharnois-Salaberry, et Rouville dans la Montérégie, Thérèse-De Blainville et Deux-Montagnes dans les Laurentides, Les Moulins et L’Assomption dans Lanaudière.

3. L’agglomération de Montréal, Laval, l’agglomération de Longueuil et Mirabel.

Par ailleurs, on constate une proportion de personnes de 20 à 34 ans dans la région de Montréal supérieure à la moyenne québécoise (22,9 % contre 19 % au Québec), de même qu'à Laval (17,9 %) et dans l'agglomération de Longueuil (18,2 %). Sans doute pouvons-nous y voir l'influence de la présence des universités. Il semble également que les jeunes adultes quittent ensuite vers la banlieue au moment d'acquiescer une maison et de fonder une famille, de sorte qu'on y observe une plus faible

proportion de personnes de 35 à 54 ans qu'à Laval et dans l'agglomération de Longueuil.

Enfin, bien que de 1996 à 2006, la population masculine ait connu une plus forte croissance à Montréal que la population féminine (5,3 % contre 3,6 %), le taux de féminité de la région montréalaise demeure, avec l'agglomération de Longueuil, le plus élevé au Québec (51,9 % contre 51,1 % pour le Québec).

1.2 POPULATION IMMIGRÉE

En 2006, la région de Montréal comptait 560 390 personnes immigrées, 288 025 femmes et 272 365 hommes. Il s'agit d'une hausse de 13,8 % par rapport à 2001 alors qu'on en recensait 492 235. Le taux de croissance de la population immigrée sur l'île de Montréal est donc plus rapide que celui de la population totale de la région de 2001 à 2006 (2,3 %). Par conséquent, l'importance relative de la population immigrée par rapport à la population totale de la région est passée de 27,2 % en 2001 à 30,9 % en 2006 (11,5 % dans l'ensemble de la population du Québec). Montréal se place ainsi au 1^{er} rang à ce chapitre, loin devant Laval (20,2 %). En outre, presque les deux tiers (65,8 %) de l'ensemble de la population immigrée du Québec se retrouvent dans la seule région de Montréal; la Montérégie en attire 11,8 % et la région de Laval, 8,6 %. C'est donc 86 % de la population immigrée qui se retrouve dans la région de Montréal et de sa périphérie.

La population immigrée établie dans la région montréalaise provient surtout de l'Europe (33,1 %), de l'Amérique (21,2 %), en particulier de l'Amérique centrale (14,1 %) et de l'Asie (20,4 %), dont 5,5 % uniquement de la Chine⁴. Également, 15,4 % de la population immigrante sur l'île de Montréal provient de l'Afrique, 9,7 % du Moyen-Orient⁵ et une proportion minime de l'Océanie (0,3 %). En 2006, 51,7 % de la population immigrée totale est féminine, mais le taux de féminité diffère selon le continent d'origine. Ainsi, plus de femmes que d'hommes proviennent d'Amérique (55,0 %), notamment d'Amérique centrale (56,0 %). À l'inverse, moins de femmes que d'hommes proviennent d'Afrique (46,1 %) et du Moyen-Orient (47,5 %). Il y a une représentation à peu près égale des femmes et des hommes au sein des populations provenant d'Europe (51,8 %) et d'Asie (52,8 %). Dans ce dernier cas, cependant, on note une surreprésentation des femmes provenant des Philippines (64,2 %) et de la République populaire de Chine (54,9 %).

1.3 STRUCTURE DES FAMILLES

1.3.1 Familles avec enfants à la maison

En 2006, on recensait 475 385 familles dans la région, dont 298 100 avec enfants à la maison. De ce nombre, 202 525 familles comptaient au moins un enfant de 17 ans et moins et 84 880 au moins un enfant de moins de 6 ans, soit respectivement 42,6 % et 17,9 % des familles (42,1 % et 15,8 % au Québec). Il y avait également 177 285 couples n'ayant aucun enfant à la maison.

Par ailleurs, 98 235 familles étaient monoparentales en 2006, dont 81 430 avec un chef féminin. Les familles monoparentales représentent donc 33 % des familles avec enfants à Montréal (27,8 % pour l'ensemble du Québec), ce qui est de loin la plus forte proportion au Québec. Le Nord-du-Québec et la

Mauricie arrivent deuxième et troisième avec, respectivement, 30,8 % et 30,6 %. Il s'agit d'une légère hausse par rapport à la situation observée en 2001 alors qu'on en dénombrait 97 285, la proportion par rapport à l'ensemble des familles demeurant toutefois la même (également 33 % en 2001). C'est également à Montréal qu'on retrouve la plus forte proportion de familles monoparentales avec chef féminin (82,9 % contre 77,9 %), devant Laval (80 %) et l'agglomération de Longueuil (78,8 %). Ce taux grimpe à 88 % (84,9 % pour le Québec) lorsqu'on ne retient que les familles monoparentales comprenant au moins un enfant d'âge préscolaire. On comptait en effet 13 860 femmes monoparentales qui avaient au moins un enfant de moins de 6 ans.

4. Données regroupant la République populaire de Chine et Hong Kong.

5. Bien que le Moyen-Orient soit situé en Asie, nous avons séparé les deux populations pour mieux faire ressortir les particularités de chacune.

1.3.2 Personnes vivant seules

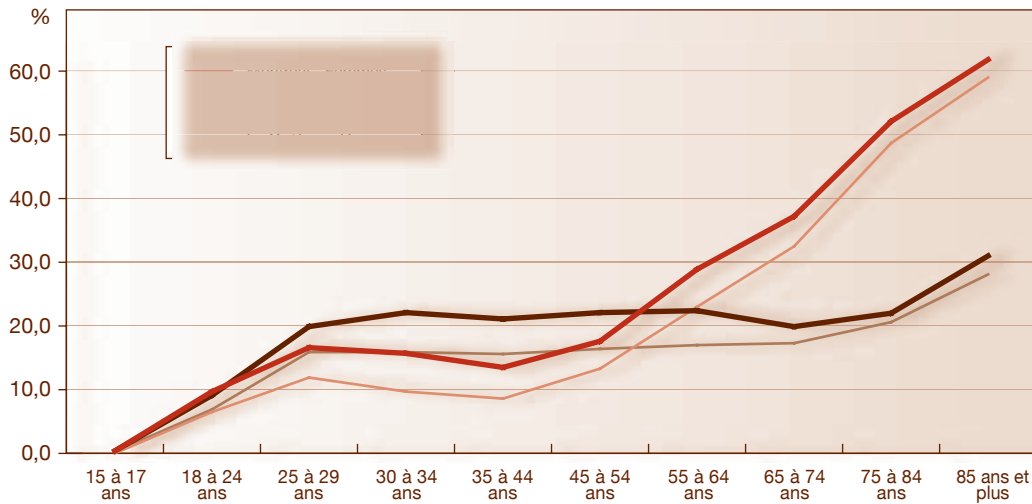
C'est dans la région montréalaise que l'on observe à la fois le plus grand nombre et la plus forte proportion de personnes vivant seules au Québec. En effet, en 2006, 317 345 personnes vivaient seules, dont 55,8 % de femmes. Ce sont ainsi 22,1 % des femmes et 19,2 % des hommes de la région qui vivaient seuls. Dans l'ensemble du Québec, 17,1 % des femmes et 14,8 % des hommes sont dans la même situation.

À ce sujet, on peut observer deux phénomènes dans la région. D'abord, la proportion de jeunes femmes vivant seules est particulièrement élevée à Montréal. En effet, 16,6 % des femmes de 25 à 29 ans et 15,7 % des 30 à 34 ans vivent seules, ce qui est nettement supérieur à la moyenne québécoise (respectivement 11,9 % et 9,7 %). Il faut voir que la proportion d'hommes du même âge vivant seuls est également élevée (19,9 % chez les 25 à 29 ans et 22,1 % chez les 30 à 34 ans comparativement à 15,9 % pour les deux catégories d'âge au Québec).

À l'exemple de ce qui est observé ailleurs au Québec, on trouve davantage de femmes vivant seules chez les personnes âgées. L'écart entre la proportion de femmes et celle d'hommes vivant seuls est toutefois moins prononcé qu'ailleurs au Québec, les hommes seuls étant plus nombreux ici. La proportion de femmes vivant seules est de 37,2 % chez les 65 à 74 ans (32,5 % pour le Québec), et atteint 61,8 % chez les 85 ans et plus (59,0 % pour le Québec). En comparaison, ce sont 19,9 % des hommes de 65 à 74 ans qui vivent seuls (17,3 % pour le Québec) et 31 % chez ceux âgés de 85 ans et plus (28,1 % pour le Québec). Il y a deux fois plus de femmes que d'hommes qui vivent seuls chez les 65 à 74 ans et quatre fois plus chez les 85 ans et plus. On compte en effet 11 080 femmes et 2 575 hommes vivant seuls chez les 85 ans et plus.

Figure 1.3

Proportion de la population de 15 ans et plus dans les ménages privés vivant seule selon l'âge et le sexe, ensemble du Québec et région de Montréal, 2006



Source: Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

CHAPITRE 2

ÉDUCATION

Montréal se démarque comme étant le plus important centre d'éducation supérieure du Québec : le territoire de l'île sert d'emplacement aux 49 établissements collégiaux, aux 4 universités, aux grandes écoles de génie, d'études commerciales et de technologie, aux 3 centres reliés à l'Institut national de recherche scientifique, à une constituante de l'École nationale d'administration publique et à une constituante de la Télé-Université.

La concentration d'un nombre important d'établissements d'enseignement supérieur sur un petit territoire explique en partie que c'est dans la population montréalaise qu'on retrouve la plus forte concentration de diplômés universitaires du Québec. Également, parce que la scolarité fait partie du processus de sélection des immigrants depuis 1960, il est relativement connu que la population immigrée montréalaise venue au Québec lors des vagues migratoires des dernières décennies occupe, du point de vue de la scolarité, une position privilégiée. La proximité des lieux d'enseignement, combinée à l'importance du poids démographique de la population immigrée, qui représente 30,9 % des résidentes et résidents de l'île de Montréal, font en sorte que près du quart des femmes et des hommes ont un grade universitaire comme plus haut diplôme obtenu. Aussi, comme c'est le cas dans la région de la Capitale-Nationale, Montréal présente de faibles proportions d'hommes et de femmes sans diplôme. Malgré ces atouts et le fait que le taux d'emploi des Montréalaises augmente considérablement en fonction de leur niveau de scolarité, ce taux d'emploi reste néanmoins inférieur à celui prévalant chez les hommes de l'île et même en dessous de la moyenne nationale ayant cours dans la population féminine. L'écart est encore plus prononcé chez les femmes immigrantes.

2.1 ÉVOLUTION DE LA SCOLARITÉ

2.1.1 Scolarisation des femmes

Dans la région de Montréal, les femmes et les hommes sont fortement scolarisés puisque 77,5 % des femmes et 79,7 % des hommes détiennent un diplôme, tous niveaux de scolarité confondus. Ces proportions placent Montréal au deuxième rang des régions qui ont la plus forte concentration de diplômés, derrière la Capitale-Nationale. Les taux de ces deux régions sont d'ailleurs nettement supérieurs aux moyennes québécoises (74,9 % des femmes et 75,1 % des hommes).

À cet égard, il y a lieu de signaler que c'est dans la région montréalaise que l'on observe la plus forte concentration de diplômés universitaires au Québec. Ainsi, près du quart (24,8 %) des femmes et 27 % des hommes ont un grade universitaire, ce qui surpasse largement les moyennes québécoises (16,4 % et 16,6 %). Cette proportion est encore plus élevée chez la population immigrante établie à Montréal. On constate en effet que 25,1 % des immigrantes et 31 % des immigrants détiennent un grade universitaire. Cependant, ils sont également proportionnellement plus nombreux à ne détenir aucun diplôme (26,9 % des immigrantes et 21,7 % des immigrants comparativement à 22,5 % des Montréalaises et 20,3 % des Montréalais).

On observe donc à la fois une surreprésentation de femmes très scolarisées et peu scolarisées au sein de la population immigrante à Montréal.

L'analyse de la situation par catégories d'âge permet par ailleurs de constater un rehaussement du niveau de scolarité chez les jeunes femmes de la région par rapport aux générations antérieures. Ce sont en effet 91,6 % des femmes de 20 à 29 ans et 90,3 % des 30 à 44 ans qui ont un diplôme, tous niveaux de scolarité confondus, comparativement à 52,4 % des femmes âgées de 65 ans et plus. Les jeunes femmes de 20 à 29 ans sont plus nombreuses que les hommes du même âge à détenir un diplôme (88,1 % des hommes de 20 à 29 ans).

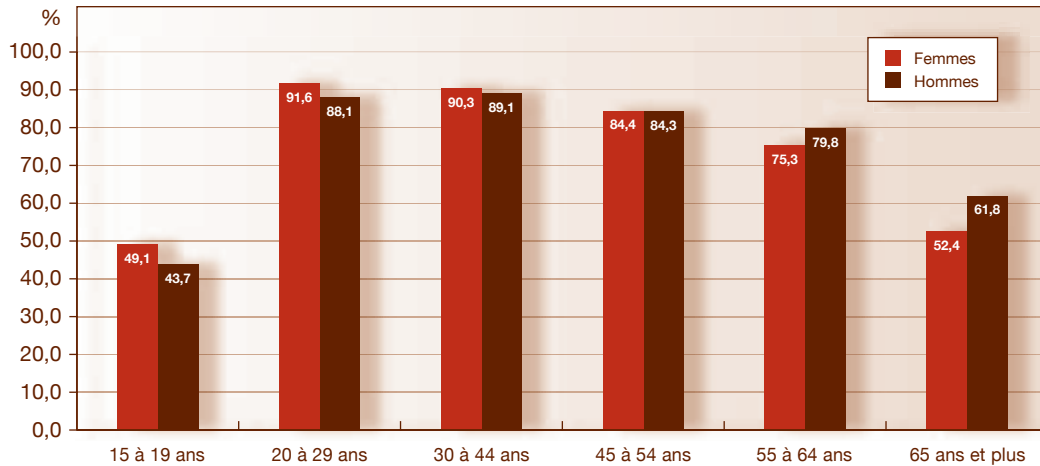
Les femmes de 25 à 44 ans sont également plus nombreuses que les hommes du même âge à avoir un diplôme universitaire. Plus précisément, 39,7 % des femmes et 36,6 % des hommes de 25 à 44 ans ont obtenu un grade universitaire (27,6 % et 22,6 % au Québec). Comme c'était déjà le cas en 2001, ces taux dépassent de beaucoup les moyennes québécoises, la région se classant d'ailleurs au premier rang pour le taux de diplômés universitaires

parmi les 25 à 44 ans, loin devant la région de la Capitale-Nationale (30,7 % chez les femmes et 24,9 % chez les hommes). Au sein de la population immigrante résidant dans la région montréalaise, les femmes de 25 à 44 ans demeurent toutefois proportionnellement moins nombreuses à détenir un grade universitaire que leurs confrères (38,8 % contre 42,5 %), tout en l'étant nettement plus que la population québécoise.

On observe cependant que les femmes de 20 à 44 ans demeurent moins nombreuses que les hommes à faire des études supérieures (28 570 femmes et 31 055 hommes). On compte en effet 25 050 femmes et 25 880 hommes qui ont obtenu une maîtrise ainsi que 3 520 femmes et 5 175 hommes qui ont obtenu un doctorat.

Figure 2.1

Proportion de la population de 15 ans et plus qui détient un diplôme selon l'âge et le sexe, région de Montréal, 2006



Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

2.1.2 Fréquentation scolaire

Selon le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), « le taux de décrochage est la proportion de la population d'un âge ou d'un groupe d'âge donné qui ne fréquente pas l'école et qui n'a pas obtenu de diplôme du secondaire ». Les jeunes qui ne fréquentent pas l'école et qui n'ont pas de diplôme se placent dans une situation vulnérable, les femmes encore plus que les hommes.

restent néanmoins en deçà des moyennes québécoises. Parmi l'ensemble des jeunes femmes québécoises, 9,3 % des femmes de 15 à 19 ans et 8,3 % des femmes de 20 à 24 ans n'ont pas de diplôme et n'ont pas fréquenté l'école en 2005-2006. Du côté des garçons, ce sont 13,1 % des 15 à 19 ans et 14,4 % des 20 à 24 ans qui étaient dans cette situation.

À Montréal, comme dans plusieurs autres régions, les hommes sont plus nombreux que les femmes à ne pas avoir de diplôme et à ne pas avoir fréquenté l'école en 2005-2006. Ainsi, 7,5 % des femmes de 15 à 19 ans et 6,1 % des 20 à 24 ans n'avaient aucun diplôme et ne fréquentaient pas l'école en 2005-2006 tandis que 10 % des hommes de 15 à 19 ans et 10,7 % des 20 à 24 ans étaient dans la même situation. Ces taux, bien qu'inquiétants,

La tendance qui se dégage des données du MELS⁶ publiées en 2008 soulève cependant de l'inquiétude. Si le taux de décrochage scolaire du secondaire des garçons dans la région a diminué 1,3 point de pourcentage de 2002-2003 à 2006-2007, passant ainsi de 37,7 % à 36,4 %, il a au contraire augmenté de 1,6 point de pourcentage chez les filles, passant de 25,9 % à 27,5 %.

6. INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Taux de décrochage (sorties sans qualification ni diplôme) du secondaire, en formation générale des jeunes, selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2003 à 2006-2007*, Québec, l'Institut, décembre 2008.

2.2 SCOLARITÉ ET SITUATION D'EMPLOI

C'est lorsque l'on regarde les indicateurs du marché de l'emploi que l'on prend conscience de l'importance de l'éducation pour les femmes. Il y a un lien entre l'éducation et le taux d'emploi des femmes et, par conséquent, l'accès à une plus grande autonomie économique. Les femmes doivent en effet s'instruire davantage que les hommes pour atteindre un taux d'emploi comparable. Ainsi, même si le taux d'emploi des hommes est toujours plus élevé que celui des femmes, toutes catégories d'âge confondues, la différence entre le taux d'emploi des hommes et celui des femmes s'atténue selon le niveau de scolarité atteint. Par ailleurs, les femmes sans diplôme ou avec une faible scolarité demeurent plus pénalisées que les hommes sur le plan de l'emploi.

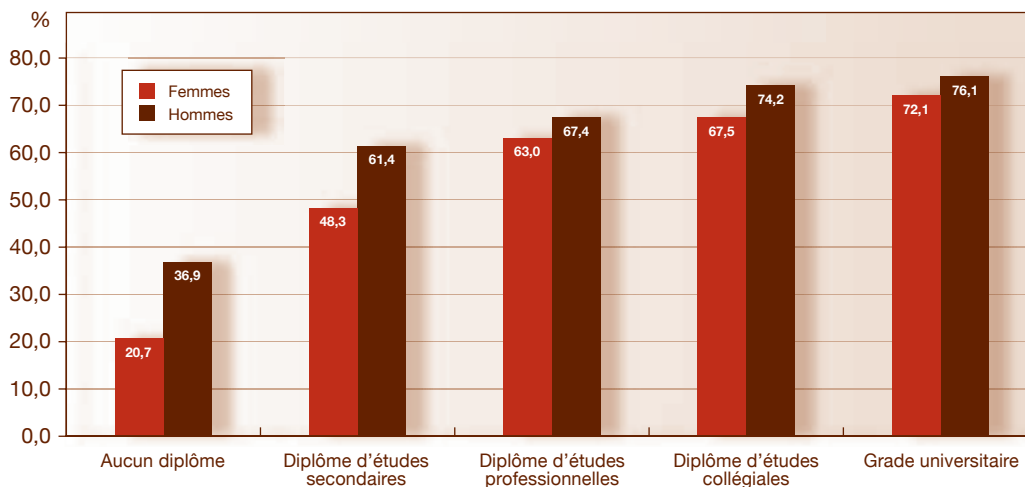
À Montréal, les taux d'emploi des femmes et des hommes sans diplôme sont respectivement de 20,7 % et 36,9 %. Il s'agit donc d'une des régions au Québec qui offre le moins de possibilités d'emploi pour les personnes sans diplôme ou faiblement scolarisées. Montréal se trouve en effet au 14^e rang national pour le taux d'emploi des femmes et des hommes sans diplôme de même que pour le taux

d'emploi des femmes et des hommes qui n'ont qu'un diplôme d'études secondaires (48,3 % pour les femmes contre 61,4 % pour les hommes). En comparaison, le taux d'emploi des femmes sans diplôme dans l'ensemble du Québec est de 25,4 % et de 43,3 % chez les hommes. Si les taux d'emploi chez les diplômés universitaires augmentent considérablement, un écart important persiste entre les hommes (76,1 %) et les femmes (72,1 %). Par ailleurs, parmi l'ensemble des femmes diplômées universitaires, ce sont les Montréalaises qui affichent le taux d'emploi le plus faible au Québec (72,1 % contre 76,1 % au Québec).

Par ailleurs, la scolarité élevée de la population immigrante ne se traduit malheureusement pas par un meilleur accès à l'emploi. La non-reconnaissance de ses diplômes, son absence d'expérience professionnelle sur le territoire québécois, le racisme et la discrimination constituent quelques-uns des obstacles à son intégration en emploi identifiés par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles⁷. Le taux d'emploi des immigrantes qui détiennent un grade universitaire n'est en effet que de 62 % et de 69,8 % chez les immigrants.

Figure 2.2

Taux d'emploi de la population de 15 ans et plus selon le plus haut diplôme obtenu et le sexe, région de Montréal, 2006



Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

7. MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, *La diversité : une valeur ajoutée. Politique gouvernementale pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec*, Québec, gouvernement du Québec, 2008, 51 p.

CHAPITRE 3

ÉCONOMIE ET EMPLOI

L'économie de la région est principalement axée sur les services. Bien que la grande majorité des Montréalaises travaillent dans le domaine des services, il semble toutefois qu'elles bénéficient d'une plus grande diversité des emplois offerts dans ce secteur. La population montréalaise connaît toutefois une situation de l'emploi un peu moins favorable qu'en général au Québec.

Malgré une participation accrue au marché du travail de 1996 à 2006, le taux d'emploi des femmes demeure inférieur à celui des hommes. La différence est plus importante lorsqu'on ne considère que la population immigrante, les femmes immigrantes travaillant moins que l'ensemble des Montréalaises. En outre, davantage de femmes travaillent à temps partiel que d'hommes. On observe d'ailleurs une tendance à la hausse du taux d'emploi à temps partiel chez les femmes dans la région, tout comme au Québec.

3.1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

3.1.1 Situation de l'emploi dans la région

La région de Montréal connaît, selon les données du Recensement de 2006, une situation de l'emploi moins favorable que dans l'ensemble du Québec. Le Recensement ne fournit cependant des données qu'à des intervalles de cinq ans, alors que l'Enquête sur la population active (EPA) observe l'évolution du marché du travail chaque mois. Ainsi, le taux d'emploi moyen des femmes en 2006 est de 54,5 % selon l'EPA et de 53,1 % selon le Recensement. Ainsi, le taux d'emploi féminin mesuré par le Recensement est plus faible que celui mesuré par l'EPA dans la région, alors que, dans l'ensemble du Québec, il y a peu de différence entre ces deux données. De son côté, le taux d'emploi masculin mesuré par le Recensement (63,4 %) est lui aussi plus bas que la moyenne annuelle de la même année selon l'EPA (64,5 %). Ces différences illustrent bien la variabilité de l'emploi régional.

Au cours de la dernière décennie, le taux d'emploi annuel des femmes et celui des hommes sont demeurés en deçà de la moyenne québécoise. Par contre, la croissance du taux féminin de même que celle du taux masculin étaient supérieures à celle observée dans l'ensemble du Québec. De 1996 à 2006, le taux d'emploi des femmes

est passé de 45,5 % à 54,5 %, en hausse de 9,0 points de pourcentage, comparativement à 47,7 % et 55,6 % au Québec (hausse de 7,9 points). Quant aux hommes, leur taux d'emploi est passé de 57,5 % à 64,5 %, en hausse de 7 points de pourcentage, comparativement à 61,7 % et 65 % au Québec (hausse de 3,3 points).

On observe également que le taux de chômage régional, mesuré par le Recensement, dépasse celui de l'ensemble du Québec, aussi bien chez les femmes (8,5 % contre 6,5 %) que chez les hommes (9,1 % contre 7,4 %), et ce, même si le taux d'activité est plus faible dans la région qu'au Québec. Il faut savoir qu'une faible participation au marché du travail a pour résultat d'atténuer le taux de chômage. Cet effet du taux d'activité inverse même la situation de l'emploi selon le sexe; le taux d'activité beaucoup plus faible des femmes ayant pour conséquence de modérer leur taux de chômage. Avec le même nombre d'emplois, si on appliquait le taux d'activité masculin aux femmes, le taux de chômage féminin dépasserait celui des hommes de 14,8 points de pourcentage dans la région et de 13,7 points au Québec⁸.

8. Le taux de chômage est égal à $100 \times [1 - (\text{taux d'emploi}/\text{taux d'activité})]$. En substituant le taux d'activité des hommes, on obtient le taux de chômage qu'auraient les femmes avec l'emploi actuel si celles qui ne travaillent pas demeuraient sur le marché du travail dans la même proportion que les hommes.

3.1.2 Structure industrielle de la région

La métropole du Québec se classe toujours au deuxième rang au Canada après Toronto. Elle demeure la plus importante ville portuaire du Canada et constitue un point de transbordement achalandé, entre autres, des céréales, des produits pétroliers et des produits manufacturés. La région de Montréal représente en moyenne 40 % de la valeur des exportations du Québec, et ce, bien que sa part relative ne cesse de s'éroder depuis 2001⁹.

Montréal compte le nombre le plus élevé d'établissements industriels, commerciaux et manufacturiers au Québec. En 2007, on en dénombre 61 020, dont la moitié (49,7 %) emploient de 1 à 4 travailleurs, 43,8 % de 5 à 49 travailleurs, 5,2 % de 50 à 199 travailleurs et enfin, 1,4 % des établissements emploient plus de 200 travailleurs¹⁰. En fait, ce nombre correspond au quart (25,7 %) des 237 521 établissements en activité sur le territoire québécois. La Montérégie et la Capitale-Nationale, qui après Montréal, jouissent des plus importants parcs industriels, comptent respectivement 40 129 et 19 359 établissements, soit 17 % et 8 % de l'ensemble des établissements du Québec.

L'économie montréalaise est principalement axée sur les services, puisque 83,4 % des emplois dans la région se trouvent dans le secteur tertiaire, comparativement à 76,5 % au Québec. À cet égard, Montréal arrive au troisième rang, derrière l'Outaouais (85,4 %) et la Capitale-Nationale (84,9 %). La présence d'universités et de grands hôpitaux qui dispensent des services aux populations habitant à l'extérieur de son territoire expliquent qu'une part importante des emplois se trouve dans les soins de santé et l'assistance sociale (11 % des emplois contre 11,2 % au Québec) et dans les services d'enseignement (8 % contre 6,9 %). L'activité commerciale regroupe une part importante des emplois (10,9 % dans le commerce de détail et 5,6 % dans le commerce de gros contre 12 % et 4,4 % au Québec), tout comme l'hébergement et les services de restauration (6,5 % contre 6,3 % au Québec). On observe également un nombre important d'emplois dans les services professionnels, scientifiques et techniques (9,7 % contre 6,3 % au Québec) tout comme dans la finance et les assurances (4,7 % contre 3,9 % au Québec). Par ailleurs, l'importance de l'activité portuaire, le transport en commun très bien développé, ainsi que le rôle de plaque tournante dans le transport aérien et le transport ferroviaire expliquent le nombre élevé d'emplois dans le transport (4,4 % contre 4,6 % au Québec).

Le secteur secondaire regroupe une moindre part des emplois qu'au Québec (15,7 % contre 19,8 % au Québec). Il s'agit surtout d'emplois liés à la fabrication de produits

de consommation et à la fabrication complexe, notamment la fabrication de vêtements (2 % contre 0,9 %), d'aliments (1,2 % contre 1,7 %), de matériel de transport (1,2 % contre 1,3 % au Québec). Enfin, le secteur primaire (0,9 % contre 3,7 % au Québec) regroupe une part très minime des emplois dans la région. Il s'agit d'emplois liés à la production des services publics, notamment la production, le transport, la gestion et la distribution d'électricité, ainsi que la distribution de gaz naturel, de même qu'à la présence, dans l'île de Montréal, de sièges sociaux liés au domaine agricole.

Tout comme ce qui est observé dans l'ensemble du Québec, la main-d'œuvre féminine se concentre dans un nombre restreint de secteurs d'activité économique. En effet, les femmes travaillent principalement dans cinq secteurs, lesquels regroupent 54,4 % de la main-d'œuvre féminine. Il semble toutefois qu'une plus grande diversité des emplois offerts dans le secteur des services favorise une concentration moins forte de la main-d'œuvre féminine que ce qui est constaté dans d'autres régions. Ainsi, outre les soins de santé et l'assistance sociale, qui regroupe 17,4 % de la main-d'œuvre féminine (19 % au Québec), le commerce de détail (11,9 % contre 13,7 % au Québec), les services d'enseignement (10,5 % contre 9,7 % au Québec) et l'hébergement et les services de restauration (6,2 % contre 7,7 % au Québec), on constate qu'un grand nombre de femmes dans la région travaillent dans les services professionnels, scientifiques et techniques (8,5 % contre 5,9 % au Québec) ainsi que dans la finance et les assurances (5,8 % contre 5,5 % au Québec).

Les soins de santé et l'assistance sociale est également le secteur qui affiche le plus haut taux de féminité, alors que 75,1 % des employés sont des femmes (79,5 % au Québec), suivi de la fabrication de vêtements (68,6 % contre 73,8 % au Québec). Bien qu'elles y soient légèrement plus présentes que ce qui est observé au Québec, les femmes sont toujours peu représentées dans la construction (12 % contre 11,5 % au Québec) ou dans le secteur de la fabrication (35,8 % contre 29,5 % au Québec). La concentration industrielle dans fabrication de vêtements et de produits textiles, où l'on compte davantage de femmes que d'hommes, de même que dans la fabrication d'aliments, dont le taux de féminité dépasse la moyenne du secteur de la fabrication, expliquent la plus grande présence de femmes dans le secteur secondaire dans la région qu'au Québec.

9. MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION, *Portrait socioéconomique des régions du Québec, Édition 2008*, Québec, Direction de l'analyse économique, le Ministère, 2008, p. 54.

10. *Ibid.*, p. 39 à 41.

3.2 PARTICIPATION DES FEMMES AU MARCHÉ DU TRAVAIL

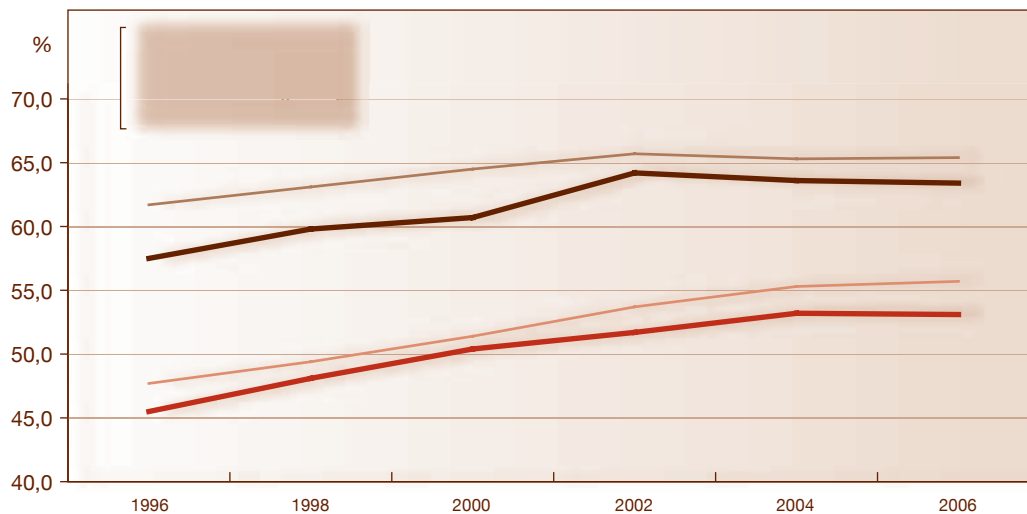
3.2.1 Évolution de l'emploi des femmes

Dans la région montréalaise, comme dans l'ensemble du Québec, la présence des femmes sur le marché du travail s'est accrue au cours de la dernière décennie. Le taux d'emploi des femmes a d'ailleurs enregistré une plus forte progression que celui des hommes. En hausse constante, il est passé de 45,5 % en 1996 à 54,5 % en 2006 comparativement à 57,5 % et 64,5 % chez les hommes. La tendance à la hausse du taux d'emploi

des femmes observée dans la région dépasse celle du Québec (gain de 9 points de pourcentage de 1996 à 2006 comparativement à 7,9 points pour le Québec). Chez les hommes aussi, la hausse du taux d'emploi a été nettement plus prononcée que dans l'ensemble du Québec. Le taux d'emploi masculin a enregistré un gain de 7 points de pourcentage de 1996 à 2006 comparativement à 3,3 points au Québec.

Figure 3.1

Taux d'emploi de la population de 15 ans et plus selon le sexe, ensemble du Québec et région de Montréal, 1996 à 2006



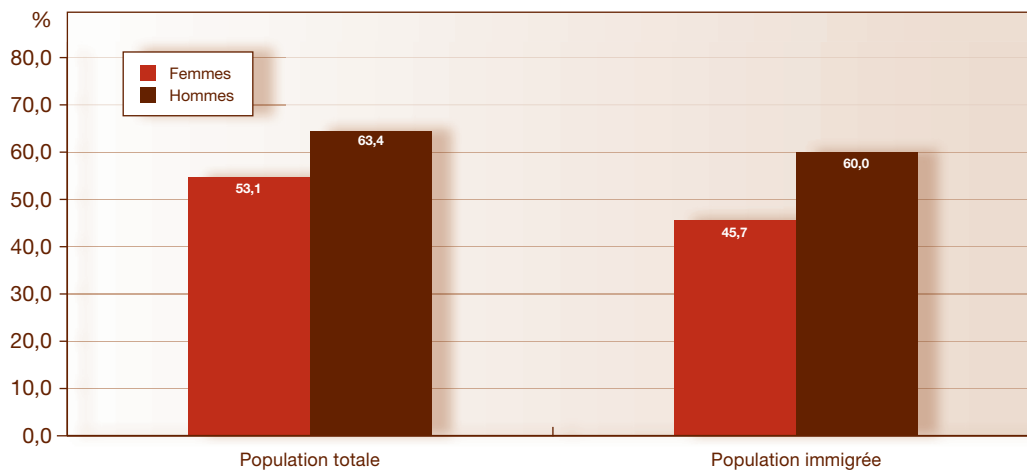
Source : Statistique Canada. Enquête sur la population active. Compilations spéciales d'Emploi-Québec.

Malgré une participation accrue des femmes au marché du travail, le taux d'emploi de celles-ci demeure très inférieur à celui des hommes. En outre, la différence s'est peu atténuée de 1996 à 2006. Il y avait en effet 12 points de pourcentage de différence en 1996 et 10 points en 2006. La différence est plus importante lorsqu'on ne considère que la population immigrante. En effet, le taux d'emploi des femmes immigrées (45,7 %) dans la région montréalaise est inférieur à celui de l'ensemble des Montréalaises, alors que chez les hommes immigrants (60 %), la différence avec les Montréalais est moins prononcée. On observe par conséquent une différence de 14,3 points entre le taux d'emploi des femmes immigrantes et celui des hommes immigrants.

L'analyse de la situation par groupes d'âge permet de constater que le taux d'emploi des femmes de 20 ans et plus est inférieur à celui des hommes, peu importe l'âge. La différence est toutefois plus importante chez les personnes de 55 ans et plus et diminue progressivement chez les plus jeunes. En 2006, elle était de 14,1 points de pourcentage pour les 55 ans et plus, et de 2,8 points pour les 20 à 29 ans. Alors qu'au Québec, c'est parmi les personnes de 30 à 44 ans que le taux d'emploi est le plus élevé, dans la région montréalaise, c'est plutôt chez les 45 à 54 ans (73,8 % chez les femmes et 80,5 % chez les hommes contre 75,8 % et 84,3 % au Québec).

Figure 3.2

Taux d'emploi selon le statut d'immigrant et le sexe, région de Montréal, 2006



Source : Statistique Canada. Enquête sur la population active. Compilations spéciales d'Emploi-Québec.

Le fait de travailler ou de ne pas travailler ne décrit que partiellement la qualité de l'intégration au marché du travail. Le Recensement permet aussi de connaître le statut de travail tout au long de l'année le précédant. Cette statistique révèle une caractéristique importante de l'emploi féminin : à Montréal, 74,6 % des femmes qui ont travaillé en 2005 l'ont fait surtout à temps plein comparativement à 84,6 % des hommes (contre 74 % et 87,2 % au Québec). Il y a donc un effet combiné sur la qualité des emplois occupés par les femmes puisqu'elles sont déjà moins nombreuses à obtenir du travail.

On constate d'ailleurs une tendance à la hausse du taux d'emploi à temps partiel chez les femmes dans la région de Montréal de 1987 à 2007. Il est passé de 10,2 % en 1987 à 14,1 % en 2007. La progression n'est toutefois pas constante, les taux enregistrés chaque année évoluant plutôt en dents de scie. En comparaison, il est passé de 11,7 % à 14,8 % au Québec. Au cours de la même période, le taux d'emploi à temps partiel chez les hommes a plus augmenté qu'au Québec mais est demeuré nettement inférieur à celui des femmes, passant de 5,2 % en 1987 à 9,7 % en 2007 comparativement à 5,2 % en 1987 et 7,7 % en 2007 dans l'ensemble du Québec. Cette évolution n'élimine cependant pas le clivage du statut de travail selon le sexe.

3.2.2 Professions exercées par les femmes et par les hommes

Le rehaussement de la scolarité des femmes ne s'est toutefois pas accompagné d'une diversification des choix professionnels. Les femmes continuent de s'orienter vers les mêmes filières de formation, de sorte qu'on observe toujours une ségrégation professionnelle des femmes et des hommes, cependant beaucoup moins prononcée dans la région montréalaise que dans l'ensemble du Québec.

Comme c'est le cas dans l'ensemble du Québec, on constate sur l'île de Montréal une concentration des travailleuses dans un nombre plus restreint de professions que ce qui est observé chez les hommes. Ainsi, les 15 principales professions exercées par les femmes dans la région regroupent 165 450 personnes, ce qui représente

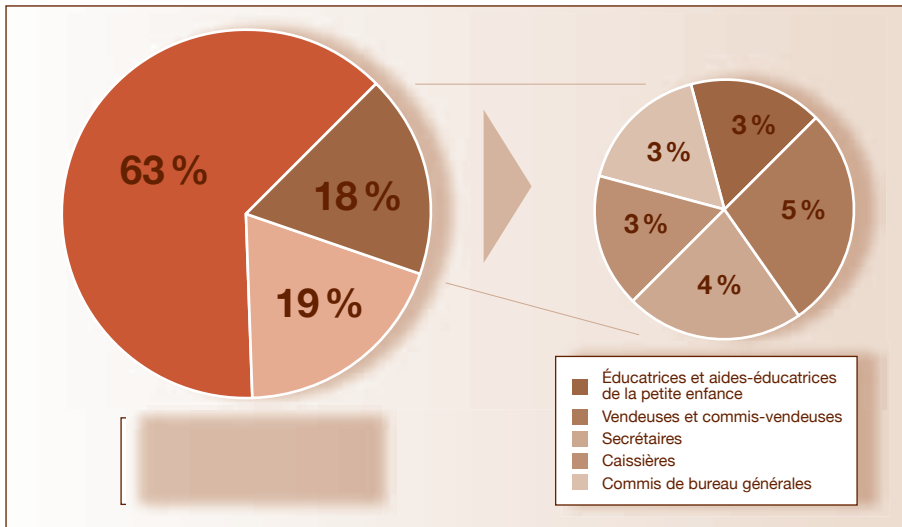
36,7 % de la population active expérimentée féminine. Il s'agit de la région où ce pourcentage est le plus faible. Au Québec, c'est 41,6 % de la population active expérimentée féminine qui exerce l'une des 15 principales professions. Les cinq professions exercées par le plus de femmes à Montréal sont celles de vendeuses et commis-vendeuses dans le commerce de détail, secrétaires (sauf dans les domaines juridique et médical), caissières, commis de bureau générales et, finalement, éducatrices et aide-éducatrices de la petite enfance. Ces professions regroupent 81 070 femmes. Ce sont également ces cinq professions qui sont exercées par le plus de femmes au Québec.

En contrepartie, seulement 26,1 % de la population active expérimentée masculine exerce l'une des 15 professions comptant le plus d'hommes (25,8 % au Québec). Les cinq professions exercées par le plus d'hommes sur l'île de Montréal sont : vendeurs et commis-vendeurs dans

le commerce de détail, directeurs dans le commerce de détail, manutentionnaires, cuisiniers et, enfin, serveurs au comptoir, aides de cuisines et personnel assimilé. Ces cinq professions regroupent 54 785 hommes.

Figure 3.3

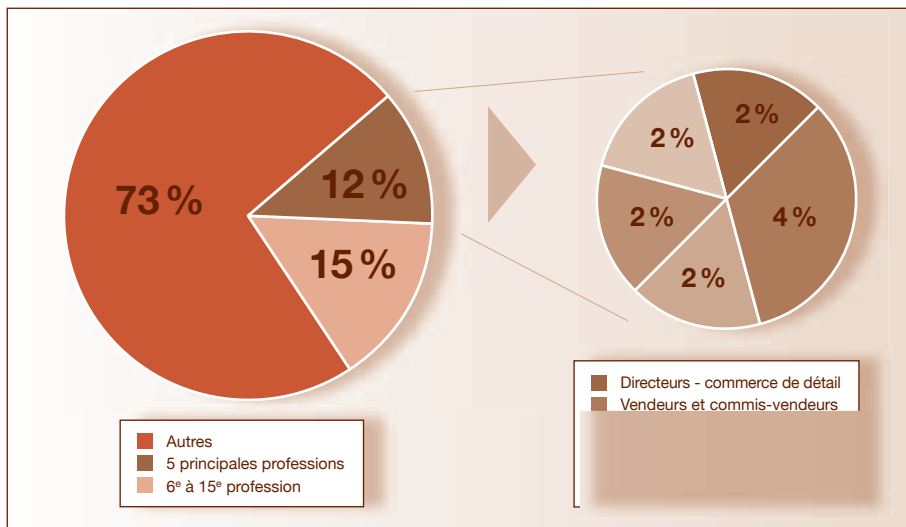
Principales professions exercées par les femmes, région de Montréal, 2006



Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales d'Emploi-Québec.

Figure 3.4

Principales professions exercées par les hommes, région de Montréal, 2006



Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales d'Emploi-Québec.

3.2.3 Taux de syndicalisation

Au Québec, le taux de syndicalisation des travailleuses a progressé plus rapidement que celui des travailleurs de 1998 à 2006. Le taux de syndicalisation des femmes a enregistré une hausse de 1,2 point de pourcentage par rapport à la situation observée en 1998, passant de 37,5 % à 38,7 % en 2006, alors que chez les hommes, on observe au contraire une baisse de 0,3 point, passant de 42 % en 1998 à 41,7 % en 2006.

Au cours de la dernière décennie, le taux de syndicalisation des femmes à Montréal est demeuré stable. Après avoir connu une hausse au début des années 2000 (environ 3 points de pourcentage), le taux de syndicalisation des travailleuses montréalaises est redescendu par la suite, si bien qu'en 2006, il était au même niveau qu'en 1998 (30,2 % en 1998 et 30,8 % en 2006). Au cours de la même période, le taux de syndicalisation des hommes

à Montréal a enregistré une hausse, contrairement à ce qui a été observé chez les hommes au Québec, passant de 33,9 % en 1998 à 35,1 % en 2006.

Par ailleurs, le taux de syndicalisation des femmes à Montréal est le plus faible au Québec, tout comme c'est le cas pour les hommes de la région. Elles demeurent également moins syndiquées que les travailleurs de la région. Il faut voir qu'à l'exception des soins de santé et de l'assistance sociale (taux de syndicalisation de 65 %¹¹) et des services d'enseignement (76,3 %), les Montréalaises se retrouvent davantage dans les secteurs d'activité où l'on observe les taux de syndicalisation les plus faibles, notamment de la finance et les assurances (22,2 %), le commerce de détail (19 %), l'hébergement et les services de restauration (9,2 %) et les services professionnels, scientifiques et techniques (8,2 %).

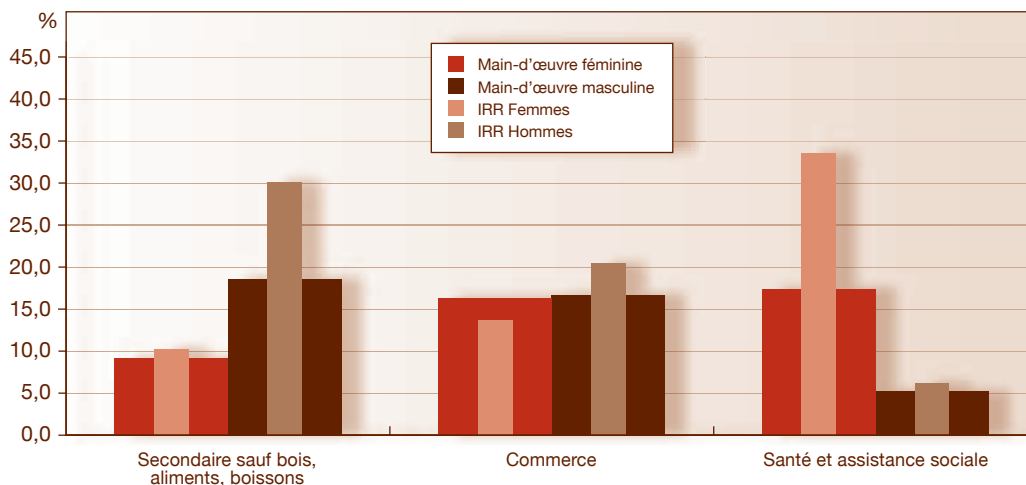
3.2.4 Santé et sécurité du travail

En 2006, 5 708 femmes dans la région ont reçu une indemnisation du revenu pour un accident du travail et 72 pour une maladie professionnelle¹². Les hommes sont

beaucoup plus nombreux à avoir reçu une indemnisation pour un accident du travail (12 303 cas) et pour une maladie professionnelle (78 cas).

Figure 3.5

Proportion de la main-d'œuvre et des personnes avec indemnité de remplacement du revenu (IRR) dans certains secteurs d'activités économiques selon le sexe, région de Montréal, 2006



Données IRR : CSST. DCGI - Service de la statistique, 2008-11-04.

Données main-d'œuvre : Statistique Canada. Recensement de 2006. Population active expérimentée selon le SCIAN 2002, donnée-échantillon (20 %).

11. Les données sur le taux de présence de l'emploi syndiqué dans les secteurs d'activités de l'industrie des services sont tirées de : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Annuaire québécois des statistiques du travail : portrait des principaux indicateurs du marché du travail 1999-2007*, vol. 4, n° 1, Québec, l'Institut, 2008, p. 104.

12. Il y a lieu de préciser qu'il existe une distinction entre les accidents du travail et les maladies professionnelles. Selon la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, les maladies professionnelles résulteraient d'une exposition prolongée aux conditions de travail normales d'un milieu de travail alors que les accidents de travail seraient causés par un événement anormal survenant sur les lieux de travail.

C'est dans le domaine de la santé et des services sociaux que les lésions professionnelles chez les travailleuses sont les plus fréquentes. En 2006, sur les 5 780 femmes qui ont reçu une indemnisation du revenu pour une lésion professionnelle à Montréal, 1 937 travaillaient dans ce secteur, ce qui équivaut à 33,5 % des cas. Si l'on considère que 17,4 % de la main-d'œuvre féminine régionale travaille dans la santé et les services sociaux, il semble donc que ce type d'emploi comporte un certain risque pour la santé et la sécurité des travailleuses, mais également pour les hommes puisque 762 ont reçu une indemnité. Ils comptent pour le quart des victimes dans ce secteur (28,2 %), même s'ils composent moins

de 20 % de la main-d'œuvre. Les deux autres secteurs où l'on retrouve le plus de femmes qui ont reçu une indemnisation pour une lésion professionnelle sont les autres services commerciaux et personnels (1 114 cas) et le commerce (791 cas).

Chez les hommes, c'est plutôt dans le secteur du commerce que l'on retrouve le plus grand nombre de cas d'indemnisation du revenu pour une lésion professionnelle en 2006 (2 530 cas), suivi du secteur des autres services commerciaux et personnels (1 843 cas) et du bâtiment et des travaux publics (932 cas).

3.3 ENTREPRENEURIAT ET TRAVAIL AUTONOME

Dans la région de Montréal, la part de travailleuses autonomes au sein de la population active est légèrement inférieure à celle de l'ensemble du Québec. En 2006, les travailleuses autonomes représentaient 7,5 % de la population active féminine de la région, comparativement à 7,9 % dans l'ensemble du Québec. C'est plus qu'à Laval (6,7 %), mais légèrement moins que dans l'agglomération de Longueuil (7,6 %). Il s'agit par ailleurs d'une hausse par rapport à 2001 (6,6 %).

Tout comme au Québec, il s'agit, pour une large part, de travailleuses autonomes dont l'entreprise n'est pas constituée en société (73 % contre 71,4 % au Québec¹³). La grande majorité également n'emploie pas de personnel (72,1 % à Montréal et au Québec). En comparaison, les travailleurs autonomes représentaient 13,6 % de la population active masculine (13,2 % au Québec). Ils sont plus nombreux que les femmes à avoir constitué leur entreprise en société (27 % contre 41,2 %), ainsi qu'à avoir du personnel (27,9 % contre 38,1 %). Au Québec, 42,2 % des travailleurs autonomes possèdent une entreprise constituée en société et 42,7 % ont du personnel.

13. Il y a lieu de préciser ce qui distingue les deux formes juridiques que sont l'entreprise non constituée en société et l'entreprise constituée en société. « L'entreprise non constituée en société appartient entièrement à une seule personne. Les passifs ou dettes de l'entreprise sont les passifs personnels du propriétaire. En tant que propriétaire de l'entreprise, il assume les risques de l'entreprise pour tous les biens qu'il possède, que ces biens soient destinés à son usage personnel ou fassent partie de l'entreprise. » Certains ordres professionnels exigent que leurs membres engagent leur responsabilité personnelle. L'entreprise constituée en société permet de limiter la responsabilité personnelle aux fonds investis dans l'entreprise; « il s'agit d'une entité juridique distincte qui peut conclure des contrats et posséder des biens en son nom propre, séparément et indépendamment de ses propriétaires » (site Internet d'Investir au Canada, <http://investirauCanada.gc.ca>).

CHAPITRE 4

CONCILIATION DES OBLIGATIONS PROFESSIONNELLES ET PERSONNELLES

D'une façon générale, il incombe toujours aux femmes de concilier les obligations professionnelles et personnelles. Bien que leur participation au marché du travail se soit accrue au cours des dernières décennies, elles consacrent encore plus de temps aux travaux ménagers et aux soins de la famille que les hommes. À cet égard, la création de services de garde à contribution réduite ainsi que l'offre de congés de paternité réservés aux pères semblent constituer des pas dans la bonne direction.

4.1 FAMILLE ET EMPLOI

Bien que le taux d'emploi des femmes et des mères ait augmenté au cours des dernières décennies, les femmes doivent davantage faire face que les hommes aux difficultés de concilier les obligations professionnelles et familiales. La présence d'enfants à la maison influence moins le taux d'emploi masculin que celui des femmes, en particulier lorsque les enfants sont en bas âge.

Au Québec, 74,8 % des femmes de 25 à 54 ans qui avaient au moins un enfant de moins de 15 ans à la maison occupaient un emploi rémunéré en 2006¹⁴, comparativement à 78,3 % chez celles qui n'en avaient pas. Le taux d'emploi des mères est plus faible chez celles dont les enfants sont d'âge préscolaire (69,6 %). Les hommes demeurent encore moins touchés par la présence d'enfants. Il semble même, au contraire, que la présence d'enfants agisse comme un facteur pouvant inciter à intégrer le marché du travail. Le taux d'emploi était de 90 % pour les hommes qui avaient au moins un enfant de moins de 15 ans à la maison et de 89,1 % pour ceux qui avaient au moins un enfant d'âge préscolaire, mais seulement de 79,9 % chez ceux qui n'avaient pas d'enfant.

Le même portrait est observé dans la région. Ainsi, 64,4 % des Montréalaises de 25 à 54 ans qui avaient au moins un enfant de moins de 15 ans à la maison occupaient un emploi rémunéré en 2006, comparativement à 78,4 % chez celles qui n'en avaient pas. Le taux d'emploi chute à 57,3 % chez celles qui ont au moins un enfant de moins de six ans à la maison. En comparaison, le taux d'emploi était de 84,3 % pour les Montréalais qui avaient au moins un enfant de moins de 15 ans à la maison et de 82,2 % pour ceux qui avaient au moins un enfant d'âge préscolaire.

On observe également une différence selon le statut matrimonial des mères. La participation au travail des mères qui ont au moins un enfant de moins de 6 ans à la maison est plus élevée chez celles qui sont en couple. Ainsi, le taux d'emploi est de 58,4 % pour les femmes qui ont au moins un enfant de moins de 6 ans et qui sont en couple alors qu'il est de 51,1 % pour les femmes monoparentales (61,6 % au Québec). Encore une fois, les hommes dans la même situation s'en tirent mieux, puisque le taux d'emploi des pères seuls avec au moins un enfant de moins de 6 ans à la maison est de 76,7 % (80,3 % au Québec).

4.2 CONGÉ SUIVANT L'ARRIVÉE D'UN ENFANT

L'octroi de périodes de congé assorties d'une protection de l'emploi et d'une garantie de revenu suivant la naissance ou l'adoption d'un enfant vise notamment la prise en compte des problèmes liés à la dénatalité, l'amélioration du développement de l'enfant et le maintien du lien de la mère avec le marché du travail. Il vise également la promotion de l'équité entre les sexes. En ce sens, l'introduction d'un congé rémunéré à l'usage exclusif du

père et non transférable à la mère vise à encourager les pères à prendre part aux activités de soins et d'éducation des enfants et ainsi à favoriser un meilleur partage des responsabilités entre le père et la mère. Également, la possibilité de partager le congé parental entre les deux parents permet à la mère de réduire les effets négatifs découlant d'une longue absence du marché du travail.

14. En 2006, 690 895 femmes de 25 à 54 ans avaient au moins un enfant de moins de 15 ans à la maison au Québec. De ce nombre, 516 455 occupaient un emploi rémunéré.

Depuis le 1^{er} janvier 2006, le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) prévoit le versement de prestations¹⁵ à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs admissibles – salariés et autonomes – qui prennent un congé de maternité réservé à la mère, un congé de paternité exclusif au père, un congé parental, pouvant être pris par l'un ou l'autre des parents ou partagé entre eux ou un congé d'adoption. Bien que le nouveau régime encourage la prise d'un congé de paternité et qu'un certain nombre de pères choisissent par la suite de partager le congé parental avec la mère, le congé suivant la naissance ou l'adoption d'un enfant demeure encore largement l'affaire des femmes.

Ainsi, il y a eu 16 186 naissances et 125 adoptions en 2008 à Montréal pour lesquelles une prestation a été versée. Pour ces événements, 14 272 mères¹⁶ et 10 655 pères

ont touché des prestations du RQAP Plus précisément, 10 592 hommes ont pris un congé de paternité (accordé seulement à l'occasion de la naissance d'un enfant et non en cas d'adoption, tout comme le congé de maternité). De ce nombre, une très grande majorité des pères (84,7 %) ont utilisé le nombre maximal de semaines auquel ils avaient droit, soit 6 128 qui ont pris 5 semaines dans le cas du régime de base¹⁷ et 2 839 qui ont pris 3 semaines dans le cas du régime particulier¹⁸. Par ailleurs, 3 658 pères ont pris un congé parental. De ce nombre, 20,1 % ont pris moins de 5 semaines, 53,9 % ont pris au moins la moitié des semaines allouées, c'est-à-dire 15 semaines et plus. Enfin, 29 % ont pris la totalité des semaines, soit 270 pères qui ont pris 32 semaines dans le cas du régime de base et 790 pères qui ont pris 25 semaines dans le cas du régime particulier.

4.3 SERVICES DE GARDE

Dans le contexte où les femmes sont de plus en plus nombreuses à concilier soins à apporter aux enfants et travail rémunéré, la disponibilité et le coût des services de garde constituent des facteurs importants dans la décision des parents de jeunes enfants de retourner ou non sur le marché du travail après l'arrivée d'un enfant.

À ce sujet, on observe une hausse importante du nombre de places offertes en services de garde au Québec de 1998 à 2006. Il y avait en effet 82 032 places offertes en 1998 et 200 105 places en 2006. On est ainsi passé d'un ratio de 19,2 places pour 100 enfants de 0 à 4 ans en 1998 à 53,3 places pour 100 enfants en 2006. De ce nombre, 196 618 étaient des places à contribution réduite¹⁹.

À Montréal, le nombre de places a aussi augmenté de 1998 à 2006. On dénombrait 26 266 places en 1998 et 52 059 en 2006. Par conséquent, le ratio est passé de 25,1 places pour 100 enfants de 0 à 4 ans en 1998 à 55,1 places pour 100 enfants en 2006, ratios sensiblement plus élevés que ceux observés au Québec. Dans la région aussi, ce sont surtout des places à contribution réduite qui sont offertes. Sur les 52 059 places offertes en 2006, 50 026 sont des places à contribution réduite. On compte en effet 20 680 places dans les centres de la petite enfance (CPE), 13 762 places dans les CPE en milieu familial et 15 584 places en garderie subventionnée. Les 2 033 autres places sont en garderie non subventionnée²⁰.

15. Le régime prévoit quatre types de prestations : prestations de maternité, prestations de paternité, prestations parentales et prestations d'adoption. Les prestations de maternité sont exclusives à la mère et ne peuvent être partagées entre les deux parents. Les prestations de paternité sont exclusives au père et ne peuvent être partagées entre les deux parents. Les prestations parentales peuvent être prises par l'un ou l'autre des parents ou partagées entre les parents. Par ailleurs, ces semaines peuvent être prises simultanément ou successivement par les parents. Enfin, les prestations d'adoption peuvent être prises par l'un ou l'autre des parents ou partagées entre les parents, selon une entente établie entre eux. Ces semaines peuvent également être prises simultanément ou successivement par les parents. Dans le cas d'une adoption, précisons que la mère et le père n'ont pas droit au congé de maternité ou de paternité, lesquels ne s'appliquent que pour la naissance d'un enfant.

16. Le RQAP étant un régime de remplacement du revenu, il faut avoir touché un revenu d'emploi pour y avoir droit. Il y a donc plus de naissances que de mères qui ont reçu des prestations. Dans l'ensemble du Québec en 2006, environ 80 % des naissances ont donné lieu à des prestations.

17. Le régime de base comprend un congé de maternité – réservé à la mère – de 18 semaines à 70 % du salaire, un congé de paternité – réservé au père – d'un maximum de 5 semaines à 70 % du salaire et un congé parental – pour l'un ou l'autre des parents ou pouvant être partagé – d'une durée maximale de 32 semaines (7 semaines à 70 % du salaire et 25 semaines à 55 %).

18. Le régime particulier comprend un congé de maternité – réservé à la mère – de 15 semaines à 75 % du salaire, un congé de paternité – réservé au père – d'un maximum de 3 semaines à 75 % du salaire et un congé parental – pour l'un ou l'autre des parents ou pouvant être partagé – d'une durée maximale de 25 semaines à 75 % du salaire.

19. Les places à contribution réduite sont fixées à un tarif de 7 \$ par jour pour les parents d'enfants de moins de 5 ans. Ce tarif représente environ 14 % du coût réel des frais de garde, le reste étant assumé par l'État.

20. Pour les frais de garde en garderie non subventionnée (à tarif courant), les parents bénéficient d'un crédit d'impôt remboursable.

4.4 TEMPS CONSACRÉ À LA FAMILLE ET AUX TRAVAUX MÉNAGERS

Malgré une participation accrue des femmes au marché du travail, la répartition des tâches parentales entre le père et la mère demeure très souvent inégale. Les femmes consacrent également toujours plus de temps aux travaux ménagers que leur conjoint. Il faut de plus tenir compte du fait que de plus en plus de personnes s'occupent également de leurs parents âgés, tâche qui s'ajoute bien souvent à celles des femmes.

En 2006, à Montréal, 41,5 % des femmes et 29,3 % des hommes de 25 à 54 ans ont affirmé consacrer au moins cinq heures par semaine aux soins des enfants (47,4 % et 36,2 % au Québec). En outre, le nombre d'heures non rémunérées consacrées aux soins des enfants chez les hommes demeure inférieur au temps alloué par les femmes. Ainsi, les hommes sont plus nombreux que les femmes à consacrer 14 heures ou moins par semaine aux soins des enfants (19,9 % des femmes contre 22,9 % des

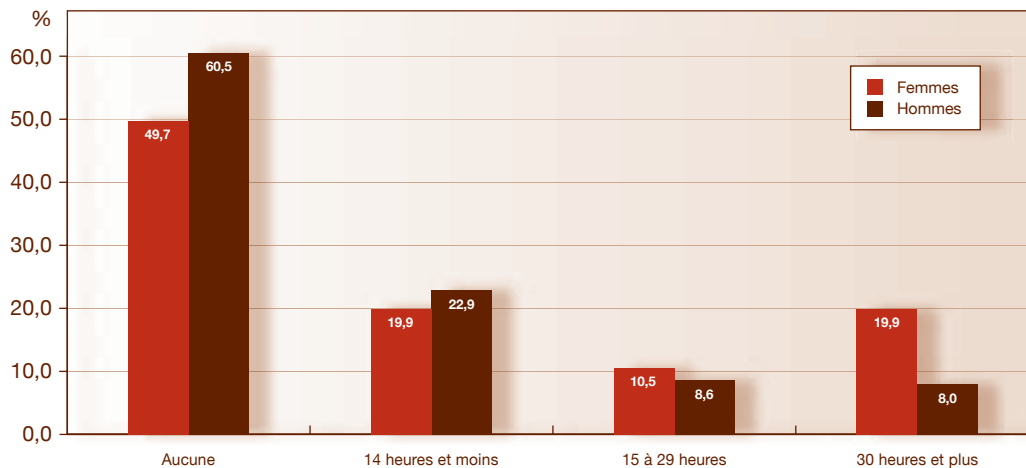
hommes), alors que les femmes sont plus nombreuses à leur consacrer 30 heures et plus (19,9 % contre 8 %).

Parallèlement, la proportion d'hommes ayant consacré au moins cinq heures par semaine aux travaux ménagers, sans être rémunérés, demeure également inférieure à celle des femmes. Ainsi, 72,3 % des femmes de Montréal (79,5 % au Québec), mais seulement 50 % des hommes (57,8 % au Québec), ont affirmé passer au moins cinq heures par semaine à effectuer des travaux ménagers.

Enfin, toujours chez les personnes de 25 à 54 ans, environ le cinquième (20,5 %) des femmes prodiguaient, sans rémunération, des soins à des personnes âgées, comparativement à 15,1 % des hommes. Toutefois, peu de gens y consacraient 10 heures ou plus par semaine : 3,2 % des femmes et 1,7 % des hommes.

Figure 4.1

Population de 25 à 54 ans selon le nombre d'heures consacrées aux soins des enfants et le sexe, région de Montréal, 2006



Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

CHAPITRE 5

REVENU

Le revenu moyen des femmes dans la région de Montréal est l'un des plus élevés au Québec, mais demeure inférieur à celui des hommes. En dépit d'un niveau de scolarité plus élevé chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes et d'une participation accrue au marché du travail, un écart se creuse entre le revenu moyen d'emploi des femmes et celui des hommes dès la trentaine. Or, la différence de revenu tiré de l'emploi se répercute sur l'ensemble des sources de revenu et touche les femmes tout au long de leur vie. Par ailleurs, c'est sur l'île de Montréal qu'on observe la plus grande proportion de femmes vivant sous le seuil de faible revenu au Québec.

5.1 REVENU MOYEN D'EMPLOI

Le revenu tiré d'un emploi ou d'un travail autonome représente la principale source de revenu des personnes. En effet, dans l'ensemble du Québec, le revenu d'emploi représente 68 % du revenu total des femmes et 77 % de celui des hommes. À ce chapitre, on observe toujours un écart entre le revenu moyen d'emploi des femmes et celui des hommes. Cet écart peut en partie s'expliquer par le fait qu'elles sont plus nombreuses à occuper un

emploi à temps partiel, que leur taux de syndicalisation est toujours plus faible que celui des hommes et qu'elles se concentrent davantage dans des secteurs d'emplois précaires et faiblement rémunérés, notamment le commerce de détail, la restauration et l'hébergement. Toutefois, les études sur les inégalités salariales n'arrivent généralement pas à expliquer la totalité des différences par ces raisons, ce qui a justifié l'adoption de la Loi sur l'équité salariale.

5.1.1 Différences de rémunération entre les femmes et les hommes

En 2005²¹, le revenu moyen d'emploi des femmes de la région équivalait à 70,2 % de celui des hommes. Il était de 28 161 \$ chez les femmes, comparativement à 40 133 \$ chez les hommes. L'écart constaté dans la région est l'un des plus faibles au Québec. Le revenu moyen d'emploi des femmes au Québec correspondait à 68,6 % de celui des hommes (26 297 \$ contre 38 359 \$).

C'est le haut niveau de revenu moyen d'emploi des femmes dans la région qui explique l'écart un peu plus faible que dans l'ensemble du Québec, bien que persistant, avec le revenu moyen d'emploi des hommes. En 2005, le revenu moyen d'emploi des Montréalaises était le deuxième plus élevé au Québec, derrière les femmes de l'Outaouais (32 116 \$). Elles gagnaient en moyenne 1 864 \$ de plus

que dans l'ensemble du Québec. Les Montréalaises ont également un revenu moyen d'emploi plus élevé que celui des femmes résidant à Laval (28 156 \$), mais inférieur à celles établies dans l'agglomération de Longueuil (29 717 \$).

Or, même si les femmes résidant à Montréal ont un revenu d'emploi moyen plus élevé que dans la majorité des régions du Québec, elles reçoivent encore en moyenne 11 972 \$ de moins que les Montréalais. Quant à ceux-ci, ils ont un revenu moyen d'emploi se situant également au-dessus de la moyenne québécoise (40 133 \$ contre 38 359 \$). En 2005, les hommes de la région gagnaient en moyenne 1 774 \$ de plus que dans l'ensemble du Québec.

21. Les données du Recensement portant sur le revenu correspondent à l'année civile précédant l'année du recensement, soit 2000 pour le recensement de 2001 et 2005 pour celui de 2006.

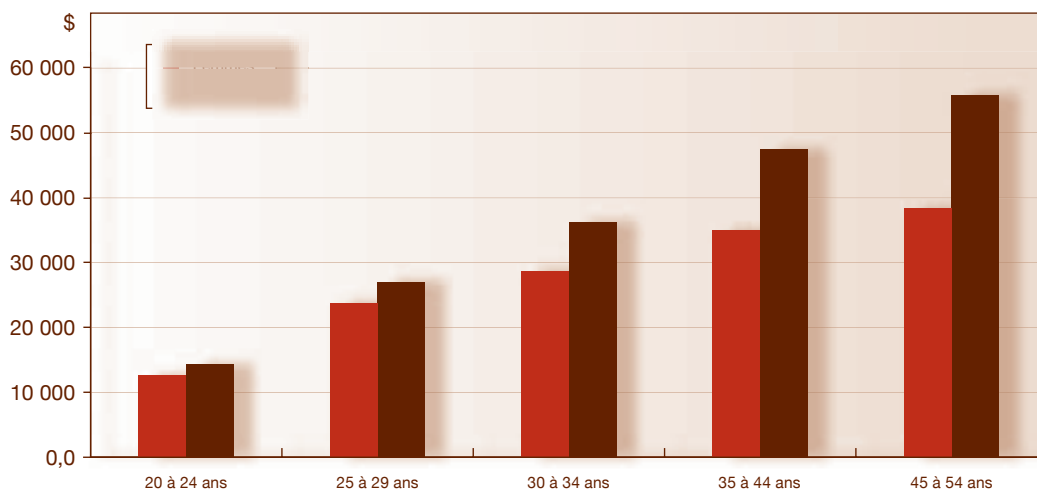
5.1.2 Revenu moyen d'emploi selon l'âge et le sexe

Le revenu moyen d'emploi des femmes demeure inférieur à celui des hommes, et ce, peu importe l'âge. L'écart, encore faible chez les plus jeunes, devient plus marqué dès 30-34 ans. Ainsi, le revenu moyen d'emploi des femmes de 30 à 34 ans dans la région montréalaise est de 28 680 \$ et de 36 105 \$ pour les hommes du même âge.

Alors que le revenu moyen d'emploi des femmes et celui des hommes enregistrent une croissance similaire au début de la vingtaine, le revenu moyen d'emploi des hommes connaît une croissance soutenue de 25 à 44 ans alors que celui des femmes présente moins de différence selon l'âge. Dans la région, les hommes de 45 à 54 ans ont un revenu moyen d'emploi de 55 711 \$, alors qu'il est de 38 277 \$ pour les femmes du même âge.

Figure 5.1

Revenu moyen d'emploi de la population de 20 à 54 ans selon l'âge et le sexe, région de Montréal, 2005



Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

En comparaison, le revenu moyen d'emploi des Québécoises de 30 à 34 ans est de 27 790 \$ alors que les hommes du même âge ont un revenu moyen d'emploi de 38 803 \$. Les femmes de 45 à 54 ans ont un revenu moyen d'emploi de 33 699 \$ et il est de 51 661 \$ pour les hommes du même âge.

Malgré un niveau de scolarité souvent plus élevé chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes et une participation accrue au marché du travail, certains facteurs contribueraient au maintien des différences de rémunération aux dépens des femmes, notamment le travail à temps partiel plus fréquent et l'accès encore difficile à des postes de responsabilité. Outre les conditions

particulières de l'emploi féminin, il semble également que le déroulement de la carrière des femmes, et en particulier l'interpénétration des sphères professionnelle et familiale, contribuerait à ces inégalités. Les retraits du marché du travail pour des raisons familiales en début de carrière ont une incidence sur le salaire et la progression de carrière possiblement en raison d'un arrêt d'acquisition des compétences professionnelles pendant ce court laps de temps²². La conciliation entre les obligations de la vie professionnelle et celles de la vie personnelle, qui incombe encore bien souvent aux femmes, pourrait également influencer leur choix pour une profession où le travail à temps partiel est possible ou offrant des conditions de travail plus souples.

22. Une part importante de la croissance des gains réels au cours de la vie a lieu durant les premières années après l'obtention d'un diplôme. Par conséquent, le moment où ont lieu les retraits du marché du travail peut avoir d'importantes répercussions à long terme sur la courbe des gains futurs. (Marie DROLET, « Écart salarial entre hommes et femmes », *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 14, n° 1, printemps 2002, p. 33-42).

5.1.3 Revenu moyen d'emploi selon le diplôme et le statut d'immigrant

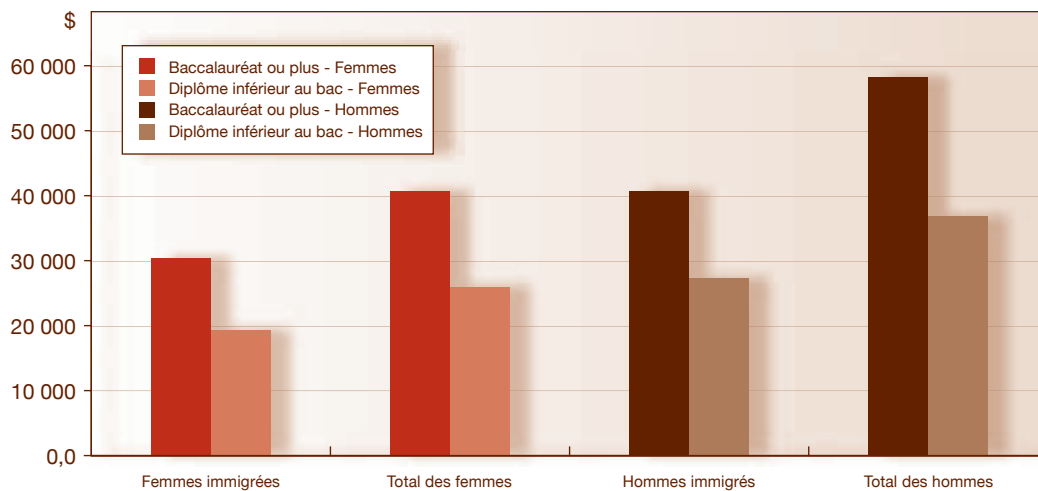
Si le revenu moyen d'emploi des femmes s'accroît selon le niveau de scolarité atteint, celui des hommes s'accroît davantage, si bien que l'écart persiste. En 2005, le revenu moyen d'emploi des femmes de 25 à 44 ans de la région métropolitaine de recensement de Montréal (RMR de Montréal)²³ et qui détenaient un diplôme représentait 72,1 % du revenu des hommes dans la même situation. Elles touchaient un revenu moyen d'emploi de 31 128 \$ comparativement à 43 195 \$ chez les hommes. Lorsqu'on ne retient que les personnes qui ont fait des études universitaires, l'écart est plus important, le revenu moyen d'emploi des femmes correspondant alors à 69,8 % de celui des hommes. En fait, si l'obtention d'un diplôme universitaire permet aux femmes de hausser leur revenu moyen d'emploi, le résultat est encore plus marqué chez les hommes. On observe une différence de 14 683 \$ entre le revenu moyen d'emploi des femmes qui détiennent un diplôme inférieur au baccalauréat et celles qui en ont un (respectivement 25 957 \$ et 40 640 \$), alors que chez les hommes, cette différence est de 21 440 \$ (36 797 \$ et 58 237 \$).

Comme pour l'ensemble des femmes de la RMR de Montréal, le revenu moyen d'emploi des femmes immigrées

croît avec leur scolarité, mais demeure inférieur à celui des hommes immigrés et de l'ensemble des femmes de la RMR. En effet, le revenu moyen d'emploi des femmes immigrées âgées de 25 à 44 ans et qui détenaient un diplôme était de 23 701 \$ contre 32 693 \$ pour les hommes immigrés et de 31 128 \$ pour l'ensemble des femmes de la RMR dans la même situation. De même, les femmes immigrées détenant un diplôme universitaire voient augmenter leur revenu moyen d'emploi, mais d'une façon moindre que les hommes immigrés et que l'ensemble des femmes. On observe une différence de 11 066 \$ entre le revenu moyen d'emploi des femmes immigrées qui détiennent un diplôme inférieur au baccalauréat et celles qui en ont un (respectivement 19 320 \$ et 30 386 \$), alors que chez les hommes, cette différence est de 13 436 \$ (27 277 \$ et 40 713 \$). Toutefois, comme les hommes immigrés titulaires d'un diplôme universitaire souffrent eux aussi d'un revenu moyen d'emploi inférieur à celui de l'ensemble des hommes de la RMR dans la même situation, l'écart entre le revenu moyen d'emploi des femmes immigrées et celui des hommes immigrés est moins prononcé, le revenu moyen d'emploi des femmes correspondant à 74,6 % de celui des hommes.

Figure 5.2

Revenu moyen d'emploi selon le statut d'immigrant, le diplôme obtenu et le sexe, pour la population de 25 à 44 ans ayant un revenu d'emploi, RMR de Montréal, 2005



Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Numéro 97-563-XCB2006059 au catalogue.

23. La région métropolitaine de recensement ne correspond pas aux limites de la Communauté métropolitaine de Montréal. Selon Statistique Canada, « une région métropolitaine de recensement (RMR) est formée d'une ou de plusieurs municipalités adjacentes situées autour d'une grande région urbaine. Pour être incluses dans une RMR, les municipalités adjacentes doivent avoir un degré d'intégration élevé avec la région urbaine centrale, lequel est déterminé par le pourcentage de navetteurs établi d'après les données du recensement sur le lieu de travail » (STATISTIQUE CANADA, *Dictionnaire du Recensement de 2006*, [En ligne], 2008. [www12.statcan.ca/] (8 septembre 2009)). La RMR de Montréal regroupe l'agglomération de Montréal, l'agglomération de Longueuil, la ville de Laval, les MRC Les Moulins, L'Assomption et la municipalité de Lavaltrie dans Lanaudière, les MRC Deux-Montagnes, Thérèse-De Blainville, Mirabel et les municipalités de Saint-Colomban, Saint-Jérôme et Gore dans les Laurentides, et enfin les MRC Roussillon, Lajemmerais, en entier et une partie des MRC La Vallée-du-Richelieu, Rouville, Beauharnois-Salaberry et Veillon-Soulanges dans la Montérégie.

5.2 REVENU TOTAL

5.2.1 Revenu selon la source

La population tire sa plus grande source de revenu de l'emploi, incluant le travail autonome. D'autres sources s'ajoutent pour composer le revenu total. Il s'agit entre autres des revenus de placements, des pensions, ou encore des transferts gouvernementaux, tels que les prestations d'assurance-emploi ou les prestations pour enfants. En 2005, le revenu moyen total des femmes (27 387 \$) et celui des hommes (38 987 \$) de la région étaient supérieurs à ceux du Québec (respectivement 25 870 \$ et 38 509 \$).

L'écart entre le revenu moyen d'emploi des femmes et des hommes se répercute sur l'ensemble des sources de revenu. D'abord, un revenu d'emploi plus élevé accroît la marge de manœuvre nécessaire pour épargner et faire des placements. De même, le revenu tiré des régimes de retraite et des rentes s'appuyant sur les gains d'emploi réalisés tout au long de la vie active, il est par conséquent plus élevé pour les hommes. Enfin, le montant des prestations d'assurance-emploi étant calculé à partir du salaire, les femmes reçoivent en général des prestations moins élevées. En outre, les femmes étant plus nombreuses que les hommes à travailler à temps partiel, elles cumulent plus difficilement le nombre d'heures assurables requises pour avoir droit aux prestations, de sorte qu'elles sont moins nombreuses à pouvoir s'en prévaloir en cas de

besoin. Il n'y a en fait que le revenu moyen provenant de transferts gouvernementaux²⁴ qui soit plus élevé pour les femmes que pour les hommes.

Ainsi, les femmes de la région montréalaise ont un revenu moyen provenant de placements équivalant à 67,2 % de celui des hommes (4 669 \$ pour les femmes et 6 953 \$ pour les hommes), ce qui est nettement plus élevé que la moyenne québécoise. En comparaison, les Québécoises ont un revenu moyen provenant des placements qui s'élevait à 3 122 \$ et à 5 412 \$ pour les Québécois. De la même manière, les Montréalaises ont un revenu moyen provenant d'une pension de retraite et des rentes équivalant à 63,4 % de celui des hommes (13 542 \$ pour les femmes et 21 354 \$ pour les hommes), ce qui est aussi supérieur à la moyenne québécoise (13 082 \$ et 20 052 \$). Enfin, tout comme ce qui est observé dans l'ensemble du Québec, les femmes de la région ont touché un revenu moyen provenant de l'assurance-emploi inférieur à celui des hommes (4 930 \$ pour les femmes et 5 000 \$ pour les hommes), mais elles ont été plus nombreuses qu'eux à en bénéficier. Par ailleurs, les femmes ont reçu un montant plus élevé provenant de transferts gouvernementaux, le montant moyen versé aux femmes correspondant à 124 % de ce que les hommes avaient reçu (7 026 \$ pour les femmes et 5 668 \$ pour les hommes).

5.2.2 Distribution du revenu

La répartition des personnes par tranche de revenu permet de constater qu'il existe des écarts de revenu appréciables sur l'île de Montréal puisqu'on observe à la fois une présence importante de personnes qui ont un faible revenu et à l'opposé, de personnes qui ont un revenu élevé.

On remarque en effet une proportion similaire de femmes qui ont un revenu inférieur à 20 000 \$ dans la région à ce qui est observé dans l'ensemble du Québec (50,5 % des femmes avec un revenu contre 50,1 % au Québec), mais également une proportion plus élevée de femmes ayant un revenu de 70 000 \$ et plus (5 % contre 3,6 %). Il s'agit, après l'Outaouais (6,5 %), de la région où l'on observe la plus grande proportion de femmes dont le revenu est de 70 000 \$ et plus. C'est davantage qu'à

Laval (4,2 %), mais moins que dans l'agglomération de Longueuil (5,4 %). Chez les hommes, la proportion des Montréalais qui ont un revenu inférieur à 20 000 \$ est supérieure à la moyenne québécoise (40,4 % contre 33,6 %), tout comme la proportion dont le revenu est de 70 000 \$ et plus (11,6 % contre 11,1 %).

Par ailleurs, à l'exemple de ce qui est observé dans l'ensemble du Québec, une proportion plus importante de femmes que d'hommes dans la région avaient un revenu inférieur à 20 000 \$ (50,5 % des femmes qui avaient un revenu contre 40,4 % des hommes); à l'inverse, une proportion moindre avait un revenu de 70 000 \$ et plus (5 % des femmes qui avaient un revenu contre 11,6 % des hommes).

24. Les revenus provenant des transferts gouvernementaux comprennent la Pension de la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti, les prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les prestations d'assurance-emploi, les prestations d'assistance sociale, les prestations pour enfants, les autres revenus provenant de sources publiques.

5.3 PAUVRETÉ CHEZ LES FEMMES

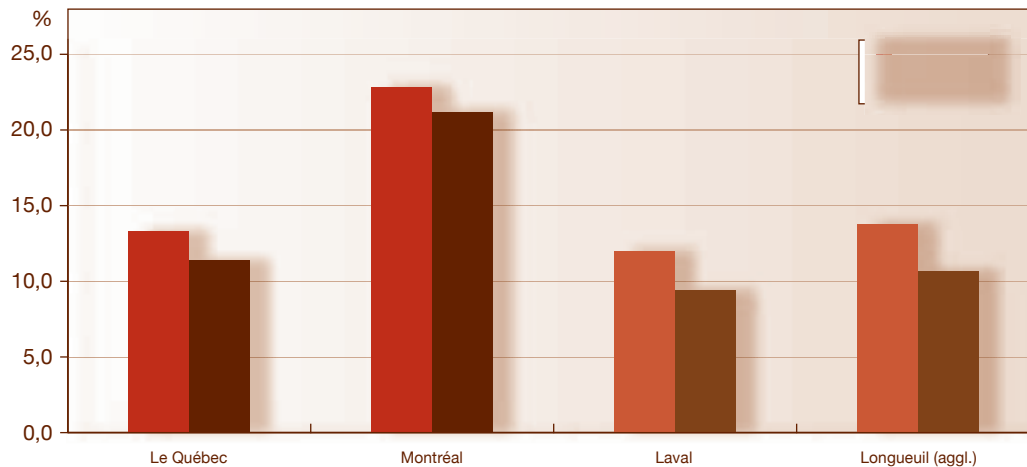
5.3.1 Personnes vivant sous le seuil de faible revenu

Plus de femmes que d'hommes vivent sous le seuil de faible revenu²⁵ dans la région, et ce, pour toutes les catégories d'âge. Ce sont 22,8 % des femmes et 21,2 % des hommes de 15 ans et plus qui vivent sous le seuil de faible revenu à Montréal. Ces proportions sont nettement supérieures à celles que l'on observe dans l'ensemble du Québec (13,3 % et 11,4 %). De fait, Montréal est l'agglomération où l'on retrouve la plus grande proportion de femmes vivant sous le seuil du faible revenu²⁶. Elle est suivie de loin par l'agglomération de Québec (15,9 %) et les villes de Shawinigan (15,7 %), Trois-Rivières (14,8 %) et Sherbrooke (14,5 %).

C'est parmi les 15 à 29 ans, tant chez les femmes que chez les hommes, que l'on retrouve la plus grande proportion de personnes vivant sous le seuil de faible revenu (respectivement 28,4 % et 27,0 %). Quoique, dans une moindre mesure, cette situation se reproduit à l'échelle du Québec : c'est dans cette même classe d'âge que les plus fortes proportions de femmes et d'hommes vivant sous le seuil de faible revenu se retrouvent (respectivement de 15,8 % et 14,2 %). Par ailleurs, il y a lieu de signaler qu'une proportion également élevée de femmes de 65 ans et plus vivent sous le seuil de faible revenu sur l'île de Montréal (21,4 % contre 13,1 % au Québec).

Figure 5.3

Taux de faible revenu dans la population de 15 ans et plus, ensemble du Québec et agglomérations de la communauté métropolitaine de Montréal, 2005



Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

25. Statistique Canada signale que les seuils de faibles revenus ne sont pas des seuils de pauvreté. Ils sont plutôt établis à partir d'une méthodologie qui permet de cerner les personnes dont les revenus sont nettement désavantagés par rapport à la moyenne. Le seuil de faible revenu réfère à « un revenu qui place l'individu et sa famille dans une situation de malaise ou de gêne par rapport à la classe moyenne sans référence explicite à un minimum de biens et services pour vivre adéquatement » (Jean-Michel COUSINEAU, « Comment mesure-t-on la pauvreté au Canada? », *Association des économistes québécois*, [En ligne], 19 août 2008, 14 p. [www.asdeq.org] (20 juin 2009).

26. Les seuils de faible revenu sont établis en fonction de la taille de la famille de même que de la variation des coûts selon la taille de la collectivité. Statistique Canada considérait qu'en 2007, une famille de quatre personnes vivant dans une ville d'un demi-million d'habitants ou plus était à faible revenu si le revenu total après impôt de tous les membres de la famille était inférieur à 33 946 \$. Pour la même famille en région rurale, le seuil était de 22 206 \$ (STATISTIQUE CANADA, *op. cit.*).

5.3.2 Proportion du revenu du ménage consacrée au coût du logement

Le coût du logement²⁷ représente la dépense la plus importante des ménages à faible revenu. En outre, comme il s'agit d'une dépense incompressible, une hausse plus rapide du coût de l'électricité, du chauffage et du loyer ou de l'hypothèque que du revenu entraîne une réduction de la marge de manœuvre pour se nourrir et se vêtir. C'est un signe de précarité qui touche une grande proportion de personnes seules et de familles monoparentales, et donc davantage de femmes que d'hommes.

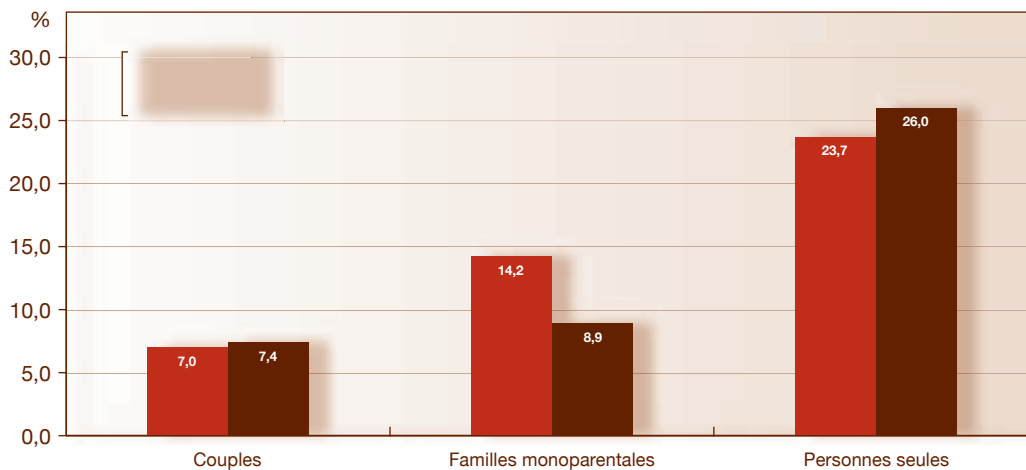
Plus de la moitié des femmes qui vivent seules à Montréal (60,9 %) consacrent plus de 25 % de leur revenu au coût du logement. Ce sont même 23,7 % qui y consacrent plus de la moitié. Mentionnons que la situation des hommes vivant seuls est également inquiétante. Plus de la moitié d'entre eux aussi (54,1 %) consacrent plus de 25 % de leur revenu au coût du logement, et une proportion encore plus élevée que chez les femmes (26,0 %) y consacrent plus de la moitié.

Une proportion importante des familles monoparentales vit également dans une situation précaire ; presque la moitié des femmes (46,4 %) et 35,3 % des hommes à la tête d'une famille monoparentale affectent plus du quart de leur revenu au coût du logement. Or, comme il y a davantage de femmes que d'hommes chefs de familles monoparentales, un nombre beaucoup plus important de femmes doivent faire face à cette situation.

On compte en effet 34 710 mères seules qui consacrent au moins le quart de leur revenu au coût du logement, dont 10 655 qui y consacrent plus de la moitié. En comparaison, il y a 6 185 pères seuls qui consacrent plus du quart de leur revenu au coût du logement, dont 1 560 qui y consacrent plus de la moitié.

Figure 5.4

Proportion des familles dont le prix du logement représente 50 % du revenu selon le type de famille, région de Montréal, 2005



Source : Statistique Canada. Enquête sur la population active. Compilations spéciales d'Emploi-Québec.

27. Le coût du logement comprend le loyer (pour les locataires) ou le paiement de l'hypothèque (pour les propriétaires), ainsi que les frais d'électricité, de chauffage, de services municipaux, etc. La proportion du revenu mensuel total moyen d'un ménage consacré aux dépenses liées au logement est obtenue en divisant le montant total des dépenses liées au logement par le revenu mensuel total du ménage et en multipliant ce résultat par 100 (*idem*).

CHAPITRE 6

INTÉGRITÉ PHYSIQUE ET PSYCHOLOGIQUE

Dans la région de Montréal, les femmes ont toujours une espérance de vie plus longue que les hommes et sont moins touchées qu'eux par le cancer. Elles ont également une espérance de vie plus longue que les Québécoises. De manière générale, elles adoptent des habitudes plus favorables à leur santé : elles sont moins sédentaires qu'eux et elles sont aussi moins nombreuses à afficher un surplus de poids et à faire usage du tabac.

Si les femmes sont moins exposées que les hommes aux problèmes de santé physique, elles demeurent nettement plus nombreuses que les hommes à être victimes de violence conjugale. Il est inquiétant de constater également que dès leur jeune âge, que ce soit en contexte conjugal ou non, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'être agressées sexuellement.

6.1 SANTÉ PHYSIQUE ET MENTALE

6.1.1 Habitudes de vie

L'adoption de saines habitudes de vie peut améliorer la santé physique et mentale. Ainsi, la pratique régulière d'une activité physique et le maintien d'un poids santé diminuent les risques de souffrir de problèmes, tels que les maladies cardiovasculaires, l'hypertension et le diabète, tout en atténuant les symptômes de dépression et d'anxiété. À l'opposé, le tabagisme est associé à une réduction de l'espérance de vie et à l'apparition de maladies cardiorespiratoires et de certains cancers.

Dans la région de Montréal, la proportion de femmes actives est nettement supérieure à la moyenne observée dans l'ensemble du Québec, tout en étant un peu moins nombreuses que les hommes à pratiquer régulièrement une activité physique au moins trois fois par semaine (40 % des femmes et 44,8 % des hommes contre 36,3 % et 39,9 % au Québec). Elles sont cependant moins sédentaires que les hommes (pratiquant une activité physique moins d'une fois par semaine) (21,3 % des femmes et 22,4 %

des hommes contre 22,5 % et 26 % au Québec). Elles sont également moins nombreuses qu'eux à vivre avec un surplus de poids (36,9 % des femmes et 50,7 % des hommes contre 39,4 % et 55,4 % au Québec). À l'autre extrême, une femme sur vingt (5,2 % contre 4,7 % au Québec) dans la région affiche un poids insuffisant. Ces écarts de poids sont préoccupants. Ils peuvent être la manifestation d'un trouble alimentaire ou encore être associés à une situation d'insécurité alimentaire liée à un faible revenu. En effet, l'insuffisance du budget entraîne parfois la privation mais aussi une sélection d'aliments riches en sucre et en gras au lieu de fruits et de légumes.

On observe par ailleurs une diminution de la proportion de fumeuses et de fumeurs au sein de la population montréalaise. En 2005, 23,2 % des femmes et 27,1 % des hommes de 12 ans et plus fumaient (23,6 % et 25,6 % au Québec) comparativement à 31,8 % des femmes et 35 % des hommes en 1998²⁸.

6.1.2 Recours aux tests de dépistage

Dès le début de leur vie sexuelle et annuellement par la suite, il est recommandé aux femmes d'avoir recours au test de Papanicolaou (test de Pap). Celui-ci permet de déceler la présence ou non de cellules anormales, voire cancéreuses, sur le col de l'utérus. De même, le dépistage systématique par mammographie permet de détecter une masse pouvant être associée au cancer du sein. Aussi, le Programme québécois de dépistage du cancer du

sein a-t-il été mis sur pied pour inciter les femmes de 50 à 69 ans à passer une mammographie aux deux ans.

En 2005, à Montréal, 72,9 % des femmes âgées de 18 à 69 ans ont passé un test de Pap, ce qui s'avère supérieur à l'ensemble du Québec (70,3 %). Les femmes âgées de 50 ans et plus ont passé une mammographie dans une proportion de 70,4 %, ce qui est inférieur à la moyenne québécoise (74,3 %).

28. CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME, *Les conditions de vie des femmes de la région de Montréal : faits saillants du recensement 2001*, Québec, Le Conseil, 2004, p. 31.

6.1.3 Santé physique

À Montréal, les femmes et les hommes ont une espérance de vie respective à la naissance de 82,5 ans et de 77,3 ans²⁹, ce qui s'avère statistiquement plus élevé que dans l'ensemble du Québec (82,3 ans chez les femmes et 77 ans chez les hommes). La différence entre l'espérance de vie des femmes et des hommes de la région (5,2 ans) est similaire à ce qui est observé au Québec (5,3 ans).

Le taux ajusté de mortalité pour l'ensemble des causes de décès dans la région est plus faible que ce qui est

observé au Québec tant pour les femmes (592 contre 594,1 pour 100 000 femmes) que pour les hommes (856,9 contre 862,8 pour 100 000 hommes). Depuis l'an 2000, les tumeurs malignes ont supplanté les maladies de l'appareil circulatoire comme première cause de décès au Québec. C'est également le cas dans la région montréalaise où le cancer fait annuellement, en moyenne, 182,7 victimes pour 100 000 femmes et 274,2 victimes pour 100 000 hommes dans la région (187,3 et 285,0 pour 100 000 au Québec).

6.1.4 Santé psychologique

En 2005, dans la région de Montréal, 5,6 % des femmes et 3,3 % des hommes de 12 ans et plus affirmaient ne pas se percevoir en bonne santé mentale (passable ou mauvaise). Au Québec, 4 % des femmes et 3,4 % des hommes seraient dans la même situation. De même, 27,1 % des Montréalaises et 26,8 % des Montréalais âgés de 15 ans et plus affirmaient éprouver un stress quotidien élevé (25,9 % et 25,4 % au Québec).

Or, si davantage de femmes affirment ne pas se percevoir en bonne santé mentale, le taux élevé de suicide enregistré chez les hommes, suscite beaucoup d'inquiétudes. Ce sont en effet 18,6 pour 100 000 hommes dans la région qui sont morts par suicide en moyenne de 2001 à 2005, comparativement à 6,3 pour 100 000 femmes. (7,5 pour 100 000 femmes et 26,7 pour 100 000 hommes au Québec).

6.1.5 Santé reproductive

L'indice synthétique de grossesse³⁰ de la région est l'un des plus élevés au Québec, derrière le territoire de l'Administration régionale Kativik et celui de l'Administration régionale crie. Il est de 2,40 grossesses par femme en 2005 (moyenne annuelle sur 5 ans) comparativement à 2,21 au Québec. Les taux de grossesse³¹ chez les femmes de 30 à 34 ans (130,7 grossesses pour 1 000 femmes contre 115,3 au Québec), de 35 à 39 (77,9 pour 1 000 femmes contre 47,6 au Québec) et de 40 à 44 ans (19,6 pour 1 000 femmes contre 9,7 au Québec) sont nettement plus élevés que dans l'ensemble du Québec alors qu'au contraire, ils sont plus faibles chez celles de 20 à 24 ans et de 25 à 29 ans. Il faut dire que les Montréalaises ont tendance à avoir des enfants un peu plus tardivement que dans les autres régions du Québec. L'âge moyen des mères à la maternité en 2007 est de 31,1 ans comparativement à 29,6 ans au Québec³².

Un peu moins de grossesses se sont traduites par des naissances vivantes dans la région pendant la période 2002-2005. Les femmes de la région ont plus recours à l'avortement que dans l'ensemble du Québec. En moyenne, pour la période 2002-2005, on a dénombré 36,3 avortements provoqués pour 100 grossesses dans la région comparativement à une moyenne de 27,6 au Québec. Cela dit, il faut prendre en compte que des corridors de service sont établis à Montréal et à Québec pour assurer le service d'avortement au deuxième trimestre et que la région montréalaise totalise presque 40 % de l'ensemble des grossesses interrompues en 2006 au Québec. Cela fait en sorte que certaines régions ont des taux surestimés alors que les taux des autres régions sont sous-estimés³³. Ainsi, le taux des naissances vivantes atteint en moyenne annuellement 1,40 enfant par femme dans la région, ce qui est légèrement inférieur à celui de l'ensemble du Québec (1,48).

29. Les données proviennent d'une moyenne obtenue par une observation faite sur cinq ans, de 2001 à 2005 (ÉCO-SANTÉ QUÉBEC, *Éco-Santé Québec 2008*, [En ligne], 2008. [www.ecosante.fr] (8 septembre 2009)).

30. Indice synthétique de grossesse : Nombre moyen de grossesses qu'aurait une cohorte de femmes dans l'hypothèse où ces femmes seraient soumises tout au long de leur période de procréation aux taux de grossesse par âge observés durant une période donnée. Le nombre de grossesses regroupe l'ensemble des événements suivants ayant fait l'objet de déclaration : les naissances vivantes, les mortinaissances survenues après au moins 20 semaines de gestation, les interruptions volontaires de grossesse (IVG) pratiquées en clinique ou à l'hôpital et les avortements spontanés.

31. Taux de grossesse : Rapport, pour une période donnée, du nombre annuel moyen de grossesses pour les femmes d'un groupe d'âge déterminé sur la population féminine totale de ce groupe d'âge au milieu de la même période.

32. INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Taux de fécondité selon le groupe d'âge de la mère, indice synthétique de fécondité et âge moyen à la maternité, par région administrative, Québec, 1986-2008*, Québec, l'Institut, avril 2009.

33. Mariangela DI DOMENICO, *L'avortement au Québec : état des lieux au printemps 2008*, Québec, Conseil du statut de la femme, 2008, 53 p.

Montréal se distingue par ailleurs par un taux annuel moyen de grossesse chez les adolescentes supérieur à la moyenne québécoise. De 2002 à 2005, il est de 39,7 pour 1 000 adolescentes de 14 à 19 ans (30,4 au Québec), ce qui place la région au quatrième rang pour le nombre de grossesses chez les adolescentes derrière le territoire de l'Administration régionale Kativik, celui de l'Administration régionale crie et la Côte-Nord. Plus précisément, à Montréal, ce taux atteint en moyenne 21,4 pour 1 000 adolescentes de 14 à 17 ans et 74,1 pour 1 000 adolescentes de 18 et de 19 ans, ce qui s'avère beaucoup plus élevé qu'au Québec (respectivement 15,4 et 59,9 au Québec). Il s'agit d'une diminution par rapport à 1998 alors que les 14 à 17 ans affichaient un taux de grossesse de 28,1 pour 1 000 et de 92,8 pour 1 000 chez les 18 et les 19 ans³⁴. Il semble par ailleurs que les adolescentes aient davantage recours à l'avortement dans la région

qu'au Québec, quoique le taux d'avortement régional puisse être surestimé étant donné que les interventions au deuxième trimestre se déroulent dans les grands centres. On dénombre 81,6 avortements provoqués pour 100 grossesses chez les adolescentes de 14 à 17 ans et 69,6 pour 100 grossesses chez celles de 18 et de 19 ans (75,1 et 61,6 pour 100 au Québec).

Les pratiques médicales entourant l'accouchement varient grandement d'une région à l'autre. Par exemple, dans la région de Montréal, où il y a eu de 2001 à 2005 en moyenne annuellement 24 659 accouchements, le taux de césarienne est supérieur à celui de l'ensemble du Québec. Environ 23 % des accouchements se font par césarienne dans cette région comparativement à 21,4 % au Québec. Le taux d'épisiotomie pour 100 accouchements par voie vaginale est pour sa part inférieur à celui du Québec (24,2 contre 26,3).

6.2 VIOLENCE

6.2.1 Victimes de violence conjugale

En 2006, selon les données diffusées par le ministère de la Sécurité publique du Québec, 4 782 femmes et 885 hommes ont signalé avoir été victimes de violence conjugale dans la région de Montréal, ce qui correspond à un taux de victimisation de 559 femmes pour 100 000 habitants et de 111,2 hommes pour 100 000 habitants. Ces taux régionaux sont supérieurs à ceux observés dans l'ensemble du Québec (437,7 femmes et 88,8 hommes pour 100 000).

Tout comme dans l'ensemble du Québec, ce sont surtout des voies de fait et des menaces qui sont rapportées.

On dénombre 397,1 victimes de voies de fait pour 100 000 femmes et 86,5 victimes pour 100 000 hommes (284,8 et 62,9 pour 100 000 au Québec) ainsi que 75,3 victimes de menaces pour 100 000 femmes et 14,8 victimes pour 100 000 hommes (70,8 et 16 pour 100 000 au Québec). Toujours dans un contexte conjugal, on relève 17,4 victimes d'enlèvement ou de séquestration pour 100 000 femmes et 13,1 victimes d'agressions sexuelles pour 100 000 femmes (respectivement 12,5 et 11,5 pour 100 000 au Québec). À ce chapitre, il y a lieu de signaler que ces deux derniers types d'infractions commises en contexte conjugal touchent presque exclusivement les femmes en 2006.

6.2.2 Victimes d'infractions contre la personne

En 2006, à Montréal, toujours selon les données diffusées par le ministère de la Sécurité publique du Québec, 8 701 femmes et 7 713 hommes de 18 ans et plus ont été victimes de crimes contre la personne, soit 1 098,1 victimes pour 100 000 femmes et 1 056 victimes pour 100 000 hommes (884,9 victimes pour 100 000 femmes et 848,5 victimes pour 100 000 hommes au Québec). Tant chez les femmes que chez les hommes, ce sont surtout les voies de fait qui sont signalées. On rapporte en effet 660,3 victimes de voies de fait pour 100 000 femmes et 721,6 pour 100 000 hommes (499,9 et 536,7 pour 100 000 au Québec).

Chez les jeunes de moins de 18 ans de la région, les données révèlent que 1 732 filles et 1 417 garçons ont

été victimes d'infraction contre la personne en 2006, ce qui représente des taux de victimisation s'élevant à 1 012,6 victimes pour 100 000 filles et à 792 pour 100 000 garçons (1 004,3 et 888,6 pour 100 000 au Québec). Tout comme pour les adultes, ce sont les voies de fait qui sont le plus souvent rapportées. On signale en effet 457,8 victimes de voies de fait pour 100 000 filles et 561,2 victimes pour 100 000 garçons (404,2 et 608,5 pour 100 000 au Québec). On constate également que les filles sont plus touchées que les garçons par les agressions sexuelles et les autres infractions d'ordre sexuel. Elles représentent la grande majorité des victimes d'agressions sexuelles et d'autres infractions d'ordre sexuel commises envers des mineurs.

34. CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME, *op. cit.*, p. 30.

CHAPITRE 7

PARTICIPATION DES FEMMES AU POUVOIR

Bien que la présence des femmes dans les lieux décisionnels se soit accrue au cours de la dernière décennie, elles demeurent moins nombreuses que les hommes au sein des différentes instances politiques. Il n'y a qu'au sein des commissions scolaires que l'on retrouve presque autant de femmes que d'hommes, alors qu'aux autres paliers de gouvernement, des efforts doivent encore être accomplis.

7.1 PRÉSENCE DES FEMMES À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La région de Montréal compte actuellement 28 circonscriptions électorales provinciales. Il s'agit de la région du Québec qui a le nombre le plus élevé de comtés électoraux. C'est en 1961 qu'une femme dans la région a été élue pour la première fois à l'Assemblée nationale : Marie-Claire Kirkland, dans la circonscription de Jacques-Cartier. Élu lors d'une élection partielle, elle succède à son père, Charles-Aimé Kirkland, qui représentait la circonscription depuis 1939. L'année suivante, elle devient la première femme ministre, mais sans portefeuille.

Depuis 1961, 72 femmes et 334 hommes³⁵ ont été élus députés des circonscriptions montréalaises. De plus, 17 députées montréalaises ont été ministres et ont accédé à des portefeuilles aussi importants que ceux du Conseil du trésor et des Finances (Monique Jérôme-Forget : présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale du 29 avril 2003 au 18 décembre 2008 et ministre des Finances du 18 avril 2007 au 8 avril 2009), des Affaires municipales et de la Métropole (Louise Harel, de 1998 à 2003) ou encore celui

de la Santé et des Services sociaux (Thérèse Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux du 12 décembre 1985 au 11 octobre 1989).

Aux élections du 14 avril 2003, sur les 28 circonscriptions de la région, neuf femmes ont été élues députées. Dans l'ensemble du Québec, 38 femmes ont obtenu un siège à l'Assemblée nationale, ce qui représente 30,4 % de l'ensemble des élus. À elles seules, les députées montréalaises constituaient presque le quart (23,7 %) des femmes siégeant à l'Assemblée nationale. Aux élections du 26 mars 2007, dix femmes furent élues députées dans la région alors que 32 femmes l'ont été dans l'ensemble du Québec (25,6 %). Finalement, à la suite des élections générales du 8 décembre 2008, la région compte 12 députées alors qu'à l'Assemblée nationale siègent 37 femmes élues (29,6 %). Les députées montréalaises représentent donc 32,4 % de la députation féminine à l'Assemblée nationale. Le taux de féminité de la députation montréalaise augmente donc de façon constante depuis 2003 et est supérieur à celui du Québec.

7.2 PRÉSENCE DES FEMMES À LA CHAMBRE DES COMMUNES

La région de Montréal compte 18 circonscriptions électorales fédérales. C'est en 1972 que, pour la première fois, deux femmes ont été élues à la Chambre des Communes dans la région : Jeanne Sauvé, dans la circonscription d'Ahuntsic, et Monique Bégin, dans Saint-Michel. Depuis 1972, 18 femmes et 195 hommes ont été élus députés dans la région.

Aux élections fédérales du 28 juin 2004, sur les 18 circonscriptions que compte la région, cinq femmes ont été élues députées alors que dans l'ensemble du Québec (75 circonscriptions), 20 femmes ont obtenu un siège à

la Chambre des communes, ce qui représente 26,7 % des élus. Sur l'ensemble des Québécoises siégeant à la Chambre des communes, les Montréalaises en constituaient donc le quart (25 %). Au lendemain des élections du 23 janvier 2006, la région comptait toujours cinq femmes élues députées alors que 22 femmes avaient été élues dans l'ensemble du Québec (29,3 %). Finalement, à la suite des élections du 14 octobre 2008, la région de Montréal ne compte que quatre femmes élues députées au fédéral. En comparaison, dans l'ensemble du Québec, 21 femmes ont été élues à la Chambre des communes, ce qui représente 28 % des députés élus.

35. Prendre note que le nombre de femmes et d'hommes élus comptabilise toutes les fois qu'une même femme ou homme est élu.

7.3 PRÉSENCE DES FEMMES DANS LA SPHÈRE MUNICIPALE

7.3.1 Présence des femmes à la mairie

La région de Montréal compte 16 municipalités parmi lesquelles on retrouve, en 2009, trois femmes élues maires. Elles représentent donc 18,8 % des maires de la région comparativement à 15,9 % dans l'ensemble du Québec. De même, 45 femmes ont été élues conseillères municipales (31,3 %) sur les 144 postes de conseillers municipaux disponibles à travers la région. Au Québec, 28,9 % des postes de conseillers municipaux sont occupés par des femmes. Une des particularités de la Ville de Montréal est d'avoir des postes de maire d'arrondissement et

aussi des postes de conseiller d'arrondissement. Dans les 18 arrondissements, la répartition des femmes et des hommes dans ces fonctions de la Ville est la suivante : il y a 4 femmes au poste de maire, ce qui porte leur représentation à 22,2 % ; elles sont 18 à occuper le poste de conseillère d'arrondissement alors qu'il y a 20 hommes dans cette même fonction. La représentation des femmes à ce poste est beaucoup plus élevée qu'à celle de maire d'arrondissement (47,4 %).

7.3.2 Présence des femmes à la conférence régionale des élus

En adoptant la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche en décembre 2003, le gouvernement du Québec a confié le rôle d'interlocuteur privilégié en matière de développement régional à la conférence régionale des élus (CRÉ) de chacune des régions. Les CRÉ ont le mandat de repérer et de prioriser les besoins exprimés par le milieu. Elles ont le pouvoir de conclure avec les ministères ou organismes du gouvernement des ententes particulières en fonction des besoins de la région. La présence de femmes au sein

du conseil d'administration des CRÉ est importante afin que la planification régionale corresponde à leurs besoins et à leurs attentes.

Le conseil d'administration de la CRÉ de Montréal est composé de 118 membres votants, dont 37 femmes, si bien qu'elles représentent 31,4 % des membres. En comparaison, dans l'ensemble du Québec, les femmes représentent 29,1 % des membres aux conseils d'administration des CRÉ.

7.4 PRÉSENCE DES FEMMES AU SEIN DES COMMISSIONS SCOLAIRES

On compte cinq commissions scolaires sur l'ensemble du territoire de l'île de Montréal. Il y a trois commissions scolaires francophones, soit la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île, la Commission scolaire de Montréal et la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, de même que deux commissions scolaires anglophones, soit la Commission scolaire English-Montréal et la Commission scolaire Lester-B.-Pearson. En 2007, parmi les 117 postes

de commissaires répertoriés dans l'ensemble de la région³⁶, 44 étaient occupés par des femmes (37,6 %). On note également que deux des cinq commissions scolaires ont une femme à la présidence. En comparaison, dans l'ensemble du Québec, les femmes représentent 47,8 % des commissaires et occupent la présidence dans 32 commissions scolaires (45,1 %).

36. Incluant les commissaires parents désignés par les membres des comités de parents.

CONCLUSION

L'examen des différents volets de la vie des femmes et des hommes de la région de Montréal, ainsi que de chacune des régions du Québec, permet de constater une amélioration constante de la situation des femmes depuis la publication des premiers portraits régionaux. La réalisation des 19 portraits régionaux³⁷ et du portrait national met toutefois en lumière la persistance d'écart importants par rapport aux hommes.

Ainsi, malgré la mise en œuvre d'une grande partie des recommandations formulées par le Conseil du statut de la femme dans les avis régionaux qu'il a produits de 1999 à 2004, force est de constater que l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas atteinte dans les différentes régions du Québec. Les disparités ne se corrigent que lentement et l'on ne peut que conclure que les efforts doivent être poursuivis. Les instances régionales, au cœur du développement, doivent prendre en compte la réalité des femmes et des hommes. Des outils tels que l'analyse différenciée selon le sexe, qui favorise l'adoption de mesures adaptées aux besoins différenciés des femmes et des hommes, s'avèrent essentiels à la compréhension des facteurs d'inégalité et à la mise en place de solutions appropriées.

37. Un portrait a été réalisé pour chacune des 17 régions administratives du Québec. Signalons que trois portraits ont été rédigés pour la région de la Montérégie, un pour chacune des trois conférences régionales des élus de cette région. Un portrait national présentant une synthèse des données a également été produit. Ces documents peuvent être consultés sur le site Internet du Conseil du statut de la femme (www.csf.gouv.qc.ca).

Bibliographie

Documents

CHAMPAGNE, Patrick et Carl THIBAUT. *Profil des élus aux élections municipales 2005. Analyses préliminaires à l'échelle du Québec*, Québec, ministère des Affaires municipales et des Régions, 2005, 5 p.

CONSEIL DE GESTION DE L'ASSURANCE PARENTALE. *Statistiques officielles sur les prestataires du Régime québécois d'assurance parentale, Décembre 2008*, Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 2009, 13 p.

Conseil du statut de la femme. *Les conditions de vie des femmes de la région de Montréal: faits saillants du recensement 2001*, Québec, le Conseil, 2004, 60 p.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION. *Agir pour renforcer la démocratie scolaire. Rapport annuel sur l'état et les besoins de l'éducation 2005-2006*, Québec, le Conseil, 2006, 111 p.

COUSINEAU, Jean-Michel. « Comment mesure-t-on la pauvreté au Canada ? », *Association des économistes québécois*, [En ligne], 19 août 2008, 14 p. [www.asdeq.org] (20 juin 2009).

DI DOMENICO, Mariangela. *L'avortement au Québec: état des lieux au printemps 2008*, Québec, Conseil du statut de la femme, 2008, 53 p.

DROLET, Marie. « Écart salarial entre hommes et femmes », *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 14, n° 1, printemps 2002, p. 33-42.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Taux de fécondité selon le groupe d'âge de la mère, indice synthétique de fécondité et âge moyen à la maternité, par région administrative, Québec, 1986-2008*, Québec, l'Institut, avril 2009.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Taux de décrochage (sorties sans qualification ni diplôme) du secondaire, en formation générale des jeunes, selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2003 à 2006-2007*, Québec, l'Institut, décembre 2008.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Analyse des structures économiques des 17 régions administratives québécoises en 2005: cahier technique et méthodologique*, Québec, l'Institut, 2008, 133 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Annuaire québécois des statistiques du travail: portrait des principaux indicateurs du marché du travail 1999-2007*, vol. 4, n° 1, Québec, l'Institut, 2008, 310 p.

INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC EN COLLABORATION AVEC LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Portrait de santé du Québec et de ses régions 2006: les analyses – Deuxième rapport national sur l'état de santé de la population du Québec*, gouvernement du Québec, 2006, 659 p.

MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DES AÎNÉS ET DE LA CONDITION FÉMININE. *Rapport annuel de gestion 2005-2006*, Québec, Direction des relations publiques et des communications, le Ministère e, 2006, 74 p.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. *Statistiques 2006 sur la criminalité au Québec*, Québec, Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité, le Ministère, 2007, 100 p.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. *Statistiques 2006 sur la criminalité commise dans un contexte conjugal au Québec*, Québec, Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité, le Ministère, 2007, 43 p. et annexes.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES. *La diversité: une valeur ajoutée. Politique gouvernementale pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec*, Québec, gouvernement du Québec, 2008, 51 p.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES. *Portraits régionaux 1997-2006. Caractéristiques des immigrants établis au Québec et dans les régions en 2008*, Québec, Direction de la recherche et de l'analyse prospective, le Ministère, 2008, 50 p.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE. *Bébés et employeurs: comment réconcilier travail et vie de famille. Synthèse des résultats dans les pays de l'OCDE*, Paris, Les Éditions de l'OCDE, 2008, 252 p.

Lois

QUÉBEC. *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* : LRQ, chapitre A-3.001, à jour au 27 juillet 2009, [Québec], Éditeur officiel du Québec, c2009.

QUÉBEC. *Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche* : LRQ, chapitre 29, à jour au 18 décembre 2003, [Québec], Éditeur officiel du Québec, c2003.

Sites Internet

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC. *Les femmes parlementaires depuis 1961*, [En ligne], 2008. [www.assnat.qc.ca/fra/patrimoine/femmes.html] (20 juin 2009).

ÉCO-SANTÉ QUÉBEC. *Éco-Santé Québec 2008*, [En ligne], 2008. [www.ecosante.fr/index2.php?base=QUEB&langh=FRA&langs=FRA] (8 septembre 2009).

INVESTIR AU CANADA. *Choisir une structure juridique*, [En ligne], 2009. [investiraucanada.gc.ca/fra/etablir-entreprise/choisir-structure-juridique.aspx] (8 septembre 2009).

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS. *Portrait des services de garde*, [En ligne], 2007. [www.mfa.gouv.qc.ca/fr/services-de-garde/portrait/region-administrative/Pages/index.aspx] (8 avril 2009).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. *Statistiques annuelles sur la criminalité commise dans un contexte conjugal*, [En ligne], 2009. [www.msp.gouv.qc.ca/prevention/prevention.asp?txtSection=statistiques&txtCategorie=conjugale] (20 avril 2009).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT. *Élections scolaires 2007*, [En ligne], 2008. [www.mels.gouv.qc.ca/sections/electionsScolaires/] (20 juin 2009).

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE. *Archives des résultats*, [En ligne], 2009. [www.mamrot.gouv.qc.ca/democratie/demo_elec_arch.asp] (20 juin 2009).

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE. *Communauté métropolitaine de Montréal*, [En ligne], 2009. [www.mamrot.gouv.qc.ca/metropole/metр_port_comu.asp] (20 juin 2009).

PARLEMENT DU CANADA. *Députés de la Chambre des communes*, [En ligne], 2009. [www2.parl.gc.ca/Parlinfo/Lists/Members.aspx?Language=F&Parliament=8714654b-cdbf-48a2-b1ad-57a3c8ece839&Current=True] (20 juin 2009).

RÉGIME QUÉBÉCOIS D'ASSURANCE PARENTALE. *À propos du régime*, [En ligne], 2009. [www.rqap.gouv.qc.ca/a_propos_regime/information_generale/index.asp], (20 mai 2009).

STATISTIQUE CANADA. *Dictionnaire du Recensement de 2006*, [En ligne], 2008. [www12.statcan.ca/francais/census06/reference/dictionary/index.cfm] (8 septembre 2009).

Glossaire

Population active

Personnes qui occupaient un emploi ou étaient en chômage pendant la semaine de référence (STATISTIQUE CANADA, *Dictionnaire du recensement de 2006*).

Population active expérimentée

Personnes qui, pendant la semaine (du dimanche au samedi) ayant précédé le jour du recensement (le 16 mai 2006), occupaient un emploi et chômeurs qui avaient travaillé à un emploi salarié ou à leur compte en 2005 ou en 2006 (STATISTIQUE CANADA, *Dictionnaire du recensement de 2006*).

Emploi

Dans la terminologie se rapportant au marché du travail, la population occupée est constituée des personnes qui font un travail à un emploi salarié, à leur compte ou sans rémunération dans une ferme ou une entreprise familiale ou dans l'exercice d'une profession; ou encore, qui ont un travail mais en sont absentes. (STATISTIQUE CANADA, *Dictionnaire du recensement de 2006*). Le taux d'emploi se calcule en faisant la proportion de la population de 15 ans et plus occupée par rapport à la population totale de 15 ans et plus, à l'exclusion des pensionnaires d'un établissement institutionnel.

Chômage

Les personnes étaient considérées en chômage si elles n'avaient pas d'emploi durant la semaine de référence, mais avaient activement cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes (incluant la semaine de référence), attendaient un rappel à la suite d'une mise à pied temporaire, ou attendaient un emploi devant commencer dans les quatre prochaines semaines. (STATISTIQUE CANADA, *Dictionnaire du recensement de 2006*). Le taux de chômage est la proportion de la population de 15 ans et plus en chômage par rapport à la population active totale de 15 ans et plus non pensionnaire d'une institution.

Niveau de scolarité

Statistique Canada définit le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu «à partir des réponses aux questions sur les titres scolaires où l'on demandait de déclarer tous les certificats, diplômes ou grades obtenus. Cette variable comporte une hiérarchie implicite (diplôme d'études secondaires, certificat d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers, diplôme collégial, certificat, diplôme ou grade universitaire) qui est plus ou moins reliée à la durée des divers programmes d'études «en classe» menant aux titres scolaires en question» (STATISTIQUE CANADA, *Dictionnaire du recensement de 2006*). Dans les portraits régionaux, les catégories suivantes ont été utilisées :

Diplôme d'études secondaires

Dans le recensement de Statistique Canada, la catégorie «diplôme d'études secondaires ou l'équivalent» comprend les diplômés des écoles secondaires ou l'équivalent. Elle ne comprend pas les personnes titulaires d'un diplôme d'études professionnelles décerné par les centres de formation professionnelle, les écoles de métiers ou les collèges commerciaux privés, et les personnes titulaires d'un certificat, d'un diplôme ou d'un grade postsecondaire décernés par les établissements d'enseignement postsecondaire (collège communautaire, institut de technologie, cégep, école de sciences infirmières, université).

Diplôme d'études professionnelles

Cette catégorie regroupe l'ensemble des programmes d'études professionnelles sanctionnés par une AFP, un DEP ou une ASP, lesquels sont régis par la Loi sur l'instruction publique, le Régime pédagogique de la formation professionnelle et l'Instruction de la formation professionnelle. Les professions ou les métiers associés à ces programmes sont d'un degré de complexité moindre que ceux des programmes d'études techniques. Les programmes d'études professionnelles sont administrés par des établissements d'enseignement secondaire (centres de formation administrés par les commissions scolaires) ou des établissements privés. Une formation professionnelle mène à l'exercice d'un métier spécialisé ou semi-spécialisé (MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT, *La formation professionnelle et technique*, [En ligne], 2008. [www3.mels.gouv.qc.ca/FPT/index.htm] (8 décembre 2008)). Dans le recensement, Statistique Canada utilise la catégorie « autres certificats ou diplômes d'une école de métiers » pour désigner les reconnaissances comme des certificats ou des diplômes de formation préalable à l'emploi ou de formation professionnelle décernés à la fin de programmes d'études de courte durée par des collèges communautaires, des instituts de technologie et d'autres établissements similaires (STATISTIQUE CANADA, *Dictionnaire du recensement 2006*).

Diplôme d'études collégiales

Cette catégorie regroupe les programmes d'études préuniversitaires, dont l'objet principal est de préparer à des études universitaires, ainsi que les programmes de formation technique, dont l'objet principal est de préparer au marché du travail. Ces deux types de programmes sont offerts par les cégeps ou les établissements d'enseignement collégial privés. Les professions associées aux programmes de formation technique sont d'un degré de complexité supérieur à celles des programmes d'études professionnelles. (QUÉBEC, *Règlement sur le régime des études collégiales* : LRQ, chapitre C-29, r.4, à jour au 1^{er} septembre 2009, [Québec], Éditeur officiel du Québec, c2009). Dans le recensement, Statistique Canada utilise la catégorie « certificats ou diplômes d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire » pour désigner les programmes d'études postsecondaires d'une durée de deux ans ou de trois ans menant à l'obtention d'un certificat ou d'un diplôme non universitaire décernés par un collège communautaire, un cégep (formation générale ou professionnelle), un institut de technologie, une école de sciences infirmières, une école de commerce privée, une école de métiers privée ou publique ou une école de formation professionnelle (STATISTIQUE CANADA, *Dictionnaire du recensement de 2006*).

Certificat universitaire

Cette catégorie regroupe les programmes d'études universitaires d'une durée d'un ou deux ans menant à l'obtention d'un diplôme inférieur au baccalauréat. Si un baccalauréat est une condition d'admission à un cours menant à l'obtention d'un certificat ou d'un diplôme universitaire, celui-ci est alors classé comme un certificat universitaire supérieur au baccalauréat (STATISTIQUE CANADA, *Dictionnaire du recensement de 2006*).

Grade universitaire

Cette catégorie désigne les titulaires d'un baccalauréat, d'un certificat ou d'un diplôme universitaire supérieur au baccalauréat, d'une maîtrise ou d'un doctorat. Elle inclut les personnes diplômées en médecine, en art dentaire, en médecine vétérinaire ou en optométrie (STATISTIQUE CANADA, *Dictionnaire du recensement de 2006*).

Espérance de vie à la naissance (2001-2005)

L'espérance de vie à la naissance fait référence à la durée de vie moyenne (âge moyen au décès) d'une génération fictive si les taux de mortalité observés au cours de la période continuent de s'appliquer (Éco-Santé Québec, 2008).

Taux ajusté de mortalité (5 ans) / 100 000 personnes 2001-2005

Rapport du nombre annuel moyen de décès, pour une cause spécifique, en regard de la population totale au milieu d'une période donnée. Ce rapport est ajusté selon la structure par âge en 2001, sexes réunis, de la population corrigée de l'ensemble du Québec pour la même période (Éco-Santé Québec, 2008).

Perception d'une mauvaise santé mentale

Proportion de la population de 12 ans et plus percevant sa santé mentale comme passable ou mauvaise par rapport à la population totale de 12 ans et plus dans les ménages privés. Les personnes considérées comme ne se percevant pas en bonne santé mentale sont celles qui ont répondu « Passable » ou « Mauvaise » à la question suivante comportant cinq choix de réponses : « En général, diriez-vous que votre santé mentale est... » (Éco-Santé Québec, 2008).

Perception d'un stress quotidien

Proportion de la population de 15 ans et plus éprouvant un stress quotidien intense ou élevé, par rapport à la population totale de 15 ans et plus dans les ménages privés. Les personnes considérées comme éprouvant un stress quotidien intense ou sont celles qui ont répondu « Assez stressantes » ou « Extrêmement stressantes » à la question suivante comportant cinq choix de réponses : « En pensant à la quantité de stress dans votre vie, diriez-vous que la plupart de vos journées sont... » (Éco-Santé Québec, 2008).

Taux de grossesse selon l'âge

Il s'agit du « rapport, pour une période donnée, du nombre annuel moyen de grossesses de femmes d'un groupe d'âge déterminé, à la population féminine totale de ce groupe d'âge au milieu de la même période » (Éco-Santé Québec, 2008).

Taux de grossesse à l'adolescence

Il s'agit du « rapport, pour une période donnée, du nombre moyen de grossesses d'adolescentes de moins de 18 ans ou de 18 et de 19 ans, à la population d'adolescentes de 14 à 17 ans ou de 18 et de 19 ans au milieu de la même période » (Éco-Santé Québec, 2008).

Indice synthétique de grossesse

L'indice synthétique de grossesse fait référence au « nombre moyen de grossesses qu'aurait une cohorte de femmes dans l'hypothèse où celles-ci seraient soumises tout au long de leur période de procréation aux taux de grossesse observés durant une période donnée. Le nombre de grossesses regroupe l'ensemble des événements suivants ayant fait l'objet d'une déclaration : les naissances vivantes, les mortinaissances survenues après au moins 20 semaines de gestation, les interruptions de grossesses pratiquées en clinique ou à l'hôpital et les avortements spontanés » (Éco-Santé Québec, 2008).

Avortement ou interruption volontaire de grossesse

Les interruptions volontaires de grossesse (IVG) regroupent les avortements provoqués pratiqués en clinique ou à l'hôpital. L'âge est établi au moment de l'IVG et non à celui de la conception (Madeleine ROCHON, 2005).

La principale source de données pour les IVG est le fichier des services rémunérés à l'acte de la RAMQ. Les IVG pratiquées dans les établissements où les médecins ne sont pas rémunérés à l'acte (plusieurs CLSC et quelques hôpitaux), qui ne sont pas comprises dans les données de la RAMQ, sont comptabilisées annuellement par le MSSS depuis 1992. Les seules données de la RAMQ sous-estiment le nombre d'IVG (Madeleine ROCHON, 2005).

Taux d'interruption volontaire de grossesse selon l'âge

Rapport, pour une période donnée, du nombre annuel moyen d'IVG de femmes d'un groupe d'âge déterminé, en regard de la population féminine de ce groupe d'âge au milieu de la même période (Éco-Santé Québec, 2008).

Nombre d'interruptions volontaires de grossesse pour 100 naissances vivantes

Rapport, pour une période donnée, du nombre annuel moyen d'IVG, en regard du nombre annuel moyen de naissances vivantes durant la même période (Éco-Santé Québec, 2008).

Nombre d'interruptions volontaires de grossesse pour 100 grossesses

Rapport, pour une période donnée, du nombre annuel moyen d'IVG, en regard du nombre annuel moyen de grossesses durant la même période (Éco-Santé Québec, 2008).

Taux de mortalité par suicide

Rapport, pour une période donnée, du nombre annuel moyen de décès par suicide, en regard de la population totale au milieu de la même période (Éco-Santé Québec, 2008).

Victime de violence

Les données sur les victimes de violence sont recueillies par les corps de police et enregistrées dans une banque de données nommée Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2), gérée par le Centre canadien de la statistique juridique, un organisme de Statistique Canada. Les statistiques pour le Québec sont produites par le ministère de la Sécurité publique. Une infraction est comptabilisée pour chaque victime d'une telle infraction lors d'un événement criminel. Si une personne est victime lors de deux événements différents dans la même année civile, deux infractions sont comptabilisées. Par ailleurs, les infractions enregistrées en 2006 sont celles qui ont été signalées au cours de l'année, qu'elles aient été commises ou non en 2006. L'âge de la victime dans les statistiques est celui qu'elle avait à la date de l'infraction. L'information est consignée de manière à établir la relation du point de vue de la victime. Les différentes natures d'une relation sont regroupées dans ce rapport sous quatre grandes catégories : famille, connaissance, étranger et inconnu (MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, *Statistiques 2006 sur la criminalité commise dans un contexte conjugal au Québec*, Québec, Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité, le Ministère, 2007, p.11-14).

Taux de victimisation

Taux qui mesure le nombre de victimes dans la population. Il s'obtient par le rapport entre le nombre de victimes dans un groupe donné et la population de ce groupe (par exemple, selon le sexe, l'âge ou le territoire), calculé par tranche de 100 000 habitants (Ministère de la Sécurité publique).

Violence conjugale

Les données sur la violence conjugale portent sur les infractions commises par un conjoint, un ancien conjoint, un ami ou un ancien ami intime. Les crimes contre la personne considérés par ces statistiques sont les homicides, les tentatives de meurtre, les agressions sexuelles, les voies de fait, les enlèvements et les séquestrations, le harcèlement criminel et les menaces. Ces statistiques proviennent des renseignements sur les affaires criminelles jugées fondées à la suite d'enquêtes policières (Ministère de la Sécurité publique).

ANNEXE

TABLEAUX

Tableau 1

Population totale selon le sexe,
ensemble du Québec et régions administratives, 2006

	FEMMES		HOMMES		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
LE QUÉBEC	3 858 435	51,1	3 687 695	48,9	7 546 135	100,0
BAS-SAINT-LAURENT	102 135	50,9	98 520	49,1	200 655	2,7
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	137 805	50,6	134 810	49,5	272 610	3,6
CAPITALE-NATIONALE	341 740	51,7	319 315	48,3	661 060	8,8
MAURICIE	133 350	51,5	125 575	48,5	258 925	3,4
ESTRIE	152 355	51,0	146 425	49,0	298 775	4,0
MONTRÉAL	961 955	51,9	892 485	48,1	1 854 440	24,6
OUTAOUAIS	173 800	51,0	167 295	49,0	341 095	4,5
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	71 940	50,0	71 935	50,0	143 870	1,9
CÔTE-NORD	47 395	49,4	48 520	50,6	95 910	1,3
NORD-DU-QUÉBEC	19 425	48,8	20 390	51,2	39 815	0,5
CRÉ DE LA BAIE-JAMES	7 150	48,1	7 720	51,9	14 870	0,2
ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK	5 315	49,1	5 500	50,9	10 815	0,1
ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE	6 960	49,3	7 170	50,7	14 130	0,2
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	48 185	51,1	46 160	48,9	94 345	1,3
CHAUDIÈRE-APPALACHES	198 055	50,3	195 615	49,7	393 670	5,2
LAVAL	189 495	51,4	179 215	48,6	368 710	4,9
LANAUDIÈRE	216 365	50,4	212 690	49,6	429 055	5,7
LAURENTIDES	258 810	50,6	252 465	49,4	511 275	6,8
MONTÉRÉGIE	692 330	51,0	665 385	49,0	1 357 720	18,0
CRÉ DE LONGUEUIL	200 035	51,9	185 500	48,1	385 535	5,1
CRÉ VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT	191 010	50,6	186 235	49,4	377 245	5,0
CRÉ MONTÉRÉGIE EST	301 285	50,6	293 650	49,4	594 940	7,9
CENTRE-DU-QUÉBEC	113 305	50,5	110 895	49,5	224 200	3,0

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 2

Taux de croissance de la population,
ensemble du Québec et régions administratives, 1991-2006

	1991-1996	1996-2001	2001-2006	1996-2006	1991-2006
	%				
LE QUÉBEC	3,5	1,4	4,3	5,7	9,4
BAS-SAINT-LAURENT	0,5	- 2,6	0,0	- 2,6	- 2,2
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0,2	- 2,9	- 2,0	- 4,9	- 4,7
CAPITALE-NATIONALE	2,9	0,9	3,5	4,3	7,3
MAURICIE	1,0	- 2,3	1,4	- 0,9	0,1
ESTRIE	3,7	2,5	4,6	7,2	11,2
MONTRÉAL	0,0	2,1	2,3	4,4	4,4
OUTAOUAIS	8,4	2,6	8,1	10,9	20,2
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1,3	- 5,1	- 1,5	- 6,5	- 5,3
CÔTE-NORD	0,1	- 5,4	- 1,9	- 7,2	- 7,1
NORD-DU-QUÉBEC	5,7	0,5	3,2	3,7	9,7
CRÉ DE LA BAIE-JAMES	- 9,6	- 11,0	- 8,9	- 18,9	- 26,7
ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK	13,3	10,5	12,3	24,1	40,6
ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE	36,2	11,3	11,9	24,5	69,5
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	- 0,8	- 7,8	- 2,7	- 10,3	- 11,0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	3,4	0,8	2,7	3,5	7,0
LAVAL	5,1	3,8	7,5	11,6	17,3
LANAUDIÈRE	11,8	3,6	10,4	14,4	27,9
LAURENTIDES	13,3	6,9	10,8	18,4	34,2
MONTÉRÉGIE	4,8	1,6	6,4	8,1	13,3
CRÉ DE LONGUEUIL	0,7	- 0,3	3,7	3,4	4,1
CRÉ VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT	8,4	3,6	9,6	13,6	23,1
CRÉ MONTÉRÉGIE EST	5,6	1,8	6,2	8,0	14,1
CENTRE-DU-QUÉBEC	3,6	1,7	2,6	4,3	8,1

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 3

Population selon le sexe,
ensemble du Québec et région de Montréal, 1996-2006

	FEMMES		HOMMES		TOTAL			
	1996	2006	1996	2006	1996		2006	
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	%	Nombre	%
LE QUÉBEC	3 645 425	3 858 435	3 493 370	3 687 695	7 138 795	100,0	7 546 135	100,0
MONTRÉAL	928 555	961 955	847 290	892 485	1 775 845	24,9	1 854 440	24,6

Source : Statistique Canada, Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 4

Population selon l'âge et le sexe, ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

	FEMMES		HOMMES		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
LE QUÉBEC	3 858 435	51,1	3 687 695	48,9	7 546 135	100,0
0 À 14 ANS	613 370	49,0	639 150	51,0	1 252 520	16,6
15 À 19 ANS	232 820	49,0	242 185	51,0	475 005	6,3
20 À 24 ANS	233 730	49,5	238 445	50,5	472 175	6,3
25 À 29 ANS	247 540	50,2	245 330	49,8	492 880	6,5
30 À 34 ANS	234 525	50,2	232 805	49,8	467 325	6,2
35 À 44 ANS	562 505	50,2	558 910	49,8	1 121 435	14,9
45 À 54 ANS	624 205	50,7	607 930	49,3	1 232 120	16,3
55 À 64 ANS	485 835	51,0	466 600	49,0	952 425	12,6
65 À 69 ANS	165 395	52,4	150 165	47,6	315 555	4,2
70 À 74 ANS	146 205	54,5	121 940	45,5	268 150	3,6
75 À 84 ANS	226 740	60,1	150 550	39,9	377 315	5,0
85 ANS ET PLUS	85 595	71,8	33 695	28,2	119 285	1,6
MONTREAL	961 955	51,9	892 485	48,1	1 854 440	100,0
0 À 14 ANS	140 195	49,0	146 025	51,0	286 200	15,4
15 À 19 ANS	49 840	49,2	51 370	50,8	101 210	5,5
20 À 24 ANS	69 300	51,5	65 165	48,5	134 460	7,3
25 À 29 ANS	78 205	51,0	75 050	49,0	153 240	8,3
30 À 34 ANS	68 210	49,8	68 890	50,2	137 100	7,4
35 À 44 ANS	136 870	48,8	143 700	51,2	280 545	15,1
45 À 54 ANS	138 030	51,2	131 795	48,8	269 840	14,6
55 À 64 ANS	108 570	52,9	96 705	47,1	205 270	11,1
65 À 69 ANS	40 785	55,2	33 075	44,8	73 850	4,0
70 À 74 ANS	38 945	56,6	29 870	43,4	68 810	3,7
75 À 84 ANS	66 490	62,1	40 635	37,9	107 120	5,8
85 ANS ET PLUS	26 540	72,2	10 235	27,8	36 780	2,0

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 5

Population immigrée selon le sexe,
ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

	FEMMES	HOMMES	IMMIGRANTS TOTAL	POPULATION TOTALE	% FEMMES	% POPULATION IMMIGRÉE
LE QUÉBEC	433 635	417 925	851 555	7 435 900	50,9	11,5
MONTRÉAL	288 025	272 365	560 390	1 823 905	51,4	30,7

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 6

Répartition de la population immigrante selon le continent d'origine, ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

LE QUÉBEC	FEMMES	TAUX DE FÉMINITÉ	HOMMES	TOTAL	TOTAL
	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
POPULATION TOTALE	3 789 925	51,0	3 645 975	7 435 900	100,0
NON-IMMIGRANTS	3 332 790	51,0	3 202 645	6 535 430	87,9
IMMIGRANTS	433 635	50,9	417 925	851 555	11,5
AMÉRIQUE	101 530	54,8	83 885	185 425	21,8
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	14 835	55,8	11 740	26 575	3,1
AMÉRIQUE CENTRALE	60 885	55,3	49 230	110 125	12,9
AMÉRIQUE DU SUD	25 810	53,0	22 915	48 725	5,7
EUROPE	153 425	50,1	153 090	306 515	36,0
AFRIQUE	56 750	45,8	67 245	123 990	14,6
MOYEN-ORIENT	38 470	47,5	42 570	81 035	9,5
ASIE	82 095	54,0	69 870	151 960	17,8
CHINE	25 885	58,1	18 680	44 565	5,2
AUTRES PAYS D'ASIE	56 210	52,3	51 190	107 395	12,6
OCÉANIE ET AUTRES	1 365	52,0	1 260	2 625	0,3

MONTREAL	FEMMES	TAUX DE FÉMINITÉ	HOMMES	TOTAL	TOTAL
	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
POPULATION TOTALE	943 710	51,7	880 195	1 823 905	100,0
NON-IMMIGRANTS	637 615	52,0	588 355	1 225 970	67,2
IMMIGRANTS	288 025	51,4	272 365	560 390	30,7
AMÉRIQUE	65 355	55,0	53 395	118 755	21,2
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	6 355	54,0	5 410	11 765	2,1
AMÉRIQUE CENTRALE	44 235	56,0	34 770	79 005	14,1
AMÉRIQUE DU SUD	14 765	52,8	13 215	27 985	5,0
EUROPE	96 160	51,8	89 545	185 705	33,1
AFRIQUE	39 730	46,1	46 510	86 240	15,4
MOYEN-ORIENT	25 690	47,5	28 420	54 115	9,7
ASIE	60 310	52,8	53 835	114 155	20,4
CHINE	16 765	54,3	14 120	30 885	5,5
AUTRES PAYS D'ASIE	43 545	52,3	39 715	83 270	14,9
OCÉANIE ET AUTRES	775	54,4	650	1 425	0,3

Source : Statistique Canada. Recensement 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 7

Type de familles selon la présence et l'âge des enfants,
ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

	TYPE DE FAMILLES AVEC ENFANTS									
	TOTAL FAMILLES		COUPLES		FAMILLES MONOPARENTALES		SEXE DU CHEF DE FAMILLE MONOPARENTALE			
							FEMMES		HOMMES	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
LE QUÉBEC										
FAMILLES AVEC ENFANTS À LA MAISON	1 267 720	59,8	914 890	72,2	352 830	27,8	274 890	77,9	77 940	22,1
ENFANTS DE 24 ANS ET MOINS	1 106 050	52,1	830 270	75,1	275 780	24,9	211 865	76,8	63 915	23,2
ENFANTS DE 17 ANS ET MOINS	892 920	42,1	681 235	76,3	211 685	23,7	166 025	78,4	45 655	21,6
ENFANTS DE 6 ANS ET MOINS	335 800	15,8	283 515	84,4	52 285	15,6	44 370	84,9	7 920	15,1
COUPLES SANS ENFANT À LA MAISON	853 895	40,2	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	2 121 610	100,0	—	—	—	—	—	—	—	—
MONTRÉAL										
FAMILLES AVEC ENFANTS À LA MAISON	298 100	62,7	199 860	67,0	98 235	33,0	81 430	82,9	16 805	17,1
ENFANTS DE 24 ANS ET MOINS	251 690	52,9	177 540	70,5	74 150	29,5	61 130	82,4	13 015	17,6
ENFANTS DE 17 ANS ET MOINS	202 525	42,6	147 280	72,7	55 250	27,3	46 435	84,0	8 815	16,0
ENFANTS DE 6 ANS ET MOINS	84 880	17,9	69 115	81,4	15 755	18,6	13 860	88,0	1 910	12,1
COUPLES SANS ENFANT À LA MAISON	177 285	37,3	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	475 385	100,0	—	—	—	—	—	—	—	—

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 8

Personnes seules de 15 ans et plus selon l'âge et le sexe, ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

	FEMMES						HOMMES						TOTAL				
	VIVANT SEULES		VIVANT AVEC DES PERSONNES NON APPARENTÉES SEULEMENT		VIVANT AVEC DES PERSONNES APPARENTÉES		TOTAL		VIVANT SEULS		VIVANT AVEC DES PERSONNES NON APPARENTÉES SEULEMENT			VIVANT AVEC DES PERSONNES APPARENTÉES		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre		%	Nombre	%	Nombre
LE QUÉBEC	538 605	17,1	82 565	2,6	32 560	1,0	3 154 965	441 735	14,8	99 875	3,3	31 295	1,0	2 990 695	6 145 665		
15 À 17 ANS	310	0,2	450	0,3	365	0,3	144 085	500	0,3	595	0,4	345	0,2	153 145	297 225		
18 À 24 ANS	20 750	6,5	21 245	6,7	5 130	1,6	319 265	22 575	6,9	21 775	6,7	6 140	1,9	326 125	645 385		
25 À 29 ANS	29 365	11,9	14 680	5,9	3 050	1,2	247 205	38 580	15,9	22 160	9,1	4 835	2,0	242 285	489 485		
30 À 34 ANS	22 545	9,7	5 715	2,5	1 455	0,6	232 675	36 650	15,9	10 555	4,6	2 525	1,1	230 995	463 670		
35 À 44 ANS	48 365	8,6	8 695	1,6	2 355	0,4	560 410	86 145	15,6	14 165	2,6	4 215	0,8	552 025	1 112 435		
45 À 54 ANS	82 190	13,3	12 560	2,0	4 250	0,7	619 930	98 510	16,4	13 105	2,2	4 860	0,8	600 875	1 220 800		
55 À 64 ANS	110 640	23,0	10 085	2,1	5 715	1,2	480 780	77 770	17,0	9 280	2,0	4 050	0,9	458 275	939 055		
65 À 74 ANS	97 985	32,5	5 635	1,9	4 650	1,5	301 755	45 795	17,3	5 320	2,0	2 625	1,0	264 590	566 345		
75 À 84 ANS	96 255	48,7	2 770	1,4	4 235	2,1	197 675	28 505	20,6	2 535	1,8	1 445	1,0	138 550	336 235		
85 ANS ET PLUS	30 200	59,0	730	1,4	1 345	2,6	51 170	6 705	28,1	385	1,6	250	1,0	23 830	75 000		
MONTRÉAL	177 095	22,1	33 825	4,2	12 945	1,6	799 775	140 250	19,2	44 195	6,1	11 950	1,6	730 225	1 529 995		
15 À 17 ANS	120	0,4	150	0,5	175	0,6	29 185	125	0,4	180	0,6	165	0,5	30 650	59 835		
18 À 24 ANS	8 715	9,7	10 295	11,5	2 860	3,2	89 525	7 680	9,1	9 865	11,7	3 140	3,7	84 535	174 055		
25 À 29 ANS	12 955	16,6	7 940	10,2	1 705	2,2	78 010	14 765	19,9	11 550	15,6	2 370	3,2	74 055	152 070		
30 À 34 ANS	10 635	15,7	3 090	4,6	930	1,4	67 610	15 125	22,1	6 000	8,8	1 265	1,8	68 515	136 125		
35 À 44 ANS	18 285	13,5	3 250	2,4	1 110	0,8	135 345	29 955	21,1	6 675	4,7	1 575	1,1	142 085	277 435		
45 À 54 ANS	24 255	17,6	3 440	2,5	1 355	1,0	137 570	28 390	22,1	4 555	3,5	1 355	1,1	128 750	266 325		
55 À 64 ANS	30 900	28,9	2 830	2,6	1 505	1,4	106 900	21 195	22,4	2 905	3,1	1 035	1,1	94 690	201 590		
65 À 74 ANS	28 910	37,2	1 610	2,1	1 285	1,7	77 760	12 080	19,9	1 490	2,5	615	1,0	60 665	138 425		
75 À 84 ANS	31 240	52,1	920	1,5	1 445	2,4	59 935	8 355	22,0	850	2,2	375	1,0	37 965	97 910		
85 ANS ET PLUS	11 080	61,8	295	1,6	580	3,2	17 935	2 575	31,0	115	1,4	50	0,6	8 300	26 230		

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 9

Population de 15 ans et plus selon le plus haut diplôme obtenu, l'âge et le sexe, ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

	FEMMES											
	AUCUN DIPLOME		DES		DEP		DEC		CERTIFICAT		GRADE UNIVERSITAIRE	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
LE QUÉBEC	797 655	25,1	752 295	23,7	374 115	11,8	554 475	17,5	177 440	5,6	520 675	16,4
15 À 19 ANS	126 905	55,0	78 455	34,0	5 875	2,5	18 175	7,9	830	0,4	335	0,1
20 À 29 ANS	50 295	10,5	93 270	19,4	66 365	13,8	138 030	28,7	22 970	4,8	110 315	22,9
30 À 44 ANS	92 210	11,6	140 015	17,6	131 475	16,6	173 490	21,8	46 425	5,8	210 540	26,5
45 À 54 ANS	110 150	17,7	172 310	27,7	89 955	14,5	110 265	17,8	37 100	6,0	101 300	16,3
55 À 64 ANS	126 990	26,3	134 345	27,8	50 885	10,5	67 365	14,0	37 870	7,8	65 245	13,5
65 ANS ET PLUS	291 105	51,4	133 890	23,6	29 570	5,2	47 145	8,3	32 235	5,7	32 930	5,8
MONTRÉAL	180 735	22,5	175 890	21,9	67 965	8,5	127 970	15,9	52 245	6,5	199 110	24,8
15 À 19 ANS	25 105	50,9	17 985	36,4	890	1,8	4 800	9,7	450	0,9	125	0,3
20 À 29 ANS	12 370	8,4	28 625	19,4	12 555	8,5	36 815	24,9	9 385	6,4	48 015	32,5
30 À 44 ANS	19 695	9,7	32 430	16,0	21 395	10,5	36 620	18,0	15 265	7,5	77 895	38,3
45 À 54 ANS	21 545	15,6	32 560	23,6	14 980	10,9	22 380	16,2	9 995	7,3	36 280	26,3
55 À 64 ANS	26 540	24,7	26 250	24,5	9 760	9,1	13 890	12,9	8 210	7,7	22 625	21,1
65 ANS ET PLUS	75 475	47,6	38 035	24,0	8 380	5,3	13 465	8,5	8 935	5,6	14 165	8,9

	HOMMES											
	AUCUN DIPLOME		DES		DEP		DEC		CERTIFICAT		GRADE UNIVERSITAIRE	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
LE QUÉBEC	750 215	24,9	625 295	20,8	571 855	19,0	437 890	14,6	123 700	4,1	498 880	16,6
15 À 19 ANS	149 515	61,4	72 305	29,7	9 055	3,7	11 735	4,8	515	0,2	400	0,2
20 À 29 ANS	79 205	16,5	109 650	22,8	97 065	20,2	108 375	22,6	16 015	3,3	69 920	14,6
30 À 44 ANS	115 990	14,8	134 780	17,2	176 880	22,5	142 145	18,1	34 460	4,4	181 580	23,1
45 À 54 ANS	116 570	19,3	131 125	21,7	131 635	21,8	87 695	14,5	27 825	4,6	108 470	18,0
55 À 64 ANS	105 145	22,8	100 445	21,8	90 640	19,7	53 935	11,7	25 505	5,5	85 200	18,5
65 ANS ET PLUS	183 785	42,3	76 985	17,7	66 575	15,3	34 000	7,8	19 380	4,5	53 290	12,3
MONTRÉAL	149 420	20,3	152 335	20,7	87 295	11,9	107 285	14,6	39 975	5,4	198 105	27,0
15 À 19 ANS	28 850	56,3	17 195	33,5	1 055	2,1	3 650	7,1	290	0,6	220	0,4
20 À 29 ANS	16 550	11,9	32 725	23,6	14 910	10,8	32 375	23,4	7 405	5,3	34 595	25,0
30 À 44 ANS	23 110	10,9	34 830	16,5	26 095	12,3	34 810	16,5	13 550	6,4	79 165	37,4
45 À 54 ANS	20 395	15,7	27 110	20,9	17 795	13,7	18 730	14,5	7 525	5,8	38 020	29,3
55 À 64 ANS	19 250	20,2	20 450	21,4	13 555	14,2	9 485	9,9	5 840	6,1	26 795	28,1
65 ANS ET PLUS	41 265	38,2	20 030	18,5	13 885	12,8	8 225	7,6	5 365	5,0	19 310	17,9

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 10

Population de 15 ans et plus, selon le statut d'immigrant, le plus haut diplôme obtenu, l'âge et le sexe, ensemble du Québec, 2006

	FEMMES						TOTAL
	AUCUN DIPLOME	DES	DEP	DEC	CERTIFICAT	GRADE UNIVERSITAIRE	
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	
LE QUÉBEC							
POPULATION IMMIGRÉE							
15 À 24 ANS	11 760	11 460	2 045	6 765	1 515	3 255	36 800
25 À 34 ANS	6 750	11 155	6 680	10 980	5 790	28 735	70 100
35 À 44 ANS	9 780	14 500	9 295	13 705	7 755	29 140	84 170
45 À 54 ANS	14 740	15 420	8 405	10 655	5 260	17 110	71 595
55 À 64 ANS	18 225	11 890	6 095	6 870	4 205	12 210	59 490
65 ANS ET PLUS	42 520	15 225	5 100	5 570	3 520	7 625	79 565
TOTAL	103 775	79 645	37 625	54 540	28 055	98 080	401 715
POPULATION TOTALE							
15 À 24 ANS	154 055	134 455	33 415	97 450	11 465	33 400	464 245
25 À 34 ANS	45 945	69 225	74 860	111 645	25 415	153 445	480 540
35 À 44 ANS	69 410	108 060	95 430	120 600	33 350	134 355	561 210
45 À 54 ANS	110 155	172 310	89 955	110 265	37 100	101 305	621 080
55 À 64 ANS	126 990	134 350	50 885	67 365	37 875	65 250	482 710
65 ANS ET PLUS	291 105	133 890	29 565	47 145	32 240	32 925	566 875
TOTAL	797 655	752 295	374 120	554 475	177 440	520 675	3 176 660

	HOMMES						TOTAL
	AUCUN DIPLOME	DES	DEP	DEC	CERTIFICAT	GRADE UNIVERSITAIRE	
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	
LE QUÉBEC							
POPULATION IMMIGRÉE							
15 À 24 ANS	13 060	12 070	1 975	6 120	1 270	2 530	37 025
25 À 34 ANS	6 015	10 520	6 350	9 800	4 865	25 335	62 880
35 À 44 ANS	9 710	13 105	10 110	12 660	6 700	34 985	87 260
45 À 54 ANS	11 390	13 425	9 775	9 760	4 930	21 585	70 865
55 À 64 ANS	12 895	10 185	10 085	6 455	4 185	17 855	61 660
65 ANS ET PLUS	27 515	9 715	10 355	5 490	3 560	12 915	69 550
TOTAL	80 580	69 015	48 645	50 285	25 500	115 205	389 235
POPULATION TOTALE							
15 À 24 ANS	193 805	137 325	51 080	71 230	7 825	19 260	480 520
25 À 34 ANS	67 330	81 910	104 245	93 560	18 715	109 235	475 000
35 À 44 ANS	83 575	97 500	127 675	97 465	24 450	123 410	554 070
45 À 54 ANS	116 575	131 130	131 635	87 690	27 825	108 475	603 330
55 À 64 ANS	105 145	100 445	90 640	53 940	25 505	85 200	460 885
65 ANS ET PLUS	183 785	76 975	66 575	34 000	19 380	53 285	434 020
TOTAL	750 215	625 295	571 855	437 885	123 700	498 875	3 007 830

Tableau 10 (SUITE)

Population de 15 ans et plus, selon le statut d'immigrant, le plus haut diplôme obtenu, l'âge et le sexe, région de Montréal, 2006

	FEMMES						
	AUCUN DIPLOME	DES	DEP	DEC	CERTIFICAT	GRADE UNIVERSITAIRE	TOTAL
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
MONTRÉAL							
POPULATION IMMIGRÉE							
15 À 24 ANS	7 455	7 880	1 375	4 370	1 050	2 440	24 575
25 À 34 ANS	4 835	7 930	4 465	7 475	4 230	20 770	49 705
35 À 44 ANS	6 615	9 540	5 575	8 085	5 035	19 655	54 505
45 À 54 ANS	9 960	9 985	5 230	6 605	3 455	11 415	46 650
55 À 64 ANS	12 785	7 940	3 880	4 170	2 635	8 390	39 805
65 ANS ET PLUS	31 230	10 220	3 140	3 650	2 210	5 380	55 830
TOTAL	72 880	53 485	23 670	34 355	18 620	68 050	271 065
POPULATION TOTALE							
15 À 24 ANS	31 645	35 585	6 235	26 410	4 700	14 380	118 960
25 À 34 ANS	11 055	19 970	13 800	27 525	10 100	63 435	145 890
35 À 44 ANS	14 470	23 490	14 805	24 290	10 305	48 215	135 580
45 À 54 ANS	21 545	32 565	14 980	22 385	9 995	36 280	137 745
55 À 64 ANS	26 540	26 250	9 760	13 890	8 210	22 625	107 275
65 ANS ET PLUS	75 475	38 040	8 380	13 470	8 935	14 170	158 465
TOTAL	180 735	175 890	67 965	127 970	52 245	199 110	803 920

	HOMMES						
	AUCUN DIPLOME	DES	DEP	DEC	CERTIFICAT	GRADE UNIVERSITAIRE	TOTAL
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
MONTRÉAL							
POPULATION IMMIGRÉE							
15 À 24 ANS	8 585	8 125	1 255	4 050	975	1 985	24 975
25 À 34 ANS	4 090	7 385	3 780	6 735	3 705	19 120	44 815
35 À 44 ANS	6 435	8 595	5 570	7 765	4 575	24 255	57 195
45 À 54 ANS	7 640	8 685	5 475	5 700	3 025	13 695	44 225
55 À 64 ANS	8 495	6 510	5 520	3 565	2 390	11 650	38 130
65 ANS ET PLUS	20 000	6 290	5 745	3 065	2 235	8 450	45 780
TOTAL	55 245	45 595	27 335	30 890	16 910	79 155	255 120
POPULATION TOTALE							
15 À 24 ANS	38 375	36 100	7 010	21 320	3 410	9 290	115 500
25 À 34 ANS	13 120	24 635	16 380	26 785	9 060	53 125	143 105
35 À 44 ANS	17 010	24 015	18 670	22 730	8 780	51 565	142 770
45 À 54 ANS	20 400	27 110	17 795	18 730	7 525	38 020	129 580
55 À 64 ANS	19 255	20 450	13 555	9 490	5 840	26 795	95 380
65 ANS ET PLUS	41 260	20 025	13 885	8 230	5 360	19 310	108 080
TOTAL	149 425	152 335	87 295	107 285	39 975	198 105	734 415

Tableau 11

Population de 20 à 44 ans qui a fait des études supérieures selon le niveau et le sexe, ensemble du Québec et régions administratives, 2006

	MAÎTRISE		DOCTORAT		TOTAL - ÉTUDES SUPÉRIEURES	
	FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES
	Nombre		Nombre		Nombre	
LE QUÉBEC	51 075	48 900	6 800	9 220	57 875	58 120
BAS-SAINT-LAURENT	620	400	50	135	670	535
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	875	550	135	150	1 010	6 350
CAPITALE-NATIONALE	5 940	5 280	825	1 070	6 765	6 350
MAURICIE	735	630	120	125	855	755
ESTRIE	1 355	1 515	305	340	1 660	1 855
MONTRÉAL	25 050	25 880	3 520	5 175	28 570	31 055
OUTAOUAIS	2 555	2 560	355	440	2 910	3 000
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	275	235	25	25	300	260
CÔTE-NORD	225	200	30	50	255	250
NORD-DU-QUÉBEC	40	25	10	0	50	25
CRÉ DE LA BAIE-JAMES	10	10	0	0	10	10
ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE	20	15	0	0	20	15
ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK	10	0	10	0	20	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	240	150	10	20	250	170
CHAUDIÈRE-APPALACHES	1 505	1 150	125	130	1 630	1 280
LAVAL	1 925	1 795	175	245	2 100	2 040
LANAUDIÈRE	1 085	830	145	50	1 230	880
LAURENTIDES	1 660	1 315	180	260	1 840	1 575
MONTÉRÉGIE	6 445	5 895	700	950	7 145	6 845
CRÉ DE LONGUEUIL	2 930	3 070	270	430	3 200	3 500
CRÉ MONTÉRÉGIE EST	2 120	1 695	250	320	2 370	2 015
CRÉ VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT	1 395	1 130	180	200	1 575	1 330
CENTRE-DU-QUÉBEC	495	445	60	45	555	490

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 12

Population de 15 à 24 ans sans diplôme et n'ayant pas fréquenté
l'école en 2005-2006, selon l'âge et le sexe,
ensemble du Québec et régions administratives, 2006

	15 - 19 ANS					
	FEMMES			HOMMES		
	AUCUN DIPLÔME ET QUI N'ONT PAS FRÉQUENTÉ L'ÉCOLE		TOTAL	AUCUN DIPLÔME ET QUI N'ONT PAS FRÉQUENTÉ L'ÉCOLE		TOTAL
	Nombre	%	Nombre	Nombre	%	Nombre
LE QUÉBEC	21 460	9,3	230 575	31 890	13,1	243 530
BAS-SAINT-LAURENT	465	7,2	6 420	840	12,8	6 585
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	630	7,2	8 765	905	9,4	9 675
CAPITALE-NATIONALE	1 270	7,0	18 170	2 295	11,7	19 585
MAURICIE	795	10,7	7 455	1 190	14,8	8 035
ESTRIE	950	9,9	9 600	1 510	15,3	9 870
MONTRÉAL	3 700	7,5	49 365	5 105	10,0	51 255
OUTAOUAIS	1 310	11,6	11 315	1 865	15,5	12 035
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	530	10,7	4 935	810	15,5	5 215
CÔTE-NORD	555	17,0	3 265	455	14,4	3 160
NORD-DU-QUÉBEC	545	32,8	1 660	555	30,6	1 815
CRÉ DE LA BAIE-JAMES	80	15,7	510	45	8,1	555
ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK	255	48,1	530	280	46,7	600
ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE	210	33,9	620	230	34,8	660
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	375	12,1	3 110	435	15,6	2 785
CHAUDIÈRE-APPALACHES	1 140	8,9	12 880	1 775	13,9	12 780
LAVAL	975	8,4	11 640	1 250	10,1	12 395
LANAUDIÈRE	1 560	10,6	14 755	2 515	15,8	15 870
LAURENTIDES	1 710	10,4	16 365	2 970	16,5	17 990
MONTÉRÉGIE	4 220	9,6	43 910	6 070	13,0	46 760
CRÉ DE LONGUEUIL	1 140	9,0	12 625	1 300	10,2	12 735
CRÉ MONTÉRÉGIE EST	1 860	9,8	18 950	3 050	14,7	20 760
CRÉ VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT	1 220	9,9	12 335	1 720	13,0	13 265
CENTRE-DU-QUÉBEC	700	10,0	6 975	1 335	17,3	7 705

Tableau 12 (SUITE)

	20 - 24 ANS					
	FEMMES			HOMMES		
	AUCUN DIPLÔME ET QUI N'ONT PAS FRÉQUENTÉ L'ÉCOLE		TOTAL	AUCUN DIPLÔME ET QUI N'ONT PAS FRÉQUENTÉ L'ÉCOLE		TOTAL
	Nombre	%	Nombre	Nombre	%	Nombre
LE QUÉBEC	19 320	8,3	233 665	34 150	14,4	236 995
BAS-SAINT-LAURENT	435	8,1	5 385	895	14,8	6 035
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	685	8,4	8 200	840	9,7	8 620
CAPITALE-NATIONALE	1 095	4,9	22 305	1 870	8,6	21 870
MAURICIE	785	10,5	7 510	1 265	15,8	8 020
ESTRIE	920	9,5	9 690	1 585	15,7	10 070
MONTRÉAL	4 275	6,1	69 600	6 865	10,7	64 250
OUTAOUAIS	1 225	12,1	10 085	2 125	19,6	10 825
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	425	10,9	3 895	825	18,2	4 535
CÔTE-NORD	530	19,4	2 725	625	23,0	2 720
NORD-DU-QUÉBEC	585	39,3	1 490	710	48,1	1 475
CRÉ DE LA BAIE-JAMES	50	11,2	445	100	22,0	455
ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK	265	57,6	460	275	60,4	455
ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE	270	46,2	585	335	59,3	565
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	245	12,3	1 990	425	17,8	2 390
CHAUDIÈRE-APPALACHES	790	7,0	11 330	1 875	15,0	12 510
LAVAL	700	6,5	10 805	1 420	12,8	11 085
LANAUDIÈRE	1 090	9,9	11 035	2 455	20,2	12 130
LAURENTIDES	1 415	11,0	12 825	2 900	21,4	13 540
MONTÉRÉGIE	3 525	9,1	38 630	6 145	15,4	39 965
CRÉ DE LONGUEUIL	1 100	8,6	12 770	1 515	12,4	12 260
CRÉ MONTÉRÉGIE EST	1 510	9,2	16 495	2 920	16,8	17 390
CRÉ VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT	915	9,8	9 365	1 710	16,6	10 315
CENTRE-DU-QUÉBEC	605	9,8	6 160	1 320	19,0	6 945

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 13

Taux d'activité, taux d'emploi et taux de chômage selon le sexe, le diplôme obtenu et l'âge, ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

		LE QUÉBEC					
		FEMMES			HOMMES		
DIPLOME OBTENU	GROUPE D'ÂGE	TAUX D'ACTIVITÉ	TAUX D'EMPLOI	TAUX DE CHÔMAGE	TAUX D'ACTIVITÉ	TAUX D'EMPLOI	TAUX DE CHÔMAGE
TOTAL	TOTAL - GROUPE D'ÂGE	59,5	55,7	6,5	70,6	65,4	7,4
	15 À 19 ANS	48,2	41,5	13,9	46,4	38,9	16,1
	20 À 24 ANS	78,5	71,4	9,0	80,7	71,5	11,4
	25 À 34 ANS	81,8	76,7	6,3	90,7	84,0	7,3
	35 À 44 ANS	83,3	78,5	5,7	91,7	86,0	6,3
	45 À 54 ANS	79,7	75,8	5,0	89,4	84,3	5,7
	55 À 64 ANS	44,4	41,8	5,9	62,4	58,1	6,8
	65 À 74 ANS	7,0	6,5	7,7	16,6	15,7	5,4
	75 ANS ET PLUS	1,9	1,6	16,1	5,7	5,3	7,0
AUCUN DIPLOME	TOTAL - GROUPE D'ÂGE	29,2	25,4	13,1	49,4	43,3	12,3
	15 À 19 ANS	33,2	26,3	21,0	35,6	28,1	20,9
	20 À 24 ANS	56,2	46,3	17,6	75,3	62,8	16,7
	25 À 34 ANS	53,2	45,5	14,4	80,5	70,0	13,0
	35 À 44 ANS	61,3	54,1	11,7	80,0	71,6	10,5
	45 À 54 ANS	58,6	53,0	9,6	78,8	71,8	8,9
	55 À 64 ANS	29,9	27,2	8,9	54,3	48,9	10,0
	65 À 74 ANS	3,5	3,1	12,0	11,2	10,5	6,7
	75 ANS ET PLUS	1,0	0,7	28,6	3,2	2,9	10,3
DIPLOME D'ÉTUDES SECONDAIRES	TOTAL - GROUPE D'ÂGE	57,6	53,6	6,9	71,5	66,1	7,6
	15 À 19 ANS	64,7	58,2	10,0	61,0	53,9	11,7
	20 À 24 ANS	76,4	69,2	9,4	80,1	71,3	11,0
	25 À 34 ANS	73,4	67,0	8,7	89,5	82,2	8,2
	35 À 44 ANS	79,7	74,6	6,4	91,1	85,2	6,5
	45 À 54 ANS	78,9	75,1	4,8	89,3	84,3	5,5
	55 À 64 ANS	44,9	42,1	6,4	61,7	57,6	6,7
	65 À 74 ANS	7,4	6,9	7,6	16,6	15,7	5,8
	75 ANS ET PLUS	1,9	1,5	20,1	5,4	4,9	8,8
DIPLOME D'ÉTUDES PROFESSIONNELLES	TOTAL - GROUPE D'ÂGE	73,8	69,1	6,4	78,8	73,0	7,3
	15 À 19 ANS	75,7	68,5	9,6	80,2	71,9	10,3
	20 À 24 ANS	86,3	80,0	7,4	91,5	83,1	9,2
	25 À 34 ANS	83,6	78,1	6,6	94,0	86,9	7,5
	35 À 44 ANS	85,5	80,1	6,3	93,8	87,6	6,6
	45 À 54 ANS	82,4	77,6	5,7	91,2	85,1	6,8
	55 À 64 ANS	53,3	49,9	6,4	64,7	59,5	7,9
	65 À 74 ANS	10,5	9,7	7,4	16,3	15,1	6,8
	75 ANS ET PLUS	3,8	3,6	4,6	5,4	5,1	6,4
DIPLOME D'ÉTUDES COLLÉGIALES	TOTAL - GROUPE D'ÂGE	75,6	72,0	4,8	81,9	77,4	5,5
	15 À 19 ANS	72,1	66,3	8,0	66,3	57,2	13,6
	20 À 24 ANS	83,4	77,4	7,2	80,9	72,8	10,1
	25 À 34 ANS	88,4	84,5	4,4	94,7	89,9	5,0
	35 À 44 ANS	88,9	85,4	3,9	95,2	91,4	4,1
	45 À 54 ANS	87,1	83,8	3,8	92,9	89,2	4,0
	55 À 64 ANS	50,7	48,2	4,8	64,4	60,8	5,6
	65 À 74 ANS	10,8	10,2	6,3	18,7	17,6	6,2
	75 ANS ET PLUS	3,5	3,2	8,2	8,5	8,2	3,2
CERTIFICAT UNIVERSITAIRE	TOTAL - GROUPE D'ÂGE	64,1	61,0	4,8	73,9	69,6	5,9
	15 À 19 ANS	56,6	53,0	5,3	63,1	54,4	13,8
	20 À 24 ANS	80,3	72,8	9,3	74,7	66,3	11,4
	25 À 34 ANS	85,0	79,9	6,0	91,0	84,9	6,7
	35 À 44 ANS	89,5	85,3	4,7	94,3	89,3	5,3
	45 À 54 ANS	88,5	85,5	3,3	93,0	89,0	4,3
	55 À 64 ANS	47,4	45,6	3,9	63,9	59,5	6,8
	65 À 74 ANS	10,4	9,8	6,7	22,0	21,0	4,3
	75 ANS ET PLUS	3,6	3,3	7,3	9,4	9,1	3,1
GRADE UNIVERSITAIRE	TOTAL - GROUPE D'ÂGE	79,8	76,1	4,6	81,3	77,4	4,8
	15 À 19 ANS	67,2	61,2	8,9	58,8	56,2	4,3
	20 À 24 ANS	81,4	73,9	9,2	73,4	65,1	11,3
	25 À 34 ANS	88,0	83,5	5,1	91,2	86,2	5,5
	35 À 44 ANS	89,3	85,3	4,5	94,8	89,8	5,2
	45 À 54 ANS	90,7	87,8	3,2	95,1	91,7	3,5
	55 À 64 ANS	56,7	54,7	3,5	68,8	66,3	3,6
	65 À 74 ANS	16,5	15,8	3,8	29,6	28,8	2,5
	75 ANS ET PLUS	8,2	7,8	4,9	14,5	13,8	5,2

Tableau 13 (SUITE)

		MONTREAL					
		FEMMES			HOMMES		
DIPLÔME OBTENU	GROUPES D'ÂGE	TAUX D'ACTIVITÉ	TAUX D'EMPLOI	TAUX DE CHÔMAGE	TAUX D'ACTIVITÉ	TAUX D'EMPLOI	TAUX DE CHÔMAGE
TOTAL	TOTAL - GROUPES D'ÂGE	58	53,1	8,5	69,8	63,4	9,1
	15 À 19 ANS	41,3	35,1	15	38,6	30,8	20,2
	20 À 24 ANS	74,5	66,7	10,4	75,2	65,9	12,4
	25 À 34 ANS	78,6	71,6	9	87,5	79,5	9,1
	35 À 44 ANS	78,6	71,7	8,8	88,5	80,5	9,1
	45 À 54 ANS	79	73,8	6,6	87	80,5	7,5
	55 À 64 ANS	51,3	48,1	6,2	67,1	62,4	7
	65 À 74 ANS	9,2	8,6	6,7	20,3	19,5	4,2
	75 ANS ET PLUS	2,4	2	13,3	7,4	7	5,8
AUCUN DIPLÔME	TOTAL - GROUPES D'ÂGE	24,8	20,7	16,2	43,5	36,9	15,1
	15 À 19 ANS	25,5	19,8	22,3	27,1	19,7	27,3
	20 À 24 ANS	53,3	41,7	21,8	70,5	57,4	18,5
	25 À 34 ANS	47,6	38,9	18,1	74,3	61,5	17,2
	35 À 44 ANS	54,8	45,5	17	73,7	63,5	13,8
	45 À 54 ANS	54,9	47,5	13,5	72,2	63,5	12
	55 À 64 ANS	30,8	27,5	10,9	54,1	48,8	9,8
	65 À 74 ANS	3,6	3,2	13	11,1	10,3	6,4
	75 ANS ET PLUS	1	0,7	27,2	3,3	3	11,5
DIPLÔME D'ÉTUDES SECONDAIRES	TOTAL - GROUPES D'ÂGE	53,3	48,3	9,3	68	61,4	9,7
	15 À 19 ANS	55,4	48,6	12,2	50,6	43,1	14,9
	20 À 24 ANS	70,8	62,4	11,9	74,5	65,2	12,5
	25 À 34 ANS	68,3	59,7	12,6	86,7	77,4	10,8
	35 À 44 ANS	72,5	65,6	9,6	86,8	78,8	9,2
	45 À 54 ANS	77,6	72,5	6,5	84,5	77,9	7,9
	55 À 64 ANS	50,4	47,2	6,5	63,2	59	6,7
	65 À 74 ANS	8,8	8,2	6	19,1	18,1	4,8
	75 ANS ET PLUS	2,2	1,8	17,9	7,1	6,8	3,3
DIPLÔME D'ÉTUDES PROFESSIONNELLES	TOTAL - GROUPES D'ÂGE	69,1	63	8,8	73,8	67,4	8,7
	15 À 19 ANS	68	57,3	14,9	69,5	61	11,6
	20 À 24 ANS	83,8	77,3	7,8	88,5	81	8,5
	25 À 34 ANS	81,3	73,6	9,5	90,4	81,3	10,1
	35 À 44 ANS	81,2	73,3	9,7	91,2	83,7	8,3
	45 À 54 ANS	80,5	74,2	7,8	88,6	81,5	8
	55 À 64 ANS	59,5	54,9	7,7	67,1	61,2	8,9
	65 À 74 ANS	13,3	12,2	7,6	17,2	16,5	3,8
	75 ANS ET PLUS	4	3,7	6,5	4,8	4,3	7,7
DIPLÔME D'ÉTUDES COLLÉGIALES	TOTAL - GROUPES D'ÂGE	72,3	67,5	6,6	80,4	74,2	7,7
	15 À 19 ANS	65,5	58,8	10	61,8	49,3	20,2
	20 À 24 ANS	80,3	74	7,9	77,3	69,5	10,1
	25 À 34 ANS	85	79,2	6,9	91,8	85,6	6,7
	35 À 44 ANS	82,7	77,4	6,3	91,9	85,1	7,5
	45 À 54 ANS	85,3	80,5	5,6	90,6	84,5	6,7
	55 À 64 ANS	58,4	55,3	5,4	68,8	64,8	5,9
	65 À 74 ANS	14,6	13,9	5,1	22,1	20,5	7,1
	75 ANS ET PLUS	3,8	3,5	8,7	9,7	9,3	3
CERTIFICAT UNIVERSITAIRE	TOTAL - GROUPES D'ÂGE	65,5	60,9	7,1	76,3	69,4	9,1
	15 À 19 ANS	47,8	44,4	4,7	63,8	55,2	13,5
	20 À 24 ANS	72,7	66,1	9,1	70	59,6	14,9
	25 À 34 ANS	80,3	73,1	8,9	87,8	79,7	9,2
	35 À 44 ANS	83,3	76,4	8,4	89,9	80,7	10,2
	45 À 54 ANS	84,6	80,2	5,2	90,4	83,9	7,2
	55 À 64 ANS	58,3	56,2	3,7	74,1	68	8,4
	65 À 74 ANS	14,6	13,7	6,1	28,1	27,6	1,7
	75 ANS ET PLUS	6,1	5,6	8,3	12,1	11,6	3,7
GRADE UNIVERSITAIRE	TOTAL - GROUPES D'ÂGE	77,5	72,1	7	82	76,1	7,2
	15 À 19 ANS	48	48	0	46,5	41,9	10
	20 À 24 ANS	77	68,7	10,7	70,2	61,1	13
	25 À 34 ANS	83,6	77	7,9	87,9	81,2	7,6
	35 À 44 ANS	84,8	78,2	7,8	91,5	83,6	8,6
	45 À 54 ANS	88,6	84,5	4,6	93,6	88,4	5,6
	55 À 64 ANS	65,9	63,2	4,1	77,3	73,2	5,2
	65 À 74 ANS	21,6	20,8	3,7	38,2	37,3	2,6
	75 ANS ET PLUS	8,2	7,9	4,6	17,6	16,9	4,5

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 14

Taux d'emploi selon le sexe,
ensemble du Québec et régions administratives, 1996-2006

	FEMMES					
	1996	1998	2000	2002	2004	2006
	%					
LE QUÉBEC	47,7	49,4	51,4	53,7	55,3	55,6
BAS-SAINT-LAURENT	43,6	41,3	44,3	44,1	52,7	50,8
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	38,3	40,6	43,4	44,2	47,5	48,6
CAPITALE-NATIONALE	47,2	48,8	48,2	55,1	54,9	56,4
MAURICIE	40,2	41,6	43,5	45,8	47,6	46,3
ESTRIE	49,3	47,2	51,2	53,7	53,1	54,6
MONTRÉAL	45,5	48,1	50,4	51,7	53,2	54,5
OUTAOUAIS	52,7	53,7	57,5	56,1	59,9	63,0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	47,1	46,0	49,4	49,6	52,0	53,3
CÔTE-NORD ET NORD-DU-QUÉBEC	46,0	47,6	49,1	56,1	55,0	54,1
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	34,1	34,8	38,8	41,6	41,0	40,8
CHAUDIÈRE-APPALACHES	50,9	51,4	51,8	54,8	58,8	60,6
LAVAL	51,8	52,5	54,0	56,4	55,0	57,7
LANAUDIÈRE	48,7	50,2	53,1	57,5	58,6	58,8
LAURENTIDES	51,8	53,9	55,5	55,6	61,0	54,6
MONTÉRÉGIE	52,0	54,4	56,9	59,0	59,1	57,7
CENTRE-DU-QUÉBEC	47,6	49,8	47,1	51,9	52,4	56,8

	HOMMES					
	1996	1998	2000	2002	2004	2006
	%					
LE QUÉBEC	61,7	63,1	64,5	65,7	65,3	65,0
BAS-SAINT-LAURENT	54,5	53,5	52,7	55,1	60,1	59,4
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	59,7	58,7	63,0	59,2	60,5	61,0
CAPITALE-NATIONALE	60,9	62,4	62,7	66,2	66,6	67,4
MAURICIE	56,6	59,3	58,5	59,7	57,7	58,3
ESTRIE	60,4	62,3	66,3	65,7	65,7	64,0
MONTRÉAL	57,5	59,8	60,7	64,2	63,6	64,5
OUTAOUAIS	63,4	61,1	65,9	65,9	65,4	67,6
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	61,7	59,0	62,4	60,7	62,5	62,8
CÔTE-NORD ET NORD-DU-QUÉBEC	62,8	58,8	63,0	63,4	62,9	60,9
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	40,0	42,6	44,1	43,5	42,3	41,9
CHAUDIÈRE-APPALACHES	67,6	66,5	67,1	70,1	69,6	66,6
LAVAL	64,4	68,7	69,0	65,9	67,6	65,5
LANAUDIÈRE	63,3	65,2	65,6	67,2	67,2	66,1
LAURENTIDES	67,4	67,2	70,3	66,6	68,6	65,5
MONTÉRÉGIE	67,3	69,9	70,7	71,6	68,3	67,6
CENTRE-DU-QUÉBEC	62,6	65,1	66,2	66,0	69,1	68,4

Source : Statistique Canada. Enquête sur la population active, compilations spéciales d'Emploi-Québec.

Tableau 15

Taux d'activité, taux d'emploi et taux de chômage de la population de 15 ans et plus selon l'âge et le sexe, ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

	FEMMES			HOMMES		
	TAUX D'ACTIVITÉ	TAUX D'EMPLOI	TAUX DE CHÔMAGE	TAUX D'ACTIVITÉ	TAUX D'EMPLOI	TAUX DE CHÔMAGE
LE QUÉBEC	59,5	55,7	6,5	70,6	65,4	7,4
15 À 19 ANS	48,2	41,5	13,9	46,4	38,9	16,1
20 À 29 ANS	80,3	74,2	7,6	85,3	77,1	9,6
30 À 44 ANS	82,8	77,9	5,8	91,7	85,9	6,4
45 À 54 ANS	79,7	75,8	5,0	89,4	84,3	5,7
55 ANS ET PLUS	22,9	21,5	6,2	38,1	35,6	6,6
MONTRÉAL	58,0	53,1	8,5	69,8	63,4	9,1
15 À 19 ANS	41,3	35,1	15,0	38,6	30,8	20,2
20 À 29 ANS	77,3	70,1	9,2	81,4	72,9	10,4
30 À 44 ANS	78,2	71,0	9,1	88,4	80,3	9,2
45 À 54 ANS	79,0	73,8	6,6	87,0	80,5	7,5
55 ANS ET PLUS	24,1	22,6	6,5	39,3	36,7	6,5

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 16

Taux d'emploi de la population immigrée de 15 ans et plus selon l'âge et le sexe, ensemble du Québec et régions de la Capitale-Nationale, Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière, Montérégie, Outaouais et Estrie, 2006

	FEMMES IMMIGRÉES DE 15 ANS ET PLUS	FEMMES IMMIGRÉES OCCUPÉES	HOMMES IMMIGRÉS DE 15 ANS ET PLUS	HOMMES IMMIGRÉS OCCUPÉS	TAUX D'EMPLOI DES FEMMES IMMIGRÉES	TAUX D'EMPLOI DES HOMMES IMMIGRÉS
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	%	%
LE QUÉBEC	401 715	191 725	389 240	241 550	47,7	62,1
CAPITALE-NATIONALE	10 405	5 600	11 095	7 290	53,8	65,7
ESTRIE	5 785	2 480	5 975	3 440	42,9	57,6
MONTRÉAL	271 060	123 840	255 120	153 060	45,7	60,0
OUTAOUAIS	10 825	6 150	10 695	7 370	56,8	68,9
LAVAL	34 785	18 210	35 125	23 835	52,4	67,9
LANAUDIÈRE	5 450	3 015	6 025	4 055	55,3	67,3
LAURENTIDES	8 455	4 270	9 480	6 180	50,5	65,2
MONTÉRÉGIE	46 295	24 100	46 265	30 645	52,1	66,2
CRÉ DE LONGUEUIL	27 785	14 425	26 610	17 505	51,9	65,8
CRÉ VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT	10 460	5 745	10 830	7 580	54,9	70,0
CRÉ MONTÉRÉGIE EST	8 050	3 930	8 825	5 560	48,8	63,0

Source : Statistique Canada. Recensement 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 17

Population active expérimentée selon le sexe pour certains secteurs d'activité, ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

	MONTRÉAL			LE QUÉBEC			MONTRÉAL		LE QUÉBEC	
	FEMMES	HOMMES	TAUX FÉMINITÉ	FEMMES	HOMMES	TAUX FÉMINITÉ				
	Nombre		%	Nombre		%	Nombre	% relatif	Nombre	% relatif
TOUTES LES INDUSTRIES	450 740	494 570	47,7	1 849 395	2 080 280	47,1	945 310	100,0	3 929 675	100,0
SECTEUR PRIMAIRE	2 810	5 810	32,6	37 045	108 930	25,4	8 620	0,9	145 975	3,7
SECTEUR SECONDAIRE	46 290	102 345	31,1	192 960	586 255	24,8	148 635	15,7	779 215	19,8
23 Construction	3 500	25 715	12,0	23 550	182 115	11,5	29 215	3,1	205 665	5,2
31-33 Fabrication	42 790	76 630	35,8	169 410	404 140	29,5	119 420	12,6	573 550	14,6
311 Fabrication d'aliments	4 225	7 470	36,1	25 700	40 750	38,7	11 695	1,2	66 450	1,7
315 Fabrication de vêtements	12 880	5 890	68,6	27 195	9 665	73,8	18 770	2,0	36 860	0,9
336 Fabrication de matériel de transport	2 290	8 660	20,9	10 195	41 295	19,8	10 950	1,2	51 490	1,3
SECTEUR TERTIAIRE	401 660	386 385	51,0	1 619 375	1 385 070	53,9	788 045	83,4	3 004 445	76,5
41 Commerce de gros	20 035	32 795	37,9	58 170	115 015	33,6	52 830	5,6	173 185	4,4
44-45 Commerce de détail	53 445	49 905	51,7	253 240	218 790	53,6	103 350	10,9	472 030	12,0
48-49 Transport et entreposage	10 530	31 120	25,3	42 745	138 725	23,6	41 650	4,4	181 470	4,6
51 Industrie de l'information et industrie culturelle	18 705	22 790	45,1	44 700	54 785	44,9	41 495	4,4	99 485	2,5
52 Finance et assurances	25 955	18 295	58,7	101 245	52 730	65,8	44 250	4,7	153 975	3,9
53 Services immobiliers et services de location et de location à bail	7 705	11 030	41,1	24 490	32 765	42,8	18 735	2,0	57 255	1,5
54 Services professionnels, scientifiques et techniques	38 300	53 170	41,9	108 495	138 305	44,0	91 470	9,7	246 800	6,3
56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	19 085	27 860	40,7	55 710	86 225	39,3	46 945	5,0	141 935	3,6
61 Services d'enseignement	47 190	28 135	62,6	179 175	91 725	66,1	75 325	8,0	270 900	6,9
62 Soins de santé et assistance sociale	78 240	25 950	75,1	350 950	90 755	79,5	104 190	11,0	441 705	11,2
71 Arts, spectacles et loisirs	11 080	12 805	46,4	35 440	40 310	46,8	23 885	2,5	75 750	1,9
72 Hébergement et services de restauration	28 130	33 480	45,7	142 935	103 780	57,9	61 610	6,5	246 715	6,3
81 Autres services, sauf les administrations publiques	24 545	20 140	54,9	102 680	92 360	52,6	44 685	4,7	195 040	5,0
91 Administrations publiques	17 920	18 130	49,7	117 415	126 925	48,1	36 050	3,8	244 340	6,2

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Population active expérimentée selon le SCIAN 2002, données-échantillon (20%).

Tableau 18

Taux d'emploi et taux d'emploi à temps plein pendant l'année 2005 de la population de 15 ans et plus selon le sexe, ensemble du Québec et régions administratives

	TAUX D'EMPLOI		TAUX D'EMPLOI À TEMPS PLEIN	
	FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES
	%			
LE QUÉBEC	56,4	67,5	41,7	58,9
BAS-SAINT-LAURENT	51,4	62,1	37,6	55,3
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	48,9	64,0	33,1	56,1
CAPITALE-NATIONALE	58,1	68,4	43,3	59,2
MAURICIE	48,5	61,1	33,5	53,5
ESTRIE	55,1	66,9	39,4	57,9
MONTREAL	54,1	65,1	40,3	55,1
OUTAOUAIS	61,1	69,0	47,5	59,8
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	54,3	65,3	38,3	57,8
CÔTE-NORD	55,1	66,2	41,3	60,2
NORD-DU-QUÉBEC	61,3	68,5	48,1	60,5
CRÉ DE LA BAIE-JAMES	60,6	73,9	44,7	68,3
ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK	62,1	62,8	47,6	49,6
ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE	61,8	65,4	52,8	58,0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	47,4	54,7	37,1	49,0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	58,4	71,2	42,9	63,9
LAVAL	59,1	69,8	44,7	60,6
LANAUDIÈRE	58,0	68,9	42,4	61,1
LAURENTIDES	60,0	69,9	44,3	61,8
MONTÉRÉGIE	59,8	70,8	44,7	62,4
CRÉ DE LONGUEUIL	58,4	68,6	43,5	59,4
CRÉ VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT	60,8	71,8	46,2	64,1
CRÉ MONTÉRÉGIE EST	60,2	71,5	44,5	63,3
CENTRE-DU-QUÉBEC	55,0	68,7	39,4	61,2

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 19

Statut du travail de la population ayant travaillé en 2005 selon l'âge et le sexe, ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

STATUT DU TRAVAIL EN 2005					
	SEXE	A TRAVAILLÉ SURTOUT À TEMPS PLEIN EN 2005		A TRAVAILLÉ SURTOUT À TEMPS PARTIEL EN 2005	
		Nombre	%	Nombre	%
LE QUÉBEC	Femmes	1 326 135	74,0	466 215	26,0
	Hommes	1 770 175	87,2	259 840	12,8
15 À 19 ANS	Femmes	14 905	16,1	77 450	83,9
	Hommes	27 325	29,4	65 690	70,6
20 À 24 ANS	Femmes	88 150	51,0	84 740	49,0
	Hommes	121 830	67,7	58 145	32,3
25 À 54 ANS	Femmes	1 064 700	82,1	231 980	17,9
	Hommes	1 343 330	94,0	85 145	6,0
55 À 64 ANS	Femmes	147 015	71,1	59 675	28,9
	Hommes	244 970	88,2	32 835	11,8
MONTRÉAL	Femmes	324 345	74,6	110 235	25,4
	Hommes	404 915	84,6	73 540	15,4
15 À 19 ANS	Femmes	2 870	16,9	14 115	83,1
	Hommes	4 050	26,1	11 480	73,9
20 À 24 ANS	Femmes	23 425	48,7	24 630	51,3
	Hommes	26 875	60,7	17 425	39,3
25 À 54 ANS	Femmes	254 360	82,5	54 060	17,5
	Hommes	310 060	90,6	32 315	9,4
55 À 64 ANS	Femmes	39 705	75,2	13 090	24,8
	Hommes	53 960	88,2	7 245	11,8

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 20

Taux d'emploi et taux d'emploi à temps partiel selon le sexe,
ensemble du Québec et région de Montréal, 1987 à 2007

	MONTRÉAL				LE QUÉBEC			
	TAUX D'EMPLOI		TAUX D'EMPLOI À TEMPS PARTIEL		TAUX D'EMPLOI		TAUX D'EMPLOI À TEMPS PARTIEL	
	FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES
1987	48,6	67,3	10,2	5,2	46,8	68,0	11,7	5,2
1988	48,0	67,3	9,2	5,5	47,4	68,5	11,8	5,5
1989	48,2	66,4	9,1	5,6	48,6	68,0	12,0	5,3
1990	47,3	65,0	9,0	5,6	48,6	67,0	12,1	5,5
1991	46,8	61,4	9,8	6,9	48,1	64,1	12,4	6,3
1992	46,3	59,1	10,6	6,2	47,3	62,3	12,4	6,2
1993	45,8	59,6	10,5	7,1	47,0	61,4	12,5	6,5
1994	46,5	59,4	10,4	6,9	47,5	62,3	12,3	6,3
1995	45,3	58,3	9,2	6,5	48,1	62,4	12,6	6,3
1996	45,5	57,5	10,6	6,8	47,7	61,7	12,9	6,4
1997	46,1	57,5	11,0	6,4	48,4	61,8	13,3	6,3
1998	48,1	59,8	11,1	6,6	49,4	63,1	13,2	6,3
1999	49,4	61,1	10,8	5,8	50,2	63,9	12,8	6,1
2000	50,4	60,7	10,7	7,0	51,4	64,5	12,9	6,5
2001	50,6	62,7	11,7	7,2	51,7	64,4	13,2	6,6
2002	51,7	64,2	12,4	7,4	53,7	65,7	14,3	6,9
2003	53,2	63,1	13,1	8,4	54,9	65,3	14,8	7,3
2004	53,2	63,6	12,9	8,6	55,3	65,3	14,6	7,2
2005	54,2	63,3	12,6	8,1	55,5	65,0	14,3	7,4
2006	54,5	64,5	14,6	8,8	55,6	65,0	14,4	7,5
2007	55,2	64,5	14,1	9,7	57,2	65,0	14,8	7,7

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 21

Population active expérimentée dans les principales professions selon le sexe, ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

	MONTRÉAL					LE QUÉBEC				
	FEMMES	HOMMES	TOTAL	TAUX DE FÉMINITÉ	RANG RÉGION	FEMMES	HOMMES	TOTAL	TAUX DE FÉMINITÉ	RANG QUÉBEC
	Nombre	Nombre	Nombre	%		Nombre	Nombre	Nombre	%	
POPULATION ACTIVE EXPÉRIMENTÉE	45 185	51 890	97 075	46,5		1 849 395	2 080 280	3 929 675	47,1	
PRINCIPALES PROFESSIONS OCCUPÉES PAR LES FEMMES										
Vendeurs/vendeuses et commis-vendeurs/commis-vendeuses - commerce de détail	22 525	19 640	42 175	53,4	1	96 015	73 295	169 315	56,7	2
Secrétaires (sauf domaines juridique et médical)	17 650	605	18 255	96,7	2	99 100	2 015	101 125	98,0	1
Caissiers/caissières	15 005	3 565	18 570	80,8	3	70 425	11 365	81 790	86,1	3
Commis de bureau généraux/commis de bureau générales	13 340	2 945	16 280	81,9	4	55 745	8 170	63 915	87,2	5
Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance	12 550	825	13 375	93,8	5	57 340	2 470	59 815	95,9	4
Infirmiers autorisés/infirmières autorisées	10 420	1 305	11 720	88,9	6	54 945	5 450	60 400	91,0	6
Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire	9 590	1 600	11 195	85,7	7	46 130	6 840	52 970	87,1	7
Aides-infirmiers/aides-infirmières, aides-soignants/aides-soignantes et préposés/préposées aux bénéficiaires	9 350	2 835	12 190	76,7	8	41 245	9 450	50 695	81,4	10
Commis à la comptabilité et personnel assimilé	9 175	2 585	11 755	78,1	9	45 245	8 105	53 345	84,8	8
Commis aux services à la clientèle, commis à l'information et personnel assimilé	8 230	6 070	14 305	57,5	10	24 065	13 850	37 915	63,5	17
Serveurs/serveuses au comptoir, aides de cuisine et personnel assimilé	7 960	8 300	16 265	48,9	11	39 195	25 215	64 415	60,8	11
Préposés/préposées à l'entretien ménager et au nettoyage - travaux légers	7 945	7 215	15 160	52,4	12	37 710	27 320	65 030	58,0	12
Serveurs/serveuses d'aliments et de boissons	7 585	5 080	12 670	59,9	13	41 600	12 830	54 430	76,4	9
Opérateurs/opératrices de machines à coudre industrielles	7 135	1 110	8 250	86,5	14	16 920	1 915	18 840	89,8	23
Réceptionnistes et standardistes	6 990	1 205	8 195	85,3	15	24 935	3 455	28 400	87,8	16
PERSONNES DANS LES 15 PROFESSIONS FÉMININES	165 450	64 885	—	—	—	768 995	282 165	—	—	—
PRINCIPALES PROFESSIONS OCCUPÉES PAR LES HOMMES										
Vendeurs/vendeuses et commis-vendeurs/commis-vendeuses - commerce de détail	22 525	19 640	42 175	53,4	1	96 015	73 295	169 315	56,7	1
Directeurs/directrices - commerce de détail	6 460	9 560	16 020	40,3	2	31 395	42 985	74 385	42,2	3
Manutentionnaires	1 140	8 740	9 880	11,5	3	4 055	33 215	37 265	10,9	7
Cuisiniers/cuisinières	3 265	8 545	11 810	27,6	4	26 245	28 725	54 970	47,7	9
Serveurs/serveuses au comptoir, aides de cuisine et personnel assimilé	7 960	8 300	16 265	48,9	5	39 195	25 215	64 415	60,8	14
Programmeurs/programmeuses et développeurs/développeuses en médias interactifs	1 660	8 290	9 955	16,7	6	4 390	21 220	25 615	17,1	19
Expéditeurs/expéditrices et réceptionnaires	2 235	8 290	10 530	21,2	6	8 065	24 450	32 515	24,8	15
Analystes et consultants/consultantes en informatique	2 495	7 885	10 375	24,0	8	8 650	24 225	32 875	26,3	16
Concierges et concierges d'immeubles	1 575	7 795	9 375	16,8	9	7 470	34 170	41 640	17,9	6
Conducteurs/conductrices de camions	275	7 765	8 040	3,4	10	2 305	63 390	65 695	3,5	2
Préposés/préposées à l'entretien ménager et au nettoyage - travaux légers	7 945	7 215	15 160	52,4	11	37 710	27 320	65 030	58,0	11
Représentants/représentantes des ventes non techniques - commerce de gros	4 150	7 205	11 355	36,5	12	12 850	26 140	38 990	33,0	13
Gardiens/gardiennes de sécurité et personnel assimilé	1 575	7 080	8 650	18,2	13	6 810	20 790	27 590	24,7	20
Directeurs/directrices des ventes, du marketing et de la publicité	4 325	6 575	10 905	39,7	14	9 620	18 565	28 185	34,1	24
Chauffeurs-livreurs/chauffeuses-livreuses - services de livraison et de messagerie	375	6 115	6 495	5,8	15	2 415	30 980	33 400	7,2	8
PERSONNES DANS LES 15 PROFESSIONS MASCULINES	67 960	129 000	—	—	—	283 560	536 605	—	—	—

■ Emplois traditionnellement féminins dans l'ensemble du Québec

■ Emplois traditionnellement masculins dans l'ensemble du Québec

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Population active expérimentée. Compilation d'Emploi-Québec.

Tableau 22

Personnes occupées et personnes syndiquées dans la population des 15 ans et plus selon le sexe, ensemble du Québec et région de Montréal, 1998 à 2006

	Année	FEMMES			HOMMES		
		PERSONNES OCCUPÉES	PERSONNES SYNDIQUÉES	%	PERSONNES OCCUPÉES	PERSONNES SYNDIQUÉES	%
		Nombre (en millier)		%	Nombre (en millier)		%
LE QUÉBEC	1998	1 294,0	484,9	37,5	1 465,8	615,6	42,0
	2000	1 370,3	513,1	37,4	1 534,5	649,6	42,3
	2002	1 479,5	570,7	38,6	1 624,6	690,7	42,5
	2004	1 556,7	596,0	38,3	1 639,7	678,2	41,4
	2006	1 585,4	613,1	38,7	1 677,6	699,1	41,7
MONTRÉAL	1998	335,3	101,1	30,2	343,1	116,4	33,9
	2000	357,7	115,5	32,3	363,4	121,9	33,5
	2002	380,2	128,1	33,7	390,2	138,3	35,4
	2004	383,0	126,9	33,1	403,2	117,0	29,0
	2006	399,2	123,1	30,8	409,8	144,0	35,1

Source : Direction du CETECH et de l'information sur le marché du travail. Emploi-Québec. Enquête sur la population active. Statistique Canada.

Tableau 23

Lésions avec indemnité de remplacement du revenu (IRR) survenues en 2006 et acceptées au 31 décembre 2007 selon le sexe, le secteur d'activité économique et la catégorie de dossier, ensemble du Québec et région de Montréal

CATÉGORIE DE DOSSIER ET SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	MONTRÉAL						LE QUÉBEC					
	FEMMES		HOMMES		TOTAL		FEMMES		HOMMES		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
TOTAL	5 780	100,0	12 381	100,0	18 161	100,0	28 469	100,0	64 572	100,0	93 041	100,0
CATÉGORIE DE DOSSIER												
TOTAL ACCIDENTS	5 708	98,8	12 303	99,4	18 011	99,2	27 664	97,2	63 572	98,5	91 236	98,1
TOTAL MALADIES PROFESSIONNELLES	72	1,2	78	0,6	7	0,0	805	2,8	1 000	1,5	1 805	1,9
SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE												
F01- BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	13	0,2	932	7,5	945	5,2	89	0,3	6 890	10,7	6 979	7,5
F02- INDUSTRIE CHIMIQUE	49	0,8	133	1,1	182	1,0	284	1,0	602	0,9	886	1,0
F03- FORÊT ET SCIERIES F06- INDUSTRIE DU BOIS (SANS SCIERIE) F26- AGRICULTURE F31- CHASSE ET PÊCHE	28	0,5	160	1,3	188	1,0	745	2,6	4 383	6,8	5 128	5,5
F04- MINES, CARRIÈRES ET PUIITS DE PÉTROLE	0	0,0	—	—	—	—	—	—	565	0,9	—	—
F05- FABRICATION DE PRODUITS EN MÉTAL	34	0,6	647	5,2	681	3,7	273	1,0	3 658	5,7	3 931	4,2
F07- INDUSTRIE DU CAOUTCHOUC ET DU PLASTIQUE	76	1,3	384	3,1	460	2,5	600	2,1	1 843	2,9	2 443	2,6
F08- FABRICATION D'ÉQUIPEMENT DE TRANSPORT	26	0,4	281	2,3	307	1,7	265	0,9	1 957	3,0	2 222	2,4
F09- PREMIÈRE TRANSFORMATION DES MÉTAUX	—	—	102	0,8	—	—	43	0,2	1 390	2,2	1 433	1,5
F10- FAB. PRODUITS MINÉRAUX NON MÉTALLIQUES	—	—	106	0,9	—	—	74	0,3	987	1,5	1 061	1,1
F11- ADMINISTRATION PUBLIQUE	255	4,4	605	4,9	860	4,7	1 054	3,7	3 790	5,9	4 844	5,2
F12- INDUSTRIE DES ALIMENTS ET BOISSONS F19- INDUSTRIE DU TABAC	156	2,7	517	4,2	673	3,7	1 246	4,4	3 426	5,3	4 672	5,0
F13- INDUSTRIE DU MEUBLE ET ART. AMEUBLEMENT	24	0,4	215	1,7	239	1,3	271	1,0	902	1,4	1 173	1,3
F14- INDUSTRIE DU PAPIER ET ACT. DIVERSES	24	0,4	129	1,0	153	0,8	145	0,5	986	1,5	1 131	1,2
F15- TRANSPORT ET ENTREPOSAGE	164	2,8	878	7,1	1 042	5,7	580	2,0	4 784	7,4	5 364	5,8
F16- COMMERCE	791	13,7	2 530	20,4	3 321	18,3	4 109	14,4	10 189	15,8	14 298	15,4
F17- INDUSTRIE DU CUIR	—	—	13	0,1	—	—	37	0,1	30	0,0	67	0,1
F18- FAB. DE MACHINES (SAUF ÉLECTRIQUES)	—	—	121	1,0	—	—	58	0,2	1 352	2,1	1 410	1,5
F20- INDUSTRIE TEXTILE	36	0,6	112	0,9	148	0,8	198	0,7	403	0,6	601	0,6
F21- AUTRES SERVICES COMMERCIAUX, PERSONNELS	1 114	19,3	1 843	14,9	2 957	16,3	4 758	16,7	6 197	9,6	10 955	11,8
F22- COMMUNICATIONS, TRANSPORT D'ÉNERGIE	44	0,8	334	2,7	378	2,1	180	0,6	1 545	2,4	1 725	1,9
F23- IMPRIMERIE, ÉDITION ET ACTIVITÉS ANNEXES	64	1,1	141	1,1	205	1,1	245	0,9	493	0,8	738	0,8
F24- FAB. PRODUITS DU PÉTROLE ET DU CHARBON	—	—	—	—	—	—	—	—	20	0,0	—	—
F25- FABRICATION DE PRODUITS ÉLECTRIQUES	55	1,0	182	1,5	237	1,3	329	1,2	733	1,1	1 062	1,1
F27- BONNETERIE ET HABILLEMENT	150	2,6	117	0,9	267	1,5	310	1,1	156	0,2	466	0,5
F28- ENSEIGNEMENT ET SERVICES ANNEXES	379	6,6	265	2,1	644	3,5	1 654	5,8	1 105	1,7	2 759	3,0
F29- FINANCES, ASSURANCES, AFF. IMMOBILIÈRES	130	2,2	154	1,2	284	1,6	523	1,8	439	0,7	962	1,0
F30- SERVICES MÉDICAUX ET SOCIAUX	1 937	33,5	762	6,2	2 699	14,9	9 251	32,5	2 906	4,5	12 157	13,1
F32- INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES DIVERSES	20	0,3	113	0,9	133	0,7	159	0,6	419	0,6	578	0,6
V1- NON CODÉ	191	3,3	597	4,8	788	4,3	981	3,4	2 422	3,8	3 403	3,7

Source : CSST, DCGI - Service de la statistique, le 2008-11-04.

Tableau 24

Travail autonome dans la population active selon le sexe,
ensemble du Québec et région de Montréal, 1996 à 2006

	FEMMES													
	PROPRIÉTAIRES D'ENTREPRISE CONSTITUÉE EN SOCIÉTÉ						PROPRIÉTAIRES D'ENTREPRISE NON CONSTITUÉE EN SOCIÉTÉ						TOTAL	
	1996		2001		2006		1996		2001		2006		2001	2006
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	%	%
LE QUÉBEC	33 510	2,1	36 210	2,1	42 825	2,3	76 485	4,8	89 470	5,2	106 665	5,6	7,3	7,9
MONTRÉAL	7 430	1,8	8 175	1,8	9 475	2,0	18 060	4,4	20 950	4,7	25 555	5,5	6,6	7,5

	HOMMES													
	PROPRIÉTAIRES D'ENTREPRISE CONSTITUÉE EN SOCIÉTÉ						PROPRIÉTAIRES D'ENTREPRISE NON CONSTITUÉE EN SOCIÉTÉ						TOTAL	
	1996		2001		2006		1996		2001		2006		2001	2006
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	%	%
LE QUÉBEC	100 315	5,2	100 585	5,0	118 515	5,6	150 945	7,8	150 155	7,5	162 285	7,6	12,5	13,2
MONTRÉAL	24 960	5,3	24 320	4,9	28 735	5,6	36 530	7,8	38 110	7,7	40 940	8,0	12,6	13,6

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 25

Travailleuses et travailleurs autonomes selon le statut juridique de l'entreprise et la présence de personnel, ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

	TRAVAILLEUSES AUTONOMES									
	ENTREPRISE CONSTITUÉE EN SOCIÉTÉ		ENTREPRISE NON CONSTITUÉE EN SOCIÉTÉ		AVEC PERSONNEL		SANS PERSONNEL		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	
LE QUÉBEC	42 825	28,6	106 665	71,4	41 700	27,9	107 785	72,1	149 490	
MONTRÉAL	9 475	27,0	25 555	73,0	9 780	27,9	25 250	72,1	35 030	

	TRAVAILLEURS AUTONOMES									
	ENTREPRISE CONSTITUÉE EN SOCIÉTÉ		ENTREPRISE NON CONSTITUÉE EN SOCIÉTÉ		AVEC PERSONNEL		SANS PERSONNEL		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	
LE QUÉBEC	118 515	42,2	162 285	57,8	119 960	42,7	160 840	57,3	280 800	
MONTRÉAL	28 735	41,2	40 940	58,8	26 520	38,1	43 150	61,9	69 675	

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 26

Taux d'emploi des personnes de 25 à 54 ans vivant dans les ménages privés selon le sexe, le statut matrimonial, la présence d'enfants et l'âge des enfants, ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

	FEMMES			HOMMES		
	EN COUPLE	PARENTS SEULS	TOTAL	EN COUPLE	PARENTS SEULS	TOTAL
LE QUÉBEC						
AVEC ENFANTS À LA MAISON	76,4	75,1	76,2	90,4	84,3	90,0
MOINS DE 15 ANS	75,3	72,2	74,8	90,4	83,5	90,0
MOINS DE 6 ANS	70,7	61,6	69,6	89,4	80,3	89,1
SANS ENFANT À LA MAISON	79,8	76,6	78,3	88,2	74,5	79,9
TOTAL	77,5	76,0	77,0	89,8	75,5	84,9
MONTRÉAL						
AVEC ENFANTS À LA MAISON	67,2	67,1	67,2	85,1	79,8	84,7
MOINS DE 15 ANS	64,6	63,5	64,4	84,5	79,2	84,3
MOINS DE 6 ANS	58,4	51,1	57,3	82,3	76,7	82,2
SANS ENFANT À LA MAISON	79,7	77,5	78,4	85,6	73,8	77,4
TOTAL	71,1	74,2	72,4	85,2	74,1	80,3

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 27

Nombre de prestataires du Régime québécois d'assurance parentale selon le sexe, l'événement (naissance ou adoption) et le régime, ensemble du Québec et régions administratives, 2008

RÉGION	ÉVÉNEMENTS			RÉGIME DE BASE				RÉGIME PARTICULIER				TOTAL PRESTATAIRES				
	NAISSANCES	ADOPTIONS	TOTAL	CONGÉ NAISSANCE		CONGÉ ADOPTION		CONGÉ NAISSANCE		CONGÉ ADOPTION		FEMMES	HOMMES	TOTAL		
				FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES					
BAS-SAINT-LAURENT	1 712	21	1 733	1 162	887	12	5	2 066	403	408	5	4	820	1 582	1 304	2 886
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	2 528	22	2 550	1 641	1 384	10	4	3 039	580	685	4	5	1 274	2 235	2 078	4 313
CAPITALE-NATIONALE	6 599	76	6 675	4 849	4 063	43	15	8 970	1 347	1 255	20	14	2 636	6 259	5 347	11 606
MAURICIE	2 027	17	2 044	1 363	1 125	9	5	2 502	428	436	5	4	873	1 805	1 570	3 375
ESTRIE	2 889	25	2 914	2 013	1 609	10	2	3 634	609	627	13	9	1 258	2 645	2 247	4 892
MONTRÉAL	16 186	125	16 311	11 339	7 569	89	29	19 026	2 815	3 042	29	15	5 901	14 272	10 655	24 927
OUTAOUAIS	3 560	31	3 591	2 756	1 922	19	11	4 708	570	423	7	6	1 006	3 352	2 362	5 714
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 403	9	1 412	899	727	7	5	1 638	335	366	1	1	703	1 242	1 099	2 341
CÔTE-NORD	848	7	855	545	401	3	1	950	221	183	2	2	408	771	587	1 358
NORD-DU-QUÉBEC	443	30	473	263	110	14	3	390	151	75	12	2	240	440	190	630
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	651	7	658	425	251	3	0	679	194	129	4	3	330	626	383	1 009
CHAUDIÈRE-APPALACHES	4 401	28	4 429	3 205	2 685	21	8	5 919	902	923	3	3	1 831	4 131	3 619	7 750
LAVAL	3 773	28	3 801	2 937	2 027	19	5	4 988	535	505	8	3	1 051	3 499	2 540	6 039
LANAUDIÈRE	4 817	24	4 841	3 609	2 768	9	5	6 391	768	812	6	7	1 593	4 392	3 592	7 984
LAURENTIDES	5 340	34	5 374	3 949	3 093	25	9	7 076	908	869	5	4	1 786	4 887	3 975	8 862
MONTRÉGIE	14 268	106	14 374	10 750	8 493	67	25	19 335	2 294	2 234	20	20	4 568	13 131	10 772	23 903
CENTRE-DU-QUÉBEC	2 363	21	2 384	1 616	1 287	10	5	2 918	526	540	5	2	1 073	2 157	1 834	3 991
LE QUÉBEC	73 808	611	74 419	53 321	40 401	370	137	94 229	13 586	13 512	149	104	27 351	67 426	54 154	121 580

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistiques officielles sur les prestataires du Régime québécois d'assurance parentale, décembre 2008.

Tableau 28

Nombre de prestataires qui ont pris un congé de paternité selon le type de régime et la durée du congé, ensemble du Québec et régions administratives, 2008

RÉGION	DURÉE DU CONGÉ RÉGIME DE BASE					DURÉE DU CONGÉ RÉGIME PARTICULIER			TOTAL	TOTALITÉ DU CONGÉ			
	1 SEMAINE	2 SEMAINES	3 SEMAINES	4 SEMAINES	5 SEMAINES	1 SEMAINE	2 SEMAINES	3 SEMAINES		5 SEMAINES	3 SEMAINES	TOTAL	%
BAS-SAINT-LAURENT	10	33	53	34	759	2	10	392	1293	759	392	1151	89,0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	18	49	80	67	1 181	5	18	647	2 065	1 181	647	1 828	88,5
CAPITALE-NATIONALE	35	145	270	188	3 421	17	55	1 177	5 308	3 421	1 177	4 598	86,6
MAURICIE	6	38	61	55	963	4	10	421	1 558	963	421	1 384	88,8
ESTRIE	17	69	101	86	1 335	9	28	587	2 232	1 335	587	1 922	86,1
MONTREAL	110	367	581	414	6 128	50	103	2 839	10 592	6 128	2 839	8 967	84,7
OUTAOUAIS	18	60	98	100	1 642	4	12	407	2 341	1 642	407	2 049	87,5
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	9	19	49	42	610	5	17	340	1 091	610	340	950	87,1
CÔTE-NORD	3	9	25	15	349	3	8	171	583	349	171	520	89,2
NORD-DU-QUÉBEC	1	4	5	4	98	3	3	67	185	98	67	165	89,2
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4	7	19	15	206	1	4	123	379	206	123	329	86,8
CHAUDIÈRE-APPALACHES	28	100	193	159	2 211	12	36	862	3 601	2 211	862	3 073	85,3
LAVAL	30	115	166	125	1 587	8	24	472	2 527	1 587	472	2 059	81,5
LANAUDIÈRE	35	108	203	161	2 252	12	31	772	3 574	2 252	772	3 024	84,6
LAURENTIDES	35	116	214	178	2 557	12	34	809	3 955	2 557	809	3 366	85,1
MONTÉRÉGIE	102	350	660	516	6 863	23	98	2 096	10 708	6 863	2 096	8 959	83,7
CENTRE-DU-QUÉBEC	14	37	93	81	1 063	7	8	521	1 824	1 063	521	1 584	86,8
LE QUÉBEC	475	1 626	2 871	2 240	33 225	177	499	12 703	53 816	33 225	12 703	45 928	85,3

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistiques officielles sur les prestataires du Régime québécois d'assurance parentale, décembre 2008.

Tableau 29

Nombre d'hommes qui ont pris un congé parental selon le type de régime et la durée du congé, ensemble du Québec et régions administratives, 2008

RÉGION	DURÉE DU CONGÉ										RÉGIME DE BASE					DURÉE DU CONGÉ					RÉGIME PARTICULIER					TOTAL		
	MOINS DE 5 SEMAINES		5 À 9 SEMAINES		10 À 14 SEMAINES		15 À 19 SEMAINES		20 À 24 SEMAINES		25 À 31 SEMAINES		32 SEMAINES		MOINS DE 5 SEMAINES		5 À 9 SEMAINES		10 À 14 SEMAINES		15 À 19 SEMAINES		20 À 24 SEMAINES		25 SEMAINES			
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre		Nombre	Nombre
BAS-SAINT-LAURENT	94	38	22	13	7	7	6	69	36	34	40	20	51	437														
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	143	72	34	20	17	17	18	128	84	59	59	42	93	782														
CAPITALE-NATIONALE	389	211	88	65	55	55	53	239	129	97	92	43	146	1660														
MAURICIE	106	71	23	22	8	8	13	65	41	29	42	25	80	533														
ESTRIE	157	86	39	31	17	26	25	87	62	49	55	38	100	772														
MONTRÉAL	369	298	169	164	103	144	270	367	244	239	282	219	790	3 658														
OUTAOUAIS	126	105	66	46	40	36	51	53	45	46	35	27	60	736														
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	82	38	24	15	5	6	5	55	48	27	35	20	47	407														
CÔTE-NORD	46	19	8	4	2	5	5	40	24	15	14	12	17	211														
NORD-DU-QUÉBEC	10	8	7	7	2	1	3	10	6	4	10	4	13	85														
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	22	9	7	6	0	8	1	21	14	10	13	8	14	133														
CHAUDIÈRE-APPALACHES	251	110	44	49	17	20	32	147	77	79	63	43	99	1 031														
LAVAL	85	46	36	23	18	23	43	62	38	37	38	34	96	579														
LANAUDIÈRE	167	97	38	24	23	24	36	99	56	55	68	51	155	893														
LAURENTIDES	213	133	55	40	26	23	34	125	62	64	59	59	127	1 020														
MONTÉRÉGIE	545	313	126	92	76	78	109	354	194	157	187	123	369	2 723														
CENTRE-DU-QUÉBEC	117	70	29	22	15	5	25	82	60	47	41	36	98	646														
LE QUÉBEC	2 922	1 724	815	643	427	486	729	2 003	1 220	1 048	1 131	804	2 355	16 306														

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistiques officielles sur les prestataires du Régime québécois d'assurance parentale, décembre 2008.

Tableau 30

Répartition des places sous permis dans les services de garde au 31 mars 2006, ensemble du Québec et régions administratives

RÉGION	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE			PLACES À CONTRIBUTION RÉDUITE			PLACES À CONTRIBUTION RÉDUITE			PLACES EN GARDERIE NON SUBVENTIONNÉE			TOTAL DES PLACES		NOMBRE ENFANTS 0-4 ANS			
	NOMBRE COMPOSANTES	NOMBRE DE PLACES	TAUX	CPÉ - MILIEU FAMILIAL	GARDERIE SUBVENTIONNÉE	TOTAL PLACES À CONTRIBUTION RÉDUITE	GARDERIE SUBVENTIONNÉE	NOMBRE DE GARDERIES	NOMBRE DE PLACES	TAUX	NOMBRE DE GARDERIES	NOMBRE DE PLACES	TAUX					
BAS-SAINT-LAURENT	31	1 361	15,6	23	2 634	30,3	0	0	0,0	54	3 995	45,9	0	0	0,0	3 995	45,9	8 705
SAGUENAY-LAC-SAINTE-JEAN	45	2 360	18,9	35	3 644	29,2	8	412	3,3	88	6 416	51,4	0	0	0,0	6 416	51,4	12 490
CAPITALE-NATIONALE	125	6 690	23,5	101	7 393	25,9	45	2 247	7,9	271	16 330	57,3	7	223	0,8	16 553	58,1	28 510
MAURICIE	47	2 337	22,6	32	3 021	29,2	3	218	2,1	82	5 576	53,8	1	20	0,2	5 596	54,0	10 355
ESTRIE	65	3 304	22,4	51	4 226	28,6	4	253	1,7	120	7 783	52,7	2	50	0,3	7 833	53,1	14 760
MONTREAL	329	20 680	21,9	207	13 762	14,6	243	15 584	16,5	779	50 026	52,9	44	2 033	2,2	52 059	55,1	94 545
OUTAOUAIS	66	3 724	20,5	52	5 204	28,7	16	794	4,4	134	9 722	53,6	0	0	0,0	9 722	53,6	18 145
ABITIBI-TEMISCAMINGUE	26	1 516	20,3	17	2 421	32,5	1	80	1,1	44	4 017	53,9	0	0	0,0	4 017	53,9	7 450
CÔTE-NORD	22	982	19,4	15	1 252	24,8	0	0	0,0	37	2 234	44,2	0	0	0,0	2 234	44,2	5 050
NORD-DU-QUEBEC	36	2 063	52,1	5	330	8,3	0	0	0,0	41	2 393	60,4	0	0	0,0	2 393	60,4	3 960
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	17	697	20,3	9	1 341	39,0	1	23	0,7	27	2 061	59,9	0	0	0,0	2 061	59,9	3 440
CHAUDIÈRE-APPALACHES	69	3 213	16,1	46	5 443	27,2	14	673	3,4	129	9 329	46,6	2	56	0,3	9 385	46,9	20 000
LAVAL	46	2 820	14,8	38	4 452	23,4	41	2 662	14,0	125	9 934	52,2	7	240	1,3	10 174	53,4	19 040
LAUQUIDIÈRE	57	3 370	16,0	38	5 809	27,6	31	1 832	8,7	126	11 011	52,4	1	33	0,2	11 044	52,6	21 015
LAURENTIDES	75	4 591	17,3	54	7 025	26,4	26	1 732	6,5	155	13 348	50,2	1	44	0,2	13 392	50,4	26 590
MONTÉRIÈGE	213	12 908	18,4	144	18 138	25,9	92	6 108	8,7	449	37 154	53,1	12	733	1,0	37 887	54,1	69 970
CENTRE-DU-QUEBEC	36	1 957	17,4	23	2 916	25,9	9	416	3,7	68	5 289	47,0	1	55	0,5	5 344	47,5	11 245
LE QUÉBEC	1 305	74 573	19,9	890	89 011	23,7	534	33 034	8,8	2 729	196 618	52,4	78	3 487	0,9	200 105	53,3	375 270

Sources: Nombre de composantes et nombre de places: Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine. Rapport annuel de gestion 2005-2006. Gouvernement du Québec, 2006, p. 69.

Nombre d'enfants 0-4 ans: Statistique Canada, Recensement de la population 2006.

Tableau 31

Population de 25 à 54 ans selon les heures consacrées aux enfants, aux personnes âgées et aux travaux ménagers sans paie ou salaire et le sexe, ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

	MONTRÉAL				LE QUÉBEC			
	FEMMES		HOMMES		FEMMES		HOMMES	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
HEURES CONSACRÉES AUX SOINS DES ENFANTS, SANS PAIE OU SANS SALAIRE	419 215	100,0	415 460	100,0	1 662 835	100,0	1 632 405	100,0
AUCUNE HEURE DE SOINS AUX ENFANTS	208 375	49,7	251 335	60,5	701 495	42,2	831 435	50,9
MOINS DE 5 HEURES DE SOINS AUX ENFANTS	36 775	8,8	42 485	10,2	173 000	10,4	210 765	12,9
DE 5 À 14 HEURES DE SOINS AUX ENFANTS	46 835	11,2	52 585	12,7	220 010	13,2	245 680	15,1
DE 15 À 29 HEURES DE SOINS AUX ENFANTS	43 830	10,5	35 660	8,6	201 820	12,1	173 630	10,6
DE 30 À 59 HEURES DE SOINS AUX ENFANTS	39 265	9,4	20 490	4,9	176 540	10,6	103 410	6,3
60 HEURES ET PLUS DE SOINS AUX ENFANTS	44 135	10,5	12 910	3,1	189 960	11,4	67 475	4,1
HEURES CONSACRÉES AUX TRAVAUX MÉNAGERS, SANS PAIE OU SANS SALAIRE	419 215	100,0	415 460	100,0	1 662 835	100,0	1 632 405	100,0
AUCUNE HEURE DE TRAVAUX MÉNAGERS	23 465	5,6	48 155	11,6	60 595	3,6	146 720	9,0
MOINS DE 5 HEURES DE TRAVAUX MÉNAGERS	92 830	22,1	159 605	38,4	280 825	16,9	542 880	33,3
DE 5 À 14 HEURES DE TRAVAUX MÉNAGERS	157 020	37,5	148 780	35,8	635 370	38,2	632 760	38,8
DE 15 À 29 HEURES DE TRAVAUX MÉNAGERS	89 890	21,4	44 835	10,8	433 695	26,1	236 470	14,5
DE 30 À 59 HEURES DE TRAVAUX MÉNAGERS	39 355	9,4	10 905	2,6	185 535	11,2	57 895	3,5
60 HEURES ET PLUS DE TRAVAUX MÉNAGERS	16 650	4,0	3 170	0,8	66 815	4,0	15 675	1,0
HEURES CONSACRÉES À OFFRIR DES SOINS OU DE L'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES, SANS PAIE OU SANS SALAIRE	419 215	100,0	415 460	100,0	1 662 835	100,0	1 632 405	100,0
AUCUNE HEURE DE SOINS OU D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES	333 140	79,5	352 785	84,9	1 274 680	76,7	1 358 735	83,2
MOINS DE 5 HEURES DE SOINS OU D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES	54 280	12,9	44 385	10,7	265 105	15,9	204 660	12,5
DE 5 À 9 HEURES DE SOINS OU D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES	18 580	4,4	11 380	2,7	75 580	4,5	43 970	2,7
DE 10 À 19 HEURES DE SOINS OU D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES	6 805	1,6	3 590	0,9	24 790	1,5	13 315	0,8
20 HEURES ET PLUS DE SOINS OU D'AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES	6 405	1,5	3 305	0,8	22 675	1,4	11 725	0,7

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 32

Revenu moyen d'emploi de la population de 15 ans et plus selon l'âge et le sexe, ensemble du Québec et région de Montréal, 2005

	FEMMES		HOMMES		RATIO FEMMES/ HOMMES (%)
	NOMBRE	REVENU MOYEN D'EMPLOI (\$)	NOMBRE	REVENU MOYEN D'EMPLOI (\$)	
LE QUÉBEC	2 003 885	26 297	2 221 995	38 359	68,6
15 À 19 ANS	125 590	5 152	132 280	6 251	82,4
20 À 24 ANS	201 350	12 931	206 240	16 066	80,5
25 À 29 ANS	211 925	23 123	217 980	29 162	79,3
30 À 34 ANS	194 905	27 790	208 970	38 803	71,6
35 À 44 ANS	468 775	32 483	494 255	46 982	69,1
45 À 54 ANS	498 925	33 699	529 330	51 661	65,2
55 À 64 ANS	253 170	25 744	328 810	42 341	60,8
65 ANS ET PLUS	49 250	11 592	104 125	20 547	56,4
MONTRÉAL	489 530	28 161	518 345	40 133	70,2
15 À 19 ANS	24 005	5 163	23 355	5 840	88,4
20 À 24 ANS	56 475	12 562	51 490	14 238	88,2
25 À 29 ANS	63 445	23 708	63 605	27 008	87,8
30 À 34 ANS	52 545	28 680	58 640	36 105	79,4
35 À 44 ANS	105 455	34 867	119 060	47 331	73,7
45 À 54 ANS	107 535	38 277	107 255	55 711	68,7
55 À 64 ANS	61 735	30 635	67 715	53 166	57,6
65 ANS ET PLUS	18 330	14 021	27 225	32 595	43,0

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 33

Revenu moyen d'emploi, selon le statut d'immigrant, le diplôme obtenu et le sexe, pour la population de 25 à 44 ans ayant un revenu d'emploi, ensemble du Québec et RMR de Montréal, de Québec et de Gatineau, 2005

	FEMMES		HOMMES		RATIO FEMMES/HOMMES	
	POPULATION IMMIGRANTE	POPULATION TOTALE	POPULATION IMMIGRANTE	POPULATION TOTALE	POPULATION IMMIGRANTE	POPULATION TOTALE
	\$	\$	\$	\$	%	%
LE QUÉBEC						
TOTAL-DIPLÔME	23 647	29 173	32 793	40 910	72,1	71,3
DIPLÔME INFÉRIEUR AU BACCALAURÉAT	19 275	24 196	27 366	35 871	70,4	67,5
BACCALAURÉAT OU PLUS	30 314	41 058	40 919	57 726	74,1	71,1
RMR DE MONTRÉAL						
TOTAL-DIPLÔME	23 701	31 128	32 693	43 195	72,5	72,1
DIPLÔME INFÉRIEUR AU BACCALAURÉAT	19 320	25 957	27 277	36 797	70,8	70,5
BACCALAURÉAT OU PLUS	30 386	40 640	40 713	58 237	74,6	69,8
RMR DE QUÉBEC						
TOTAL-DIPLÔME	22 329	30 244	31 569	41 198	70,7	73,4
DIPLÔME INFÉRIEUR AU BACCALAURÉAT	17 569	25 300	26 197	36 485	67,1	69,3
BACCALAURÉAT OU PLUS	28 227	40 228	37 936	54 421	74,4	73,9
RMR DE GATINEAU						
TOTAL-DIPLÔME	29 151	37 500	35 220	45 122	82,8	83,1
DIPLÔME INFÉRIEUR AU BACCALAURÉAT	24 150	31 925	29 789	38 817	81,1	82,2
BACCALAURÉAT OU PLUS	34 481	48 759	41 877	62 836	82,3	77,6

Source : Statistique Canada. Recensement du Canada de 2006. Numéro 97-563-XCB2006059 au catalogue.

Tableau 34

Revenu moyen de la population de 15 ans et plus selon la source,
ensemble du Québec et région de Montréal, 2005

	EFFECTIF		REVENU MOYEN		
	FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES	RATIO FEMMES/ HOMMES (%)
	Nombre	Nombre	(\$)	(\$)	
LE QUÉBEC					
REVENU MOYEN TOTAL	2 992 260	2 884 710	25 870	38 509	67,2
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1 881 060	2 060 250	26 271	37 937	69,2
REVENU DE TRAVAIL AUTONOME	214 125	294 550	15 311	24 017	63,8
TRANSFERTS GOUVERNEMENTAUX	2 193 155	1 702 140	6 957	6 441	108,0
PRESTATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI	348 220	366 350	4 770	5 144	92,7
REVENU DE PLACEMENT	936 070	912 645	3 122	5 412	57,7
PENSIONS DE RETRAITE ET RENTES	381 950	418 410	13 082	20 052	65,2
AUTRES REVENUS EN ESPÈCES	438 550	393 585	3 506	3 967	88,4
MONTRÉAL					
REVENU MOYEN TOTAL	760 875	700 155	27 387	38 987	70,2
SALAIRES ET TRAITEMENTS	460 990	477 185	27 773	39 038	71,1
REVENU DE TRAVAIL AUTONOME	53 720	74 200	18 293	29 303	62,4
TRANSFERTS GOUVERNEMENTAUX	564 310	442 295	7 026	5 668	124,0
PRESTATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI	69 020	60 960	4 930	5 000	98,6
REVENU DE PLACEMENT	263 625	233 160	4 669	6 953	67,2
PENSIONS DE RETRAITE ET RENTES	100 345	87 705	13 542	21 354	63,4
AUTRES REVENUS EN ESPÈCES	126 330	105 985	3 938	4 654	84,6

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 35

Revenu total moyen de la population dans les ménages privés, selon le sexe et la tranche de revenu, ensemble du Québec et région de Montréal, 2005

LE QUÉBEC	FEMMES		HOMMES	
	Nombre	%	Nombre	%
PERSONNES AYANT UN REVENU	2 980 770	100,0	2 872 480	100,0
0 \$ - 9 999 \$	692 995	23,2	471 890	16,4
10 000 \$ - 19 999 \$	801 155	26,9	494 695	17,2
20 000 \$ - 39 999 \$	914 920	30,7	883 420	30,8
40 000 \$ - 69 999 \$	459 900	15,4	696 550	24,2
70 000 \$ ET PLUS	107 505	3,6	320 170	11,1

MONTRÉAL	FEMMES		HOMMES	
	Nombre	%	Nombre	%
PERSONNES AYANT UN REVENU	757 875	100,0	696 445	100,0
0 \$ - 9 999 \$	175 360	23,1	146 665	21,1
10 000 \$ - 19 999 \$	207 335	27,4	134 370	19,3
20 000 \$ - 39 999 \$	221 125	29,2	200 475	28,8
40 000 \$ - 69 999 \$	115 335	15,2	132 235	19,0
70 000 \$ ET PLUS	37 610	5,0	81 120	11,6

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 36

Population de 15 ans et plus vivant sous le seuil de faible revenu dans les ménages privés selon le sexe et le groupe d'âge, ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

	FEMMES			HOMMES		
	PERSONNES SOUS LE SEUIL DE FAIBLE REVENU		POPULATION DE 15 ANS ET PLUS	PERSONNES SOUS LE SEUIL DE FAIBLE REVENU		POPULATION DE 15 ANS ET PLUS
	Nombre	%	Nombre	Nombre	%	Nombre
LE QUÉBEC	419 735	13,3	3 154 960	339 880	11,4	2 990 690
15 À 29 ANS	112 310	15,8	710 550	102 680	14,2	721 550
30 À 54 ANS	164 610	11,6	1 413 020	156 710	11,3	1 383 895
55 À 64 ANS	70 525	14,7	480 785	56 485	12,3	458 270
65 ANS ET PLUS	72 290	13,1	550 605	24 005	5,6	426 975
MONTRÉAL	182 365	22,8	799 770	154 455	21,2	730 215
15 À 29 ANS	55 875	28,4	196 715	51 110	27,0	189 240
30 À 54 ANS	71 230	20,9	340 535	73 305	21,6	339 350
55 À 64 ANS	22 010	20,6	106 895	18 560	19,6	94 690
65 ANS ET PLUS	33 250	21,4	155 625	11 480	10,7	106 935

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 37

Distribution des ménages selon le type de ménage,
le pourcentage de revenu consacré au logement et le sexe,
ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

	FEMMES					HOMMES				
	ENSEMBLE DES MÉNAGES	25 % ET PLUS DU REVENU DU MÉNAGE		50 % ET PLUS DU REVENU DU MÉNAGE		ENSEMBLE DES MÉNAGES	25 % ET PLUS DU REVENU DU MÉNAGE		50 % ET PLUS DU REVENU DU MÉNAGE	
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%	Nombre	%
LE QUÉBEC										
TOUS LES MÉNAGES	1 292 745	500 110	38,7	156 545	12,1	1 867 790	460 880	24,7	148 645	8,0
PERSONNES SEULES	536 140	303 550	56,6	106 560	19,9	437 785	203 775	46,5	85 570	19,5
COUPLES	441 950	79 070	17,9	18 185	4,1	1 275 770	215 525	16,9	51 010	4,0
FAMILLES MONOPARENTALES	252 225	98 065	38,9	25 435	10,1	78 835	20 055	25,4	4 835	6,1
AUTRES	62 430	19 410	31,1	6 365	10,2	75 400	21 510	28,5	7 215	9,6
MONTRÉAL										
TOUS LES MÉNAGES	371 420	176 600	47,5	62 835	16,9	455 435	166 600	36,6	62 040	13,6
PERSONNES SEULES	175 970	107 225	60,9	41 705	23,7	138 750	75 085	54,1	36 030	26,0
COUPLES	95 995	24 730	25,8	6 760	7,0	269 595	73 625	27,3	19 845	7,4
FAMILLES MONOPARENTALES	74 845	34 710	46,4	10 655	14,2	17 510	6 185	35,3	1 560	8,9
AUTRES	24 615	9 940	40,4	3 715	15,1	29 585	11 705	39,6	4 610	15,6

Source : Statistique Canada. Recensement de 2006. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du statut de la femme, 2008.

Tableau 38

Indicateurs de la santé physique et psychologique selon le sexe,
ensemble du Québec et région de Montréal, 2005

	FEMMES		HOMMES	
	MONTRÉAL	LE QUÉBEC	MONTRÉAL	LE QUÉBEC
ÉTAT GÉNÉRAL	ANS			
ESPÉRANCE DE VIE À LA NAISSANCE (2001-2005)	82,5	82,3	77,3 †	77,0
MORTALITÉ SELON LA CAUSE	TAUX AJUSTÉ (5 ANS) / 100 000 PERSONNES			
MORTALITÉ – TUMEURS	182,7	187,3	274,2	285,0
MORTALITÉ – APPAREIL CIRCULATOIRE	169,5	167,7	255,8	247,0
MORTALITÉ – APPAREIL RESPIRATOIRE	45,8	47,4	72,9 †	80,1
MORTALITÉ – APPAREIL DIGESTIF	22,2	22,0	34,9 †	30,2
MORTALITÉ – TRAUMATISMES	16,1 †	18,3	26	34,8
MORTALITÉ – SUICIDES	6,3	7,5	18,6 †	26,7
MORTALITÉ – TOTAL	592	594,1	856,9	862,8
HABITUDES DE VIE	%			
ACTIVITÉ PHYSIQUE – 3 FOIS/SEM.	40	36,3	44,8	39,9
ACTIVITÉ PHYSIQUE – MOINS 1 FOIS/SEM.	21,3	22,5	22,4	26,0
FUMEURS ACTUELS	23,2	23,6	27,1	25,6
EXCÈS DE POIDS	36,9	39,4	50,7	55,4
INSUFFISANCE DE POIDS	5,2	4,7	—	—
SERVICES DE SANTÉ	%			
TEST PAP – 18 ANS ET PLUS	72,9	70,3	—	—
MAMMOGRAPHIE – 50 À 69 ANS	70,4	74,3	—	—
SANTÉ MENTALE	%			
PERCEPTION MAUVAISE SANTÉ MENTALE	5,6	4,0	3,3	3,4
PERCEPTION DE STRESS QUOTIDIEN ÉLEVÉ	27,1	25,9	26,8	25,4

Légende

†: Statistiquement plus élevée que le Québec

‡: Statistiquement plus faible que le Québec

§: Stat. plus élevée avec C.V. > 16,5 et <= 33,3 (prudence)

¶: C.V. > 16,5 et <= 33,3 (prudence)

Sources: État général et mortalité: Éco-Santé, Québec, 2008.

Habitudes de vie, services de santé et santé mentale: INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, Direction des statistiques sociales, démographiques et de santé, Projet: Tableaux - Conseil du statut de la femme, Québec, juin 2008.

Tableau 39

Indicateurs de la santé reproductive,
ensemble du Québec et région de Montréal, 2005

	MONTRÉAL	LE QUÉBEC
GROSSESSES		
	TAUX ANNUEL MOYEN POUR 1000 FEMMES	
INDICE SYNTHÉTIQUE DE GROSSESSE	2,40	2,21
NAISSANCE VIVANTE	1,40	1,48
MORTINAISSANCE	0,01	0,01
AVORTEMENT SPONTANÉ	0,12	0,11
AVORTEMENT PROVOQUÉ	0,87	0,61
TAUX D'AVORTEMENT POUR 100 GROSSESSES	36,3	27,6
TAUX DE GROSSESSE SELON L'ÂGE		
	TAUX ANNUEL MOYEN POUR 1000 FEMMES	
14 À 49 ANS	69,4	57,5
14 À 19 ANS	39,7	30,4
20 À 24 ANS	91,9	93,7
25 À 29 ANS	112,7	139,1
30 À 34 ANS	130,7	115,3
35 À 39 ANS	77,9	47,6
40 À 44 ANS	19,6	9,7
45 À 49 ANS	1,3	0,6
ÂGE MOYEN DES MÈRES À LA MATERNITÉ (2007)	31 ANS	29,6 ANS
GROSSESSE À L'ADOLESCENCE SELON L'ÂGE		
	TAUX ANNUEL MOYEN POUR 1000 FEMMES	
14 À 17 ANS	21,4	15,4
NAISSANCE VIVANTE	3,4	3,4
AVORTEMENT PROVOQUÉ	17,4	11,6
TAUX D'AVORTEMENT POUR 100 GROSSESSES	81,60	75,1
18 À 19 ANS	74,1	59,9
NAISSANCE VIVANTE	20,2	20,9
AVORTEMENT PROVOQUÉ	51,5	36,9
TAUX D'AVORTEMENT POUR 100 GROSSESSES	69,6	61,6
ACCOUCHEMENTS		
NOMBRE D'ACCOUCHEMENTS	24 659	71 544
ACCOUCHEMENTS PAR VOIE VAGINALE (NOMBRE)	18 980	56 256
CÉSARIENNES (TAUX ANNUEL MOYEN PAR 100 ACCOUCHEMENTS)	23,0	21,4
ÉPISIOTOMIES (TAUX ANNUEL MOYEN PAR 100 ACCOUCHEMENTS PAR VOIE VAGINALE)	24,2	26,3
GROSSESSES ECTOPIQUES		
TAUX ANNUEL MOYEN POUR 1 000 GROSSESSES	11,5	12,3

Sources : Grossesses : Éco-Santé, 2008.

Naissances vivantes et mortinaissances : MSSS et ISQ, Fichiers démographiques.

Avortements spontanés (fausses couches) : RAMQ, fichier des services médicaux rémunérés à l'acte.

Avortements provoqués : RAMQ, fichier des services médicaux rémunérés à l'acte, et données non publiées provenant de CLSC et d'établissements où des avortements non rémunérés à l'acte sont pratiqués.

Exploitation des données sur les naissances et les avortements : Madeleine Rochon, Direction des études et des analyses, MSSS.

Tableau 40

Victimes de violence selon le sexe et la catégorie d'infractions,
ensemble du Québec et région de Montréal, 2006

VICTIMES	FEMMES		HOMMES	
	MONTRÉAL	LE QUÉBEC	MONTRÉAL	LE QUÉBEC
	VIOLENCE CONJUGALE (12 ANS ET PLUS)			
NOMBRE	4 782	14 923	885	2 920
TAUX DE VICTIMISATION POUR 100 000 PERSONNES	559,0	437,7	111,2	88,8
CATÉGORIE D'INFRACTIONS	TAUX POUR 100 000 PERSONNES			
MEURTRE OU TENTATIVE	1,8	1,4	0,9	0,5
AGRESSION SEXUELLE	13,1	11,5	0,6	0,4
VOIE DE FAIT	397,1	284,8	86,5	62,9
ENLÈVEMENT OU SÉQUESTRATION	17,4	12,5	0,5	0,4
HARCÈLEMENT CRIMINEL	54,4	56,7	7,9	8,6
MENACE	75,3	70,8	14,8	16,0
	INFRACTIONS CONTRE LA PERSONNE (MOINS DE 18 ANS)			
NOMBRE	1 732	7 521	1 417	6 990
TAUX DE VICTIMISATION POUR 100 000 PERSONNES	1 012,6	1 004,3	792,0	888,6
CATÉGORIE D'INFRACTIONS	TAUX POUR 100 000 PERSONNES			
HOMICIDE	1,8	0,4	0,0	0,0
TENTATIVE DE MEURTRE	1,8	0,8	5,6	1,5
AGRESSION SEXUELLE	297,6	336,4	69,9	81,4
VOIE DE FAIT	457,8	404,2	561,2	608,5
ENLÈVEMENT OU SÉQUESTRATION	33,3	23,6	22,4	17,2
HARCÈLEMENT CRIMINEL	35,1	41,3	16,8	17,8
MENACE	108,2	119,1	91,7	138,1
	INFRACTIONS CONTRE LA PERSONNE (18 ANS ET PLUS)			
NOMBRE	8 701	27 653	7 713	25 377
TAUX DE VICTIMISATION POUR 100 000 PERSONNES	1 098,1	884,9	1 056,0	848,5
CATÉGORIE D'INFRACTIONS	TAUX POUR 100 000 PERSONNES			
HOMICIDE	0,9	0,7	4,4	2,1
TENTATIVE DE MEURTRE	2,7	1,8	13,4	5,7
AGRESSION SEXUELLE	76,2	51,7	6,8	4,9
VOIE DE FAIT	660,3	499,9	721,6	536,7
ENLÈVEMENT OU SÉQUESTRATION	32,8	21	21,1	11,4
HARCÈLEMENT CRIMINEL	104,6	100,8	37,0	36,1
MENACE	217,2	203,5	250,7	249,2

Source : Ministère de la Sécurité publique.

Tableau 41

Présence des femmes à l'Assemblée nationale à la suite des élections générales de 2003, 2007 et 2008, ensemble du Québec et régions administratives

	2003		2007		2008	
	FEMMES	TOTAL DÉPUTÉS	FEMMES	TOTAL DÉPUTÉS	FEMMES	TOTAL DÉPUTÉS
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
LE QUÉBEC	38	125	32	125	37	125
BAS-SAINT-LAURENT	3	5	1	5	1	5
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	1	5	0	5	0	5
CAPITALE-NATIONALE	4	11	2	11	2	11
MAURICIE	3	5	1	5	3	5
ESTRIE	1	6	2	8	2	8
MONTRÉAL	9	28	10	28	12	28
OUTAOUAIS	1	5	2	5	3	5
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	3	1	3	0	5
CÔTE-NORD	1	2	1	2	1	2
NORD-DU-QUÉBEC	0	1	0	1	0	1
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	4	1	4	1	4
CHAUDIÈRE-APPALACHES	4	8	1	8	2	8
LAVAL	1	5	1	5	2	5
LANAUDIÈRE	1	7	1	7	1	7
LAURENTIDES	3	7	2	9	1	9
MONTÉRÉGIE	5	22	6	23	6	23
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	5	1	6	1	6

N.B. Des circonscriptions électorales chevauchent plus d'une région, de sorte que des députés sont comptés plus d'une fois.

Source : Compilation du Conseil du statut de la femme.

Tableau 42

Présence des femmes à la Chambre des communes à la suite des élections générales de 2004, 2006 et 2008, ensemble du Québec et régions administratives

	2004		2006		2008	
	FEMMES	TOTAL DÉPUTÉS	FEMMES	TOTAL DÉPUTÉS	FEMMES	TOTAL DÉPUTÉS
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
LE QUÉBEC*	20	75	22	75	21	75
BAS-SAINT-LAURENT	1	3	1	3	—	3
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	—	3	—	3	—	3
CAPITALE-NATIONALE	1	7	3	7	3	7
MAURICIE	1	3	1	3	1	3
ESTRIE	1	7	1	7	1	7
MONTREAL	5	18	5	18	4	18
OUTAOUAIS	1	4	—	4	—	4
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	—	2	—	2	—	2
CÔTE-NORD	—	2	—	2	—	2
NORD-DU-QUÉBEC	—	2	—	2	—	2
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	—	2	—	2	—	2
CHAUDIÈRE-APPALACHES	—	5	—	5	—	5
LAVAL	2	4	2	4	2	4
LANAUDIÈRE	2	6	2	6	2	6
LAURENTIDES	3	6	3	6	3	6
MONTÉRÉGIE*	4	14	5	14	7	14
CRÉ DE LONGUEUIL	2	5	2	5	3	5
CRÉ VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT	—	4	—	4	1	4
CRÉ MONTÉRÉGIE EST	2	7	3	7	4	7
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	4	1	4	—	4

*Note: Le total ne correspond pas à la somme car des circonscriptions chevauchent plusieurs territoires.

Source: Compilation du Conseil du statut de la femme.

Tableau 43

Présence des femmes à la mairie et au conseil municipal,
ensemble du Québec et régions administratives, 2009

	MAIRIE			CONSEIL MUNICIPAL		
	FEMMES		TOTAL DES MAIRES	FEMMES		TOTAL DES CONSEILLERS MUNICIPAUX
	Nombre	%	Nombre	Nombre	%	Nombre
LE QUÉBEC	175	15,9	1 100	2 009	28,9	6 949
BAS-SAINT-LAURENT	19	17,3	110	216	32,3	669
CAPITALE-NATIONALE	5	8,8	57	121	33,8	358
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	8	16,3	49	76	24,6	309
MAURICIE	4	9,5	42	98	37,1	264
ESTRIE	17	19,5	87	146	27,1	538
MONTRÉAL	3	18,8	16	45	22,5	200
OUTAOUAIS	6	9,0	67	118	28,4	415
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	9	14,1	64	154	39,0	395
CÔTE-NORD	5	16,1	31	53	28,6	185
NORD-DU-QUÉBEC	1	20,0	5	9	31,0	29
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	12	27,3	44	77	28,9	266
CHAUDIÈRE-APPALACHES	19	14,0	136	217	26,1	831
LAVAL	0	0,0	1	11	52,4	21
LANAUDIÈRE	5	8,5	59	105	27,9	377
LAURENTIDES	14	18,4	76	152	31,7	480
MONTÉRÉGIE	35	19,8	177	295	26,3	1122
CENTRE-DU-QUÉBEC	13	16,5	79	116	23,7	490

Source : Compilation du Conseil du statut de la femme.

Tableau 44

Présence des femmes dans les conférences régionales des élus, ensemble du Québec et régions administratives, 2009

	CONSEIL D'ADMINISTRATION			CONSEIL EXÉCUTIF		
	FEMMES		TOTAL	FEMMES		TOTAL
	Nombre	%	Nombre	Nombre	%	Nombre
LE QUÉBEC	180	29,1	619	41	31,1	132
BAS-SAINT-LAURENT	6	21,4	28	1	20,0	5
CAPITALE-NATIONALE	15	34,9	43	3	42,9	7
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	5	22,7	22	1	14,3	7
MAURICIE	4	21,1	19	0	0,0	7
ESTRIE	9	34,6	26	—	—	—
MONTREAL	37	31,4	118	7	63,6	11
OUTAOUAIS	7	35,0	20	2	66,7	3
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5	29,4	17	3	37,5	8
CÔTE-NORD	10	47,6	21	4	80,0	5
NORD-DU-QUÉBEC	3	27,3	11	0	0,0	3
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	10	47,6	21	4	80,0	5
CHAUDIÈRE-APPALACHES	6	17,6	34	0	0,0	7
LAVAL	11	50,0	22	3	42,9	7
LANAUDIÈRE	8	21,1	38	2	18,2	11
LAURENTIDES	10	22,7	44	1	10,0	10
MONTÉRÉGIE - CRÉ DE LONGUEUIL	9	36,0	25	4	40,0	10
MONTÉRÉGIE - CRÉ MONTÉRÉGIE EST	13	26,5	49	3	25,0	12
MONTÉRÉGIE - CRÉ VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT	9	24,3	37	2	28,6	7
CENTRE-DU-QUÉBEC	3	12,5	24	1	14,3	7

Source : Compilation du Conseil du statut de la femme.

Tableau 45

Présence des femmes dans les commissions scolaires, ensemble du Québec et régions administratives, 2007

	PRÉSIDENTE		ASSEMBLÉE DES COMMISSAIRES (COMMISSAIRES PARENTS INCLUS)		
	FEMMES	COMMISSIONS SCOLAIRES	FEMMES		TOTAL DES COMMISSAIRES
	Nombre	Nombre	Nombre	%	Nombre
LE QUÉBEC	32	71	701	47,8	1465
BAS-SAINT-LAURENT	3	5	43	46,2	93
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4	5	70	65,4	107
CAPITALE-NATIONALE	3	6	63	47,7	132
MAURICIE	2	3	28	41,8	67
ESTRIE	1	4	40	46,0	87
MONTRÉAL	2	5	44	37,6	117
OUTAOUAIS	2	5	36	35,0	103
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2	6	61	59,8	102
CÔTE-NORD	2	4	29	47,5	61
NORD-DU-QUÉBEC	3	4	26	46,4	56
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	4	30	42,9	70
CHAUDIÈRE-APPALACHES	1	5	52	49,1	106
LAVAL	1	2	21	47,7	44
LANAUDIÈRE	0	3	28	39,4	71
LAURENTIDES	3	5	52	47,7	109
MONTÉRÉGIE	5	13	138	47,9	288
CENTRE-DU-QUÉBEC	3	4	42	50,0	84

N.B. Des commissions scolaires chevauchent plus d'une région, de sorte que le total des données est supérieur au résultat de l'ensemble du Québec.

Source : Compilation du Conseil du statut de la femme.

Conseil du statut
de la femme

Québec 